

## **PIECE JOINTE N°5**

### **CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES**

## **1 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES**

La Société DIFRAMA est une société française indépendante créée en Juin 1987.

Spécialisée dans les produits chimiques pour l'automobile, elle propose :

- des lubrifiants (Exoil),
- des liquides permanents et antigels,
- des produits lave-glace (été, hiver, dégivrant, etc.),
- des solvants (nettoyants, dégraissants).

Elle souhaite augmenter ses activités de fabrication et conditionnement de produits lave-glaces sur son site de Noyelles-Lès-Seclin.

La Société DIFRAMA a l'objectif d'obtenir la démarche ISO 9001 pour son site de Noyelles-Lès-Seclin.

## **2 CAPACITES FINANCIERES**

Les capacités financières des 3 dernières années de la Société DIFRAMA et les données prévisionnelles sont présentées dans le tableau ci-après :

	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
<b>Chiffre d'affaires (en k€)</b>	25 426	25 898	29 133
<b>Capital (en k€)</b>	100	100	100
<b>Résultat net (en k€)</b>	1 444	821	1 485
<b>Investissement (en k€)</b>	835	614	517

**PIECE JOINTE N°6**

**JUSTIFICATIF DU RESPECT DE L'ARRETE  
MINISTERIEL 4331**

## **PRESCRIPTIONS LIEES A LA RUBRIQUE 4331**

Le tableau ci-après présente la compatibilité du projet avec les prescriptions fixées par l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> Juin 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

A la date de rédaction du présent dossier, le guide de relevé des justificatifs relatif à la rubrique 4331 n'est pas paru sur le site de l'INERIS.

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
<b>Chapitre 1. Dispositions générales</b>				
3	Conformité de l'installation et modification substantielle pour les COV	<b>III</b> – Les réservoirs enterrés et les tuyauteries enterrées associées respectent les prescriptions édictées dans l'arrêté du 18 avril 2008 modifié susvisé ainsi que les dispositions du présent arrêté, à l'exception des dispositions des articles 5, 11, 12, du IV et VI de l'article 13, 14, 19, 21, 22, du III de l'article 25 et du point 26-1.	/	Le site ne comporte pas de réservoirs enterrés et de tuyauteries enterrées associés.
4	Dossier installation classée	L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>– une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>– le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>– l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>– le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;</li> <li>– les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des 5 dernières années.</li> </ul> Les différents documents prévus par le présent arrêté sont également inclus dans le dossier, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le calcul des distances minimales pour l'implantation des bâtiments (cf. article 5) ;</li> <li>– le plan de localisation des risques (cf. article 8) ;</li> <li>– l'inventaire indiquant la nature, la quantité et la localisation des matières dangereuses présentes (cf. article 9) ;</li> <li>– le plan général des ateliers, des aires de manipulation et de manutention, et des stockages (cf. article 9) ;</li> <li>– les fiches de données de sécurité des matières dangereuses présentes dans l'installation (cf. article 9) ;</li> <li>– le calcul de la surface des événements installés sur les réservoirs (cf. article 11) ;</li> <li>– les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des ouvrages (cf. article 11) ;</li> <li>– les consignes pour l'accès des secours (cf. article 13) ;</li> <li>– le plan de défense incendie (cf. article 14) ;</li> <li>– les comptes rendus sur les exercices de lutte contre l'incendie (cf. article 14) ;</li> </ul>	/	La Société DIFRAMA rassemblera l'ensemble des documents pour l'exploitation de ces nouvelles installations.

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
4	Dossier installation classée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'inventaire des matériels utilisables en atmosphères explosibles avec les justificatifs de conformité (cf. article 16) ;</li> <li>- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 17) ;</li> <li>- les éléments justifiant la conformité de l'installation sur la protection contre la foudre (cf. article 18) ;</li> <li>- la procédure de surveillance et de maintenance des rétentions et des dispositifs associés (cf. article 22) ;</li> <li>- les documents relatifs aux détecteurs : liste, dimensionnement, opérations d'entretiens, comptes rendus des tests et des vérifications (cf. article 23) ;</li> <li>- la procédure définissant les actions à réaliser en cas de détection de fuite ou d'incendie (cf. article 23) ;</li> <li>- les documents de vérification des travaux réalisés (cf. article 24) ;</li> <li>- le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. article 25) ;</li> <li>- le dossier individuel et le plan d'inspection de chaque réservoir (cf. article 25) ;</li> <li>- les consignes de sécurité et d'exploitation (cf. article 25) ;</li> <li>- le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. article 29) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 31) ;</li> <li>- les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures (cf. article 34) ;</li> <li>- la liste complète des substances susceptibles d'être rejetées par l'installation (cf. articles 38 et 50) ;</li> <li>- l'autorisation de déversement lorsque le rejet s'effectue dans une station d'épuration (cf. article 39) ;</li> <li>- l'échéancier et les mesures prises pour supprimer certaines substances (cf. article 40) ;</li> <li>- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 42) ;</li> <li>- la justification des hauteurs des cheminées (cf. article 47) ;</li> <li>- le schéma de maîtrise des émissions de COV s'il est mis en œuvre au sein de l'installation (cf. article 50) ;</li> <li>- le plan de gestion des solvants si l'installation consomme plus d'une tonne de solvant par an (cf. article 51) ;</li> <li>- le registre de tous les déchets générés par l'installation ainsi que les bordereaux de suivi des déchets dangereux (cf. article 57) ;</li> <li>- le programme de surveillance des émissions (cf. article 58) ;</li> <li>- les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'air de certaines substances par l'installation (cf. articles 50 et 59) ;</li> <li>- les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'eau de certaines substances par l'installation (cf. articles 38 et 60).</li> </ul> <p>Ce dossier est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	/	La Société DIFRAMA rassemblera l'ensemble des documents pour l'exploitation de ces nouvelles installations.

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
5	Implantation	<p><b>I.</b> Les installations relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 sont implantées à une distance minimale des limites du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de façon à ce que les parois des réservoirs aériens soient situées à minima à 30 mètres ;</li> <li>- de façon à ce que les parois des récipients mobiles soient situées à minima à 2 mètres ;</li> <li>- de 20 mètres pour les ateliers extérieurs de mélanges ou d'emplois ;</li> <li>- calculée pour les liquides susceptibles d'être présents dans un bâtiment, de façon à ce que les effets létaux au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé soient contenus dans l'enceinte du site en cas d'incendie en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport à la quantité susceptible d'être présente. Ce calcul se fait suivant la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90977-14553A). Cette distance est au moins égale à 1,5 fois la hauteur du bâtiment, sans être inférieure à 20 mètres. Cette distance minimale de 20 mètres n'est toutefois pas applicable lorsque le dernier alinéa du II de l'article 13 est respecté.</li> </ul> <p><b>II.</b> Les installations relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ne se situent pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers. Le stockage en dessous du niveau de référence est interdit.</p>	<p>Modélisation FLUMILOG</p> <p>Calcul des distances minimales pour l'implantation des bâtiments</p>	<p>Les parois des réservoirs aériens seront situées à minima à 30 m des limites du site.</p> <p>Les récipients mobiles seront entreposés dans un bâtiment (9,20 m) dont la distance minimale entre le mur de la cellule et la limite de propriété du site sera d'au moins 20 m.</p> <p>La modélisation d'un départ d'incendie sur les stockages de produits liquides inflammables indique que les effets létaux sont maintenus dans l'enceinte du site (pièce jointe n°24).</p>
6	Envol des poussières	<p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li> <li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;</li> <li>- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;</li> <li>- des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</li> </ul>	/	<p>L'activité du site DIFRAMA (production de produits liquides) n'est pas susceptible de générer des poussières.</p> <p>Les stockages de matières sont réalisés dans des récipients fermés étanches.</p> <p>Les surfaces hors voiries sont engazonnées. Des écrans de végétation sont présents en limite de propriété vis-à-vis du voisinage.</p>
7	Intégration dans le paysage	<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p>	/	<p>La Société DIFRAMA maintiendra la propreté de son site dans le temps.</p>
<b>Chapitre 2. Prévention des accidents et des pollutions</b>				

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
<b>Section 1 - Généralités</b>				
8	Localisation des risques	L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, mises en œuvre, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion, toxique). L'exploitant dispose d'un plan général de l'installation indiquant ces différentes zones.	Plan de localisation des risques	La Société DIFRAMA a recensé les zones à risques sur le site. Le plan des zones à risques est présenté en pièce jointe n°21.
9	Etat des stocks de matières dangereuses	Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des matières dangereuses présentes dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un inventaire indiquant la nature, la quantité et la localisation (bâtiments, réservoirs, appareils, équipements, etc.) des matières dangereuses présentes, auquel est annexé un plan général des ateliers, des aires et des stockages. A minima, cet inventaire est mis à jour quotidiennement en fin de journée pour les liquides relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.	Inventaire indiquant nature, quantité et localisation des matières dangereuses présentes FDS des matières dangereuses présentes dans l'installation Plan général des ateliers, des aires de manipulation et de manutention, et des stockages	La Société DIFRAMA dispose des fiches de données de sécurité des produits entrants et des produits fabriqués sur site. Il mettra en place un inventaire des stockages. Une mise à jour quotidienne de cet inventaire sera réalisée pour les produits liquides inflammables et sera tenue à disposition sur site. Un plan des stockages futurs est disponible en pièce jointe n°22.
10	Propreté de l'installation	Les installations sont maintenues propres et régulièrement nettoyées notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les amas de matières dangereuses et les poussières.	/	La Société DIFRAMA maintiendra dans le temps la propreté de ses installations.
<b>Section 2 - Dispositions constructives</b>				
11.1	Dispositions constructives relatives à un bâtiment ou aux parties d'un bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.	Le point 11.1 fixe les dispositions relatives à la construction des bâtiments et aux parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Elles ne s'appliquent pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation.	/	Les dispositions constructives seront applicables à la cellule dédiée aux liquides inflammables (quantité supérieure à 10 m³).

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
11.1	Dispositions constructives relatives à un bâtiment ou aux parties d'un bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.	<p><b>I. Réaction et résistance au feu :</b></p> <p>Le sol est imperméable et incombustible de classe A1f1.</p> <p>La structure est R 60.</p> <p>Les murs extérieurs sont de classe A2s1d0.</p> <p>Les murs séparatifs sont REI 120 et dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement, entre une partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et une partie de bâtiment abritant des matières combustibles ou inflammables. Ces murs sont prolongés latéralement le long des murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou sont prolongés perpendiculairement au mur extérieur de 0,50 mètre en saillie de la façade.</p> <p>Les murs séparatifs entre une partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et un local technique (hors chaufferie et local de charge de batterie des chariots) sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture, ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre ces deux locaux.</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les murs séparatifs (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques, portes, tuyauteries, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces murs séparatifs. Ces dispositifs de fermeture se déclenchent automatiquement en cas d'incendie. Ils sont également manœuvrables à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi.</p> <p>Les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C et une classe de durabilité C2.</p> <p>La toiture répond aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des murs séparatifs. Cette bande est de classe A2s1d0 ou comporte en surface une feuille métallique de classe A2s1d0 ;</li> <li>- les éléments de support de couverture de toiture, hors isolant, sont réalisés en matériaux A2s1d0 ;</li> <li>- le système de couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3).</li> </ul> <p>Les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2s1d0, sauf dans le cas d'un système comprenant un ensemble support et isolants de classe Bs1d0 qui respecte l'une des conditions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</li> <li>- l'isolation thermique est composée de plusieurs couches dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m<sup>3</sup> et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants, justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe Ds3d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg.</li> </ul> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p>	Justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des ouvrages	<p>Le sol de la cellule des liquides inflammables est incombustible (dalle béton). Son imperméabilité sera vérifiée et maintenue dans le temps.</p> <p>La structure est R60 (renforcement et flocage de l'ossature métallique).</p> <p>Les murs séparatifs de la cellule sont REI120.</p> <p>Les murs séparatifs dépassent d'au moins 1 m en toiture.</p> <p>La cellule 2 de liquides inflammables n'est pas accolée à un local technique.</p> <p>Les portes assurant la communication avec les autres cellules du bâtiment seront EI2 120C et une classe de durabilité C2.</p> <p>La toiture est de nature métallique (bac acier) et incombustible (A2s1d0).</p> <p>Une bande incombustible de 5 m de part et d'autres des murs-coupe-feu séparatifs est présente sur la toiture ou en sous-face de toiture lorsque des dômes d'éclairage sont installés (photo en pièce jointe n°32).</p> <p>Les éléments de support de la toiture seront de nature métallique et incombustible.</p> <p>L'éclairage naturel est effectué avec des matériaux satisfaisant à la classe d0.</p>



ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
11.1	Dispositions constructives relatives à un bâtiment ou aux parties d'un bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.	<p><b>II. Surface maximale :</b> Les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ont une surface maximale égale à 3 500 mètres carrés. Ces parties de bâtiment sont à simple rez-de-chaussée et ne comportent pas de mezzanine.</p> <p><b>III. Cantonnement :</b> Un bâtiment ou une partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 est divisé en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est constitué soit par des éléments de la structure (couverture, poutre et murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, soit par des écrans mobiles asservis à la détection incendie. Ces écrans de cantonnement sont DH 30, en référence à la norme NF EN 12 101-1 (version de décembre 2005) et à son annexe A1 (version de juin 2006), et ont une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de chaque écran de cantonnement et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 1 mètre. La différence de hauteur entre le point le plus haut du stockage et le point le plus bas de chaque écran de cantonnement est supérieure ou égale à 0,5 mètre.</p> <p><b>IV. Désenfumage :</b> Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC) permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol de chaque canton de désenfumage. Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture. Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs séparatifs indiqués au I du point 11.1. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis la partie de bâtiment à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou en parties de bâtiment. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des parties de bâtiment. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932 (version de décembre 2008).</p>	/	<p>La surface de la cellule de liquides inflammables est inférieure à 3 500 m² (Surface d'environ 1 068 m²).</p> <p>La longueur de la cellule est inférieure à 60 m (L = 53,4 m). La taille de la cellule est inférieure à 1 600 m².</p> <p>Le cantonnement de la zone n'est donc pas nécessaire.</p> <p>La cellule de liquides inflammables sera équipée de dispositifs de désenfumage à commande automatique et manuelle.</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires sera au minimum de 2 % de la surface de chaque canton (pièce jointe n°28). Les travaux sont en cours de réalisation. Un plan des exutoires sera mis à jour.</p> <p>Les exutoires seront distants des murs séparatifs de 7 m (pièce jointe n°32).</p> <p>Les commandes manuelles de désenfumage seront placées à proximité des issues de secours.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
11.1	Dispositions constructives relatives à un bâtiment ou aux parties d'un bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.	<p>Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2 (version d'octobre 2003) présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;</li> <li>- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;</li> <li>- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;</li> <li>- classe de température ambiante T(00) ;</li> <li>- classe d'exposition à la chaleur B 300.</li> </ul> <p>En présence d'un système d'extinction automatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique ;</li> <li>- les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement du système d'extinction automatique.</li> </ul> <p><b>V. Amenées d'air :</b> Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, partie de bâtiment par partie de bâtiment, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des parties de bâtiment à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p><b>VI. Chauffage, tuyauterie(s), local de charge de batteries :</b> S'il existe une chaufferie attenante à une partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions du I du point 11.1.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une vanne sur l'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'arrivée du combustible ;</li> <li>- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible le cas échéant ;</li> <li>- un dispositif sonore et visuel d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li> </ul> <p>Aucune tuyauterie aérienne de gaz inflammable n'est présente à l'intérieur des parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 sauf si elle est requise pour l'alimentation d'un équipement nécessaire au procédé de production. Dans ce cas, la tuyauterie est protégée contre les chocs et comporte des dispositifs de sécurité permettant de couper son alimentation en toute sécurité en cas de nécessité.</p>	/	<p>Les exutoires de fumées répondront aux normes et réglementation en vigueur.</p> <p>La cellule de liquides inflammables comportera un système d'extinction automatique à mousse haut foisonnement (pièce jointe n°26) dont la détection sera différente du déclenchement du désenfumage.</p> <p>Des amenées d'air seront aménagées pour correspondre à la surface des exutoires du plus grand canton.</p> <p>Elles seront réalisées par les grilles de ventilation donnant vers l'extérieur nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction à mousse haut foisonnement.</p> <p>La chaufferie n'est pas attenante à la cellule de liquides inflammables.</p> <p>Elle est située dans un local spécifique de la cellule 1.</p> <p>Aucune tuyauterie de gaz inflammable de la chaufferie ne traversera la cellule de liquides inflammables. La canalisation d'alimentation en gaz naturel de la chaufferie contournera la cellule de liquides inflammables.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
11.1	Dispositions constructives relatives à un bâtiment ou aux parties d'un bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.	<p>La recharge de batteries est interdite hors d'un local de recharge spécifique conforme aux dispositions du I du point 11.1. en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, une zone de recharge peut être aménagée par local conforme aux dispositions du I du point 11.1. sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible ou dangereuse et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p> <p><b>VII. Bureaux et locaux sociaux :</b>  Les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais ou d'exploitation destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les quais ou les installations, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres de la partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous REI 120, sans être contigus avec les parties de bâtiment où sont présents des liquides au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p>	Justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des ouvrages	<p>La recharge de batteries ne sera pas effectuer dans la cellule 2.</p> <p>Les bureaux et locaux sociaux ne sont pas attenants à la cellule de liquides inflammables et distants de plus de 40 m.</p>
11.2	Dispositions relatives aux stockages en réservoirs aériens	<p>Le point 11.2 fixe les dispositions relatives à la conception et à l'aménagement des stockages en réservoirs aériens contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p> <p><b>I. Conception :</b>  A. Les réservoirs sont conformes, à la date de leur construction, aux normes et aux codes en vigueur prévus pour le stockage d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté.</p> <p>B. Les réservoirs sont conçus de façon à ce que le mode de remplissage « en pluie » soit impossible, à l'exception des réservoirs en permanence sous atmosphère de gaz inerte.</p> <p>C. En cas d'utilisation d'un système de réchauffage, des dispositions permettant la surveillance de la température du liquide et la limitation de la température de réchauffage sont prises pour éviter les phénomènes dangereux d'auto-inflammation de la phase gazeuse et d'ébullition incontrôlée de la phase liquide. La limite de température choisie à cet effet est consignée dans le dossier de suivi du réservoir mentionné au III de l'article 25.  Les réchauffeurs utilisant un dispositif électrique sont maintenus constamment immergés lorsque le réservoir est en exploitation.</p> <p>D. Pour les réservoirs à écran flottant, l'espace compris entre la couverture fixe et l'écran mobile est ventilé par des ouvertures ou inerté de façon à ce que le seuil d'inflammabilité du liquide n'y soit pas atteint.</p>	/	<p>Les réservoirs ne seront pas maintenus en permanence sous atmosphère de gaz inerte. Le mode de remplissage « en pluie » ne sera pas retenu.</p> <p>L'activité de production de lave-glace ne nécessitera pas le réchauffement des produits.</p> <p>Les réservoirs ne seront pas à écran flottant.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE													
11.2	Dispositions relatives aux stockages en réservoirs aériens	E. Les réservoirs à toit fixe et les réservoirs à écran flottant sont munis d'un dispositif de respiration limitant, en fonctionnement normal, les pressions ou dépressions aux valeurs prévues lors de la construction et reprises dans le dossier de suivi du réservoir prévu au III de l'article 25. Par ailleurs, l'exploitant met en place des événements dont la surface cumulée $S_e$ est à minima celle calculée selon la formule donnée en annexe I.	Calcul de la surface des événements installés sur les réservoirs  Justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des ouvrages	Les réservoirs sont prévus avec des événements de décharge de pression. Ils seront également munis d'évent de respiration reliés à des réservoirs remplis d'eau pour piéger les vapeurs inflammables.  Le calcul des événements suivant la formule est présenté en pièce jointe n°25.													
		F. Les charpentes supportant des réservoirs dont le point le plus bas est situé à plus d'un mètre du sol sous-jacent sont R 180.		Le point le plus bas des réservoirs sera situé à moins d'un mètre du sol.  Les charpentes prévues seront métalliques.													
		<b>II. Aménagement :</b> A. La distance d'implantation entre réservoirs, situés dans la même rétention, mesurée de robe à robe (calorifuge non compris), respecte les distances minimales suivantes :		Les réservoirs présenteront un diamètre inférieur à 10 m et seront implantés avec une distance minimale entre 2 réservoirs de 1,5 m.													
		<table><tr><th>Diamètre du réservoir</th><th>Catégorie de liquides relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734</th><th>Distance minimale entre le réservoir et un réservoir situé dans la même rétention</th></tr><tr><td><math>D \leq 10\text{ m}</math></td><td>Toutes</td><td>1,5 m</td></tr><tr><td rowspan="3"><math>D &gt; 10\text{ m}</math></td><td>A, B, C1, D1</td><td>10 m</td></tr><tr><td>C2</td><td>7,5 m</td></tr><tr><td>D2</td><td>1,5 m</td></tr></table>		Diamètre du réservoir	Catégorie de liquides relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734	Distance minimale entre le réservoir et un réservoir situé dans la même rétention	$D \leq 10\text{ m}$	Toutes	1,5 m	$D > 10\text{ m}$	A, B, C1, D1	10 m	C2	7,5 m	D2	1,5 m	
		Diamètre du réservoir		Catégorie de liquides relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734	Distance minimale entre le réservoir et un réservoir situé dans la même rétention												
$D \leq 10\text{ m}$	Toutes	1,5 m															
$D > 10\text{ m}$	A, B, C1, D1	10 m															
	C2	7,5 m															
	D2	1,5 m															
En cas de réservoirs de dimensions différentes, le diamètre du réservoir le plus grand est pris en compte.																	
		B. La distance d'implantation d'un réservoir extérieur vis-à-vis du bord d'une rétention extérieure associée à un autre réservoir est fixée en considérant, pour la valeur du flux initié par l'incendie de la rétention voisine et reçu par le réservoir, une valeur maximale admissible de 12 kW/m². Cette valeur est portée à 15 kW/m² si des moyens de protection par refroidissement de la paroi exposée du réservoir, permettant de ramener le flux ressenti au niveau du réservoir à 12 kW/m², peuvent être mis en œuvre dans un délai de quinze minutes à partir du début de l'incendie dans la rétention. Cette distance est déterminée par la méthode de calcul FLUMILOG, référencée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90977-14553A. Ces dispositions s'appliquent de façon identique pour établir la distance d'implantation d'un réservoir extérieur vis-à-vis : - de toute rétention extérieure associée à des récipients mobiles ; - de tout bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 en considérant une partie de bâtiment en feu comme une rétention.	Les réservoirs seront implantés en intérieur uniquement.														

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
11.2	Dispositions relatives aux stockages en réservoirs aériens	<p>C. Les réservoirs, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de catégories A, B, C1 et D1 situés dans une même rétention, sont adjacents à une voie d'accès permettant l'intervention des moyens mobiles d'extinction.</p> <p>Les réservoirs, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de catégories C2 ou D2 situés dans une même rétention, sont disposés sur trois rangées au maximum.</p>	/	<p>Les réservoirs seront situés avec une seule et même rétention.</p> <p>Le bâtiment est accessible sur toute sa périphérie.</p> <p>Les liquides inflammables seront principalement de catégorie B et C2.</p>
11.3	Dispositions relatives aux stockages en récipients mobiles	<p>Le point 11.3 fixe les dispositions relatives à la conception et à l'aménagement des stockages en récipients mobiles contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p> <p><b>I. Conception :</b> Les récipients mobiles sont conformes, à la date de leur construction, aux normes et aux codes en vigueur prévus pour le stockage d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté.</p> <p><b>II. Aménagements :</b> A. Les récipients mobiles stockés en masse, y compris en palette, forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :  - la surface au sol des îlots est au maximum égale à 500 mètres carrés ;  - la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;  - la distance entre deux îlots est au minimum égale à 2 mètres.</p> <p>B. La distance d'implantation d'un récipient mobile extérieur vis-à-vis du bord d'une rétention extérieure associée à un autre récipient mobile est fixée en considérant, pour la valeur du flux initié par l'incendie de la rétention voisine et reçu par le récipient mobile, une valeur maximale admissible de 12 kW/m<sup>2</sup>. Cette valeur est portée à 15 kW/m<sup>2</sup> si des moyens de protection par refroidissement de la paroi exposée du récipient mobile, permettant de ramener le flux ressenti au niveau du réservoir à 12 kW/m<sup>2</sup>, peuvent être mis en œuvre dans un délai de quinze minutes à partir du début de l'incendie dans la rétention. Cette distance est déterminée par la méthode de calcul FLUMILOG, référencée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90977-14553A).</p> <p>Les dispositions précédentes du présent point B ne s'appliquent que pour des parois de récipients mobiles conçues en acier. Pour les autres matériaux (aluminium, etc.), la valeur maximale admissible est de 8 kW/m<sup>2</sup>. Ces dispositions s'appliquent de façon identique pour établir la distance d'implantation d'un récipient mobile vis-à-vis :  - de toute rétention extérieure associée à des réservoirs ;  - de tout bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 en considérant une partie de bâtiment en feu comme une rétention.</p>	/	<p>Les dimensions des stockages en masse de cet article seront respectées.</p> <p>La hauteur maximale possible de stockage en masse de récipients mobiles sera de 5 m.</p> <p>Les récipients mobiles ne seront pas stockés à l'extérieur.</p> <p>La rétention des récipients mobiles sera extérieure et distante de la cellule de liquides inflammables.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
11.3	Dispositions relatives aux stockages en récipients mobiles	<p><b>III. Aménagements particuliers dans un bâtiment :</b></p> <p>A. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>B. La hauteur de stockage est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.</p> <p>C. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la partie de bâtiment où est stocké au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en paletier.</p> <p>D. Les récipients mobiles stockés en masse forment des îlots limités selon les dimensions du II de l'article 11.3. Ces îlots sont associés aux zones de collecte telles que définies au V de l'article 22.</p> <p>E. La hauteur de stockage en rayonnage ou en paletier, toutes matières confondues (dangereuses, non dangereuses) est au maximum égale à l'une des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 8 mètres en l'absence d'un système d'extinction automatique ;</li> <li>- 12,7 mètres en présence d'un système d'extinction automatique hors rack ;</li> <li>- 20 mètres en présence d'un système d'extinction automatique sur rack, sachant que la hauteur de stockage d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.</li> </ul>	/	<p>Une distance d'un mètre sera maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture et autre dispositif. Elle suivra les préconisations pour le bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>La hauteur de stockage des récipients mobiles sera limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.</p> <p>La Société DIFRAMA respectera les dimensionnements préconisés pour ces stockages de récipients mobiles.</p> <p>La hauteur de stockage en rack des récipients mobiles sera limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.</p>
12	Dispositions relatives aux stockages en réservoirs à double paroi	<p>Les dispositions suivantes sont spécifiques aux réservoirs à double paroi d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p> <p>A. La distance entre la robe du réservoir et la seconde paroi est limitée au strict nécessaire pour assurer le placement des organes de sectionnement et permettre l'exploitation et la maintenance courante. Elle est dans tous les cas inférieure à 5 mètres. La capacité de rétention est dimensionnée de manière à respecter les exigences de l'article 22.</p> <p>B. La seconde paroi formant rétention est RE 240 sauf si elle est métallique, auquel cas elle est incombustible et est équipée de moyens de refroidissement permettant d'obtenir une stabilité, en cas d'incendie dans l'espace annulaire, d'au moins trente minutes.</p> <p>C. L'espace annulaire est équipé d'une détection (liquide ou gaz) adaptée à la nature du liquide stocké, d'une détection feu et de moyens fixes de déversement de mousse. Si le liquide éventuellement répandu dans l'espace annulaire peut générer une atmosphère explosive, la détection est basée sur plusieurs capteurs utilisant au moins deux technologies différentes dont une détection gaz.</p>	/	<p>Les réservoirs utilisés ne seront pas à double paroi.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
12	Dispositions relatives aux stockages en réservoirs à double paroi	<p>La détection de présence de liquide dans l'espace annulaire provoque l'arrêt immédiat du remplissage du réservoir, son isolement et le déclenchement automatique de déversement de mousse dans l'espace annulaire. En l'absence de présence humaine sur le site ou si le délai d'intervention incendie est supérieur à vingt minutes, la détection feu provoque l'isolement du réservoir et le déclenchement automatique du déversement de mousse dans l'espace annulaire.</p> <p>D. Pour le cas particulier des réservoirs à double paroi métallique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les réservoirs sont conçus de telle sorte qu'en cas de surpression interne accidentelle la rupture du réservoir ait lieu au niveau de la liaison entre la robe et le toit. Cette prescription ne s'applique pas aux réservoirs à toit flottant ;</li> <li>- la stratégie de lutte contre l'incendie est uniquement basée sur des moyens fixes. Elle permet l'extinction d'un feu dans l'espace annulaire avec une rapidité telle que la tenue au feu de la double paroi métallique ne soit pas compromise. Elle ne fait pas appel aux moyens de lutte contre l'incendie des services de secours publics ;</li> <li>- le réservoir et la seconde paroi (côté extérieur) sont équipés d'une couronne de refroidissement ayant un débit de 15 litres par minute et par mètre de circonférence minimum. Ce débit permet un refroidissement de l'ensemble de la robe jusqu'au pied du réservoir ;</li> <li>- le réservoir est équipé de moyens fixes de déversement de mousse aptes à combattre un feu de réservoir (notamment des boîtes à mousse ou des déversoirs) ;</li> <li>- l'espace annulaire est équipé de moyens fixes de déversement de mousse ;</li> <li>- la détection de présence de liquide dans l'espace annulaire provoque le déclenchement automatique de déversement de mousse dans l'espace annulaire ;</li> <li>- la détection feu dans l'espace annulaire provoque le déclenchement automatique de déversement de mousse dans l'espace annulaire et la mise en service de la couronne de refroidissement de la seconde paroi (couronne extérieure) ;</li> <li>- le temps de mise en œuvre des moyens fixes de protection incendie est inférieur à cinq minutes ;</li> <li>- la présence d'au moins une personne compétente apte à intervenir en moins de cinq minutes pour pallier la défaillance des moyens évoqués à l'alinéa précédent est obligatoire.</li> </ul> <p>E. En outre, pour les équipements destinés à combattre un incendie dans l'espace annulaire de tous les réservoirs à double paroi, sont mises en place les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens de pompage en eau et en émulseur disposent d'un équipement de secours ;</li> <li>- la génération de solution moussante dispose d'un équipement de secours ;</li> <li>- le réseau d'eau d'incendie et de prémélange est maillé ;</li> <li>- les moyens d'application mousse disposent d'un équipement de secours ;</li> <li>- les réserves d'émulseurs disposent d'un équipement de secours.</li> </ul>	/	Les réservoirs utilisés ne seront pas à double paroi.



ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
13	Accessibilité	<p><b>I. Accessibilité au site :</b>  Le site dispose en permanence de 2 accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services publics d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>La voie depuis l'accès au site jusqu'à la voie « engins » (définie au II de l'article 13) respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur totale utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</li> </ul> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un plan des locaux facilitant leur intervention avec une description des risques pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ;</li> <li>- des consignes précises pour l'accès des secours à tous les lieux ;</li> <li>- l'état des stocks prévu à l'article 9.</li> </ul> <p><b>II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation :</b>  L'installation dispose de voies « engins » permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'accéder à deux côtés opposés de chaque rétention associée à un stockage extérieur. L'accès à l'un de ces deux côtés opposés est possible en toutes circonstances, notamment quelle que soit la direction du vent ;</li> <li>- de faire le tour de chaque bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, et d'accéder à au moins 2 côtés de chaque rétention déportée extérieure associée à tout bâtiment.</li> </ul> <p>Ces voies « engins » respectent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum respectivement de 3 mètres, la hauteur libre est au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li> <li>- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles (définies aux IV et V de l'article 13) et la voie engins.</li> </ul>	Consignes pour l'accès des secours	<p>Le site présente 2 accès à partir de la rue du Mont de Templemars. Ces 2 accès sont localisés sur le plan d'organisation dans le § 3 de la Présentation générale.</p> <p>Le stationnement des véhicules lourds et légers ne gênera pas les accès nécessaires aux secours.</p> <p>La voie engin est existante et permet de faire le tour des bâtiments.</p> <p>Ses caractéristiques sont conformes aux prescriptions du présent article.</p> <p>Un plan d'ensemble indiquant les largeurs, les rayons et la force de portance des voies est présenté en pièce jointe 3.</p> <p>Le plan des zones à risques et des accès sont présentés en pièce jointe n°21.</p> <p>Les consignes pour l'accès des secours seront reprises dans le plan de défense incendie.</p> <p>Un état des stocks sera maintenu à jour.</p> <p>La voie engin permet de faire le tour des bâtiments et l'accès des 2 côtés de la rétention déportée extérieure.</p>



ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
13	Accessibilité	<p>Les dispositions du II de l'article 13 ne s'applique pas aux bâtiments, contenant moins de 10 mètres cubes, d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cubes est limitée au strict besoin d'exploitation.</p> <p><b>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site :</b>  Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins 2 aires dites de croisement, judicieusement positionnées, présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins », et ayant les caractéristiques suivantes :  - largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engin » ;  - longueur minimale de 15 mètres.  La voie « engins » est implantée hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m². Les zones d'effet thermique sont identifiées par la méthode de calcul FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90977-14553A).  Dans le cas de réservoirs à double paroi répondant aux dispositions de l'article 12, les dispositions des II et III de l'article 13 ne s'appliquent pas.</p> <p><b>IV. Mise en stationnement des engins :</b>  A. Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelles » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie « échelles » est directement accessible depuis la voie « engins » (définie au II de l'article 13).  Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :  - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;  - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;  - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;  - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;  - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm² ;</p>	/	<p>Le croisement des engins de secours est possible sur le site comme l'illustre le plan d'ensemble présenté en pièce jointe n°3.</p> <p>Une dérogation est demandé pour la voirie au Nord des bâtiments d'une distance linéaire de plus de 100 m (largeur &lt; 9 m).</p> <p>Après échange avec le Lieutenant-Colonel Benoit Martin du Groupement Prévision SDIS 59, l'absence d'aire de croisement sur la voie linéaire supérieure à 100 m pourra en effet être accepté pour le site compte tenu de sa configuration.</p> <p>Au des résultats de la modélisation FLUMILOG et du contexte de la voirie sur le site, les engins de secours pourront circuler sur une voie engins hors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure à 5 kW/m² (cf. pièce jointe n°24).</p> <p>Dispositions non exigibles : La cellule de liquides inflammables a une surface inférieure à 2 000 m² et ses murs séparatifs seront accessibles à moins de 23 m.</p> <p>Une façade sera au moins desservie par une voie « échelles » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes et accessible depuis la voie « engins ».</p> <p>Ses caractéristiques seront conformes aux prescriptions du présent article.</p> <p>/</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
13	Accessibilité	<p>- les aires de stationnement des engins sont implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 3 kW/m<sup>2</sup>. Les zones d'effet thermique sont identifiées par la méthode de calcul FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90977-14553A).</p> <p>Les dispositions du A du IV de l'article 13 ne sont pas exigées si la partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 a une surface de moins de 2 000 mètres carrés et qu'au moins un de ses murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible.</p> <p>B. Pour toute installation située en extérieur, les aires de stationnement des engins sont implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 3 kW/m<sup>2</sup> et à moins de cent mètres de chaque rétention à protéger. Les zones d'effet thermique sont identifiées par la méthode de calcul FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90977-14553A).</p> <p>La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul> <p><b>V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins :</b> A partir des voies « engins » ou « échelle » est prévu un accès aux issues du bâtiment ou aux parties du bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, par un chemin stabilisé de 1,80 mètres de large au minimum.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés lorsqu'ils existent d'une rampe dévidoir de 1,80 mètres de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès à chaque parties du bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 par une porte de largeur égale à 0,9 mètre, sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p> <p><b>VI. Accès au bâtiment par les secours :</b> Les accès du bâtiment permettent l'intervention rapide des secours.</p>	/	<p>Les engins de secours pourront stationner hors des zones d'effets thermiques d'incendie identifiées dans la modélisation FLUMILOG (cf. pièce jointe n°24).</p> <p>Dispositions A non exigibles :</p> <p>La cellule de liquides inflammables a une surface inférieure à 2 000 m<sup>2</sup> et ses murs séparatifs seront accessibles à moins de 23 m.</p> <p>Les installations sont implantées en intérieures.</p> <p>Un accès stabilisé de 1,80 m sera disponible vers la cellule de liquides inflammables.</p> <p>Les quais sont équipés de rampe dévidoir adéquate.</p> <p>Les accès du bâtiment permettront l'intervention rapide des secours.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
13	Accessibilité	<p>Leur nombre minimal permet que tout point des parties du bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs de l'un de ces accès ; cette distance étant réduite à 25 mètres dans les parties formant cul-de-sac.</p> <p>Dans chaque partie du bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 d'une surface supérieure à 1 000 mètres carrés, deux issues au moins sont prévues donnant vers l'extérieur ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées.</p>	/	<p>Des issues de secours dans 2 directions opposées vers l'extérieur ou en dehors de la cellule sont prévues.</p> <p>Un plan des accès et issues de secours est disponible en pièce jointe 21.</p>
14	Moyens de lutte contre l'incendie	<p>L'article 14 fixe les dispositions relatives aux moyens de lutte contre l'incendie de liquides relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p> <p><b>I. Plan de défense incendie :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements ;</li> <li>- la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;</li> <li>- la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à l'article 2), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;</li> <li>- la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre. L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction.</li> </ul> <p>En cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes après détection de l'incendie.</p>	Plan de défense incendie	<p>Un plan localisant les moyens de défense incendie est disponible en pièce jointe 19.</p> <p>Le calcul du dimensionnement des besoins en extinction de la cellule 2 est disponible en pièce jointe 26.</p> <p>La Société DIFRAMA a mis en place un système par sprinklage mousse haut foisonnement afin d'éteindre un départ d'incendie dans un délai inférieur à la résistance des dispositions constructives de la cellule.</p> <p>Le calcul D9-D9A de la cellule 2 est disponible en pièce jointe 20.</p> <p>Le site est équipé de 2 réserves souples d'eau incendie de 300 m<sup>3</sup> qui seront réceptionnées et mises à dispositions des services de secours.</p> <p>Un plan de défense incendie rassemblera tous les éléments de moyens de défense incendie ainsi que l'organisation du site en cas de sinistre conformément au présent article.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
14	Moyens de lutte contre l'incendie	<p>La démonstration de l'adéquation et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur mentionnée ci-dessus est réalisée conformément aux dispositions du III de l'article 14 pour les scénarios de référence suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- feu d'un réservoir aérien, implanté à l'extérieur d'un bâtiment ;</li> <li>- feu dans une rétention, surface déduite des réservoirs aériens, implantée à l'extérieur d'un bâtiment ;</li> <li>- feu de récipients mobiles ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté, implantés à l'extérieur d'un bâtiment ;</li> <li>- feu d'engin de transport (principalement les camions), nécessitant les moyens les plus importants de par la nature et la quantité des liquides relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 stockés, ou la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation ;</li> <li>- feu de récipients mobiles, stockés en rack dans un bâtiment ;</li> <li>- feu de récipients mobiles, stockés en masse dans un bâtiment ;</li> <li>- feu d'un réservoir aérien, implanté à l'intérieur d'un bâtiment ;</li> <li>- feu de nappe dans une partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</li> </ul> <p>Le dimensionnement correspond à l'extinction d'un incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans un délai maximal de trois heures après le début de l'incendie, pour les trois premiers scénarios de référence définis au paragraphe précédent ;</li> <li>- dans un délai maximal de deux heures après le début de l'incendie, pour le quatrième scénario de référence défini au paragraphe précédent ;</li> <li>- dans un délai maximal après le début de l'incendie équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les quatre derniers scénarios de référence définis au paragraphe précédent.</li> </ul> <p>Le plan de défense incendie est mis à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>II. Moyens humains et matériels :</b></p> <p>A. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) équipés de prises de raccordement d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Ces appareils d'incendie sont implantés de telle sorte que tout point des limites des zones à risque d'incendie identifiées à l'article 8 se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).</li> </ul>	Plan de défense incendie	<p>La Société DIFRAMA compilera un Plan de défense incendie.</p> <p>Les scénarios possibles de modélisations incendie retenus dans ce dossier seront les cas suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un départ d'incendie sur le stockage de récipients mobiles en masse ou rack (extinction dans un délai de 2h),</li> <li>- un départ d'incendie avec les réservoirs de liquides inflammables (extinction dans un délai de 2h),</li> <li>- un départ d'incendie au niveau de la rétention interne (extinction dans un délai de 3 h) ;</li> <li>- un départ d'incendie sur un camion-citerne (extinction dans un délai de 2h).</li> </ul> <p>Le calcul du dimensionnement des besoins en extinction de la cellule 2 est disponible en pièce jointe 26.</p> <p>Le Plan de défense incendie comportera l'ensemble des éléments du présent article et sera mis à la disposition du SDIS et de la DREAL (pièce jointe 35).</p> <p>Un poteau incendie est présent en limite de propriété.</p> <p>Deux réserves souples d'eau seront à disposition sur le site, distantes entre elles de moins de 150 m. Chaque réserve sera à moins de 100 m d'une zone à risque d'incendie sur le site telle que la cellule de liquides inflammables.</p> <p>Le plan en pièce jointe 19 localise ces ressources en eau.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
14	Moyens de lutte contre l'incendie	<p>Les appareils d'incendie sont alimentés par un réseau d'eau public ou privé. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Ce réseau garantit une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Ce réseau est en mesure de fournir le débit déterminé par le plan de défense incendie. Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé, et sectionnable au plus près de la pomperie. Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.</p> <p>Aux appareils d'incendie mentionnés ci-dessus peuvent être substituées des réserves d'eau, avec les mêmes règles d'implantation. Ces réserves ont une capacité minimale unitaire utile de 120 mètres cubes. Elles sont accessibles en toutes circonstances. Elles disposent de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues des bâtiments. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel et accessibles à tout moment. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant peut être remplacé par un point d'eau, sous réserve que l'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de l'absence de pollution des eaux ou le traitement de ces épandages après dilution.</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>B. L'installation est dotée également d'un système d'extinction automatique d'incendie dans chaque partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Il répond aux exigences fixées dans le chapitre 7 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009), ou présente une efficacité équivalente.</p>	/	<p>Le site sera équipé de 2 réserves souples d'eau de volume adéquat (<math>&gt; 120 \text{ m}^3</math>) pour couvrir les besoins en eau incendie du site (calcul D9-D9A en pièce jointe n°20) et pour l'usage des services de secours.</p> <p>Des extincteurs adaptés seront présents dans la cellule de liquides inflammables ainsi que dans les autres zones à risques. Ils feront l'objet d'un suivi par un prestataire extérieur spécialisé.</p> <p>Des RIA seront mis en place dans la cellule de liquides inflammables.</p> <p>Le site sera muni d'une ligne téléphonique et sera sous la surveillance d'une société de télésurveillance en dehors des heures d'activités.</p> <p>Une réserve de produits absorbants incombustibles sera mise en place à proximité des quais.</p> <p>Le système d'extinction automatique à mousse haut foisonnement sera maintenu hors gel.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
14	Moyens de lutte contre l'incendie	<p>Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation.</p> <p>Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé, entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>Son efficacité est qualifiée et vérifiée par un organisme reconnu compétent dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification délivrée par l'organisme précise que l'installation est adaptée aux matières stockées et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Les dispositions précédentes du présent point B ne s'appliquent pas si les conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les murs séparatifs, mentionnés aux I, VI et VII du point 11.1, sont de classe REI 180 au lieu de REI 120 ;</li> <li>- la structure mentionnée au I du point 11.1 est de classe R180 au lieu de R60 ;</li> <li>- les murs extérieurs mentionnés au I du point 11.1 sont de classe A1 au lieu de A2s1d0 ;</li> <li>- les éléments de support de la couverture de toiture ainsi que les isolants thermiques mentionnés au I du point 11.1 sont de classe A1 au lieu de A2s1d0 ;</li> <li>- la surface maximale de chaque partie de bâtiment est égale à 1 500 mètres carrés.</li> </ul> <p>C. Pour les stockages situés à l'extérieur, les surfaces au sol de liquide en feu dans une rétention sont inférieures à 400 m<sup>2</sup> pour les liquides non miscibles à l'eau et à 200 m<sup>2</sup> pour les liquides miscibles à l'eau. Lorsque ces critères ne peuvent être respectés pour des raisons strictement limitées à un besoin d'exploitation, les moyens matériels de lutte contre l'incendie sont mis à disposition dans leur totalité par l'exploitant.</p> <p>D. Pendant les périodes ouvrées, l'exploitant dispose de personnels chargés de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie définis dans le plan de défense incendie notamment pour les premières interventions, et formés à la lutte contre les incendies de liquides relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Ces personnels sont aptes a minima à faire face aux éventuelles situations dégradées et à lutter de manière précoce contre un épandage et un début d'incendie avec les moyens disponibles.</p> <p><b>III. Moyens en eau, émulseurs et taux d'application :</b></p> <p>A. L'exploitant dispose des ressources en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au I de l'article 14. Ces ressources tiennent compte a minima des ressources nécessaires pour les opérations d'extinction définies aux B et D du III de l'article 14.</p>	/	<p>La Société DIFRAMA mettra un système d'extinction automatique d'incendie adéquat (mousse haut foisonnement adapté, Règle APSAD R12).</p> <p>La Société DIFRAMA ne stockera pas de liquides inflammables à l'extérieur des bâtiments.</p> <p>La Société DIFRAMA veillera à former son personnel au plan de défense incendie et aux premières interventions contre un incendie sur des liquides inflammables.</p> <p>La Société DIFRAMA mettra en place un système d'extinction incendie fixe à haut foisonnement adapté.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
14	Moyens de lutte contre l'incendie	<p>L'exploitant démontre également les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le choix du positionnement et du conditionnement des réserves en émulseur ;</li> <li>- la compatibilité entre l'émulseur choisi et le liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 pouvant être mis en jeu lors d'un incendie, en s'appuyant sur les normes de classement de l'émulseur ;</li> <li>- la compatibilité et la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas d'incendie si l'exploitant a recours à des protocoles ou conventions de droit privé.</li> </ul> <p>B. La définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent les exigences fixées à l'annexe II, sauf pour le cas particulier des bâtiments abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 équipés d'un système d'extinction automatique.</p> <p>L'émulseur est de classe de performance IA ou IB conformément aux normes NF EN 1568-1, NF EN 1568-2, NF EN 1568-3, ou NF EN 1568-4 (version d'août 2008).</p> <p>C. Si la mise en œuvre de plusieurs moyens d'extinction est prévue (par exemple mobiles et fixes), le taux d'application retenu pour leur dimensionnement est calculé au prorata de la contribution de chacun des moyens calculée par rapport au taux nécessaire correspondant.</p> <p>D. Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;</li> <li>- refroidissement des autres types de réservoirs en feu : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ;</li> <li>- refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;</li> <li>- refroidissement des réservoirs des rétentions contiguës : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ;</li> <li>- protection des autres installations identifiées comme pouvant générer une extension du sinistre : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir.</li> </ul> <p><b>IV. Contrôles et entretiens :</b> Le contrôle et l'entretien des moyens prévus à l'article 14 respectent les dispositions du I de l'article 25 et du I de l'article 26.</p>	/	<p>La Société DIFRAMA mettra en place un système d'extinction incendie fixe à mousse haut foisonnement adapté (émulseur polyvalent à 3 %) dans un local écarté des éventuels effets thermiques et à proximité de la cellule de liquides inflammables.</p> <p>Le système d'extinction incendie sera fixe et adapté pour éteindre à lui-seul un départ d'incendie dans la cellule de liquides inflammables.</p> <p>Une note de calcul pour le système d'extinction automatique de la cellule est présentée en pièce jointe 26.</p> <p>Les besoins en eau de refroidissement sont estimés en pièce jointe 20.</p> <p>La mise en place de ce dispositif comblera les besoins en eau d'extinction et de refroidissement des réservoirs et autres installations présentes dans la cellule de liquides inflammables. La cellule sera entièrement remplie en mousse.</p> <p>Le site est muni en outre de 2 réserves d'eau incendie de 300 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le système d'extinction incendie fera l'objet de contrôle et d'une maintenance appropriée pour garantir son bon fonctionnement dans le temps.</p>



ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
14	Moyens de lutte contre l'incendie	<p><b>V. Exercices de lutte contre l'incendie :</b> L'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation. Cet exercice est renouvelé a minima tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins six ans et susceptibles d'être mis à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>	Comptes rendus sur les exercices de lutte contre l'incendie	La Société DIFRAMA organisera des exercices de lutte contre l'incendie qu'elle détaillera par écrit et conservera pendant au moins 6 ans.
15	Tuyauteries, flexibles, pompes de transfert	<p><b>I. – Généralités sur les tuyauteries:</b> Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.</p> <p><b>II. – Tuyauteries transportant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 :</b> Les dispositions du II de l'article 15 ne s'appliquent pas aux réservoirs d'une capacité équivalente de moins de 10 mètres cubes.</p> <p>A– Les tuyauteries, les robinetteries et les accessoires sont conformes, à la date de leur construction, aux normes et aux codes en vigueur, à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté.</p> <p>Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément à des règles définies par l'exploitant, sans préjudice des exigences fixées par le code du travail.</p> <p>B– Les supports de tuyauteries sont métalliques, en béton ou maçonnés. Ils sont conçus et disposés de façon à prévenir les corrosions et érosions extérieures des tuyauteries au contact des supports.</p> <p>C– Lorsque les tuyauteries sont posées en caniveaux, ceux-ci sont équipés à leurs extrémités et tous les 100 mètres de dispositifs appropriés évitant la propagation du feu et l'écoulement des liquides au-delà de ces dispositifs.</p> <p>D– Le passage au travers des murs en béton est compatible avec la dilatation des tuyauteries.</p> <p>E– Les tuyauteries d'emplissage ou de soutirage débouchant dans le réservoir aérien au niveau de la phase liquide sont munies d'un dispositif de fermeture pour éviter que le réservoir ne se vide dans la rétention en cas de fuite sur une tuyauterie. Ce dispositif est constitué d'un ou plusieurs organes de sectionnement. Ce dispositif de fermeture est en acier, tant pour le corps que pour l'organe d'obturation, et se situe au plus près de la robe du réservoir tout en permettant l'exploitation et la maintenance courante.</p>	/	<p>La Société DIFRAMA mettra en place des tuyauteries étanches et résistantes à l'action physique et chimique des produits.</p> <p>La Société DIFRAMA mettra en place des tuyauteries et supports de tuyauteries adéquates suivant le présent article.</p> <p>Le site ne comportera pas de tuyauteries d'approvisionnement en caniveaux.</p> <p>La Société DIFRAMA mettra en place des dispositifs de fermeture adéquats.</p>



ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
15	Tuyauteries, flexibles, pompes de transfert	<p>Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et le dispositif de fermeture précité.</p> <p>La fermeture s'effectue par télécommande ou par action d'un clapet anti-retour. En cas d'incendie dans la rétention, la fermeture est automatique, même en cas de perte de la télécommande, et l'étanchéité du dispositif de fermeture est maintenue.</p> <p><b>III. – Flexibles transportant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 :</b></p> <p>L'installation à demeure de flexibles, pour au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, aux emplacements où il est possible de monter des tuyauteries rigides est interdite.</p> <p>Est toutefois autorisé l'emploi de flexibles pour les amenées d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 sur les groupes de pompage mobiles, les postes de répartition et pour une durée inférieure à un mois dans le cadre de travaux ou de phase transitoire d'exploitation.</p> <p>Dans le cas d'utilisation de flexibles sur des postes de répartition d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de catégories A, B, C1 ou D1, les conduites d'amenées de produits à partir des réservoirs de stockage d'un volume supérieur à 10 mètres cubes sont munies de vannes automatiques ou de vannes commandées à distance.</p> <p>Tout flexible est remplacé chaque fois que son état l'exige et si la réglementation transport concernée le prévoit selon la périodicité fixée.</p> <p>La longueur des flexibles utilisés est aussi réduite que possible.</p> <p><b>IV. – Pompes de transfert transportant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 :</b></p> <p>Les pompes de transfert de liquide, dont la puissance du moteur installée est supérieure à 5 kW (15 kW pour les pompes de transfert de fiouls lourds) sont équipées d'une sécurité arrêtant la pompe en cas d'échauffement anormal provoqué par un débit nul.</p>	/	<p>La Société DIFRAMA mettra en place des dispositifs de fermeture adéquats.</p> <p>La Société DIFRAMA mettra en place les flexibles adéquats en cas de nécessité.</p> <p>La Société DIFRAMA mettra en place une sécurité sur les pompes de transfert de liquide en cas de nécessité (P &gt; 5KW). En outre, les pompes de transfert utilisées pour les liquides inflammables seront ATEX.</p>
<b>Section 3 – Dispositif de prévention des accidents</b>				
16	Matériels utilisables en atmosphères explosibles.	<p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et susceptibles de générer une atmosphère explosible, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 susvisé.</p> <p>L'exploitant tient à jour leur inventaire et dispose de ces justificatifs de conformité. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation</p>	Inventaire des matériels utilisables en atmosphères explosibles avec les justificatifs de conformité	La Société DIFRAMA mettra en place les dispositions et équipements nécessaires à la prévention du risque d'explosion (équipements ATEX, détecteurs).

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
17	Installations électriques, éclairage et chauffage	<p><b>I– Installations électriques :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont reliés par un réseau de liaisons équipotentielles qui est mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les gainages électriques et autres canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite entre parties de bâtiment et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Dans chaque partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, à proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale.</p> <p>Lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur d'un bâtiment, les transformateurs de courant électrique de puissance sont situés dans des locaux clos largement ventilés par un dispositif dont les conduites ne communiquent avec aucune partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et isolés de ces parties par des parois répondant aux dispositions du I du point 11.1 et des portes EI2 120 C.</p> <p><b>II– Eclairage :</b></p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des technologies pouvant en cas de dysfonctionnement projeter des éclats ou des éléments chauds susceptibles d'être source d'incendie (comme des gouttes chaudes en cas d'éclatement de lampes à vapeur de sodium ou de mercure), l'exploitant prend toute disposition pour que tous les éléments soient confinés dans l'appareil en cas de dysfonctionnement.</p> <p><b>III– Chauffage:</b></p> <p>Le chauffage de bâtiments abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais ou d'exploitation, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p>	Justificatif de la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques	<p>La Société DIFRAMA maintiendra ses installations électriques en conformité avec la réglementation en vigueur et tiendra à disposition les justificatifs de conformité.</p> <p>Un interrupteur central situé à proximité d'une issue de la cellule de liquides inflammables permettra de couper l'alimentation électrique générale.</p> <p>Le local électrique ne sera pas en communication avec la cellule de liquides inflammables.</p> <p>L'éclairage sera électrique.</p> <p>La cellule de liquides inflammables ne sera pas chauffée.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
18	Foudre	L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.	Justificatif de la conformité de l'installation sur la protection contre la foudre	L'étude complète de protection contre la foudre est présentée en pièce jointe n°27.
19	Ventilation des locaux	Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive, inflammable ou toxique, notamment dans les parties basses des installations (fosses, caniveaux par exemple). Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage. La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).	/	La Société DIFRAMA mettra en place une ventilation adaptée pour prévenir du risque d'explosion (ouverture en façade extérieure).
20	Systèmes de détection	Les systèmes de détection respectent les dispositions du II de l'article 23 qui leur sont applicables.	/	Les systèmes de détection seront asservis de manière à ce que les informations soient retransmises à une personne compétente.
21	Events et parois soufflables	Dans les parties de bâtiments recensées selon les dispositions de l'article 8 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements ou parois soufflables conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local. Ces événements ou parois soufflables sont disposé(e)s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.	/	Suivant la détermination des zones à risques ATEX, des dispositions seront prévues.
<b>Section 4 - Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</b>				
22	Rétentions	<b>I. – Généralités:</b> A- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. B- La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillies, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.	/	Le stockage de produits liquides inflammables sera associé à une rétention extérieure.  La Société DIFRAMA veillera à la pérennité de ce dispositif. La rétention sera positionnée à l'écart des stockages présentant un risque d'incendie.

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
22	Rétentions	<p>C- La rétention résiste à l'action physique et chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé (cas d'un dispositif passif).</p> <p>D- L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions.</p> <p>Ces dispositifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– sont étanches aux produits susceptibles d'être retenus ;</li> <li>– sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ;</li> <li>– peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention.</li> </ul> <p>La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.</p> <p>E- Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>F- La rétention et ses dispositifs associés font l'objet d'une surveillance et d'une maintenance appropriées, définies dans une procédure.</p> <p>G- Le sol des aires et des bâtiments de stockage, des aires de manutention ou de manipulation, ou des ateliers de mélanges ou d'emploi est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les substances et les mélanges dangereux, pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, répandues accidentellement.</p> <p><b>II. – Dispositions communes pour les stockages d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 :</b></p> <p>A- L'étanchéité de la rétention est assurée par un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à <math>10^{-7}</math> mètres par seconde.</p> <p>B- La distance entre les parois de la rétention et la paroi du stockage contenu (réservoirs, récipients mobiles) est au moins égale à la hauteur de la paroi de la rétention par rapport au sol côté rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux rétentions réalisées par excavation du sol et aux réservoirs à double-paroi.</p>	Procédure de surveillance et de maintenance des rétentions et des dispositifs associés	<p>La rétention et le système d'obturation seront réalisés pour résister à l'action physique et chimique des produits.</p> <p>La Société DIFRAMA mettra en place les dispositifs et procédures adéquats pour la vidange de la rétention extérieure.</p> <p>En cas de déversements accidentels, les produits récupérés seront pompés et évacués comme déchets par une filière de traitement adaptée.</p> <p>La Société DIFRAMA mettra en place une procédure de surveillance et de maintenance adaptée.</p> <p>Le sol des aires de stockage et de manipulation des substances sera étanche et équipé de siphon de récupération collectant ainsi tout déversement accidentel vers une rétention extérieure.</p> <p>La rétention associée aux liquides inflammables sera étanche (membrane imperméable).</p> <p>La rétention sera déportée, extérieure et à distance du bâtiment (cf. plan d'organisation du site de la présentation générale).</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
22	Rétentions	<p>C- Dans le cas d'une rétention déportée, les dispositions suivantes sont à respecter :</p> <p>La capacité utile de la rétention respecte les dispositions des III, IV ou V de l'article 22.</p> <p>La disposition et la pente du sol autour des stockages sont telles qu'en cas de fuite les liquides soient dirigés uniquement vers la rétention. Le trajet aérien suivi par les écoulements accidentels entre les stockages et la rétention ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux stockages. Si l'écoulement est canalisé, les caniveaux et tuyauteries disposent si nécessaire d'équipements empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre les stockages et la rétention (par exemple, un siphon anti-feu).</p> <p>La rétention déportée est dimensionnée de manière à ce qu'il ne puisse y avoir surverse de liquide lors de son arrivée éventuelle dans la rétention.</p> <p>D- La rétention ne peut être affectée à la fois au stockage de gaz liquéfiés et au stockage d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Une rétention affectée au stockage de réservoirs ne peut pas également être affectée au stockage de récipients mobiles, sauf dans le cas des rétentions déportées.</p> <p>Des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p><b>III. – Dispositions particulières pour les réservoirs aériens en extérieur contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 :</b></p> <p>A- La capacité utile de la rétention est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Le volume de rétention permet également de contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le volume des eaux d'extinction. Pour cela, l'exploitant prend en compte une hauteur supplémentaire des parois de rétention de 0,15 mètre en vue de contenir ces eaux d'extinction ;</li> <li>– le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de la rétention.</li> </ul> <p>B- A l'exception des réservoirs à double-paroi, les merlons de soutien, lorsqu'il y en a, sont conçus pour résister à un feu de quatre heures. Les murs, lorsqu'il y en a, sont RE 240 et les traversées de murs par des tuyauteries sont jointoyées par des matériaux E 240.</p>	/	<p>La rétention principale de la cellule 2 sera déportée et respectera les dispositions du V de l'article 22.</p> <p>Tout déversement accidentel sera collecté au moyen de siphons coupe-feu au niveau des cellules de manière à éviter la propagation incendie.</p> <p>La rétention déportée est dimensionnée selon les prescriptions du paragraphe ci-après. Aucune surverse ne sera prévue. Un pompage des eaux pluviales sera prévu selon une procédure définie.</p> <p>La rétention sera déportée et sera utilisée pour les réservoirs et les récipients mobiles de produits liquides.</p> <p>La rétention ne sera pas affectée à des stockages de gaz liquéfiés.</p> <p>Des rétentions spécifiques seront prévues en cas de présence de produits incompatibles avec le reste du stockage.</p> <p>Le site ne comportera pas de réservoirs de liquides inflammables aériens et extérieurs.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
22	Rétentions	<p>C- Les parois des rétentions sont conçues et entretenues pour résister à une pression dynamique (provenant d'une vague issue de la rupture d'un réservoir) égale à deux fois la pression statique de la colonne de liquides contenue dans la rétention.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux rétentions associées aux réservoirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à axe horizontal ;</li> <li>- sphériques ;</li> <li>- soumis à la réglementation des équipements sous pression et soumis aux visites périodiques fixées au titre de cette réglementation ;</li> <li>- d'une capacité équivalente inférieure à 100 mètres cubes</li> <li>- à double paroi.</li> </ul> <p>D- A l'exception des réservoirs à double-paroi, la hauteur des parois des rétentions est au minimum de 1 mètre par rapport à l'intérieur de la rétention. Cette hauteur minimale est ramenée à 50 centimètres pour les réservoirs à axe horizontal, les réservoirs de capacité inférieure à 100 mètres cubes et les stockages de fioul lourd. La hauteur des murs des rétentions est limitée à 3 mètres par rapport au niveau extérieur du sol.</p> <p>E- Les tuyauteries tant aériennes qu'enterrées et les canalisations électriques qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation de la rétention ou à sa sécurité sont exclues de celles-ci.</p> <p>F- En cas de tuyauterie transportant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et alimentant des réservoirs dans des rétentions différentes, seules des dérivations sectionnables en dehors des rétentions peuvent pénétrer celles-ci.</p> <p>G- Une pompe transportant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 peut être placée dans la rétention sous réserve qu'elle puisse être isolée par un organe de sectionnement respectant les prescriptions du II de l'article 15 depuis l'extérieur de la rétention ou qu'elle soit directement installée au-dessus des réservoirs.</p> <p><b>IV- Dispositions particulières pour les récipients mobiles en extérieur contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 :</b></p> <p>Pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles, la capacité utile de la rétention est au moins égale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit à la capacité totale des récipients si elle est inférieure à 800 litres ;</li> <li>- soit à 50 % de la capacité totale des récipients avec un minimum de 800 litres si elle excède 800 litres.</li> </ul>	/	<p>Le site ne comportera pas de réservoirs de liquides inflammables aériens et extérieurs.</p> <p>Les réservoirs auront une capacité inférieure à 100 m³.</p> <p>Le site ne comportera pas de réservoirs de liquides inflammables aériens et extérieurs.</p> <p>/</p> <p>/</p> <p>Le site ne comportera pas de réservoirs de liquides inflammables aériens et extérieurs.</p> <p>Il n'y aura pas de stockage de récipients mobiles 4331 ou 4734 en extérieur.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
22	Rétentions	<p>Le volume de rétention permet également de contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le volume des eaux d'extinction. Pour cela, l'exploitant prend en compte une hauteur supplémentaire des parois de rétention de 0,15 mètre en vue de contenir ces eaux d'extinction ;</li> <li>– le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de la rétention.</li> </ul> <p>Les parois des rétentions sont incombustibles. Si le volume de ces rétentions est supérieur à 3 000 litres, les parois sont <i>a minima</i> RE 30.</p> <p><b>V– Dispositions particulières pour les bâtiments abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 :</b></p> <p>Les dispositions du V de l'article 22 ne s'applique pas aux bâtiments, contenant moins de 10 mètres cubes, d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cubes est limitée au strict besoin d'exploitation. Les entreposages de ces liquides sont associés à un dispositif de rétention dont la capacité utile respecte les dispositions du IV de l'article 22.</p> <p>A– Chaque partie de bâtiment est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés. A chacune de ces zones est associé un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % du volume abrité, à laquelle est ajouté un volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte et le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de la rétention.</p> <p>La zone de collecte est constituée d'un dispositif passif. Le liquide recueilli au niveau de la zone de collecte est dirigé par gravité vers une rétention extérieure à tout bâtiment. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements (par exemple, un siphon antifeu).</p> <p>Les deux alinéas précédents ne s'appliquent pas si les conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les murs séparatifs, mentionnés aux I, VI et VII du point 11.1, sont de classe REI 180 au lieu de REI 120 ;</li> <li>– la structure mentionnée au I du point 11.1 est de classe R180 au lieu de R60 ;</li> <li>– les murs extérieurs mentionnés au I du point 11.1 sont de classe A1 au lieu de A2s1d0 ;</li> <li>– les éléments de support de la couverture de toiture ainsi que les isolants thermiques mentionnés au I du point 11.1 sont de classe A1 au lieu de A2s1d0 ;</li> <li>– la surface maximale de chaque partie de bâtiment est égale à 3 000 mètres carrés.</li> </ul>	/	<p>Il n'y aura pas de stockage de récipients mobiles en extérieur.</p> <p>La rétention sera déportée et sera utilisée pour les réservoirs et les récipients mobiles. Le liquide sera collecté par gravité dans la rétention.</p> <p>La zone de stockage en récipients mobiles correspondra à une superficie inférieure à 500 m<sup>2</sup>.</p> <p>Sur cette surface, au maximum 260 m<sup>3</sup> de produits pourront être présent. Suivant le calcul D9, au maximum 60 m<sup>3</sup> d'eau serait nécessaire pour éteindre un incendie sur cette zone et 90 m<sup>3</sup> sera lié à un volume d'intempéries sur la surface de rétention (900 m<sup>2</sup>).</p> <p>Le volume de rétention nécessaire pour les récipients mobiles sera donc de 410 m<sup>3</sup>.</p> <p>La zone de stockage en réservoirs correspondra à une seconde zone d'une superficie inférieure à 500 m<sup>2</sup>.</p> <p>Elle comportera au maximum 313 m<sup>3</sup> de produits (réservoirs liquides inflammables ou non et cuves de process). Au maximum 60 m<sup>3</sup> d'eau sera nécessaire pour éteindre un incendie sur cette zone et 90 m<sup>3</sup> sera lié à un volume d'intempéries sur la surface de rétention (900 m<sup>2</sup>).</p> <p>Le volume de rétention pour les réservoirs aériens sera donc de 463 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le liquide sera ainsi recueilli par gravité dans une rétention extérieure d'une capacité minimale de 463 m<sup>3</sup>.</p> <p>Des siphons coupe-feu seront mis en place pour éviter la propagation incendie.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
22	Rétentions	<p>– chaque partie de bâtiment est associée à un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % du volume abrité, à laquelle est ajouté un volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie. Les deux premiers alinéas du A du V de l'article 22 ne s'appliquent pas dans le cas de liquides dont le comportement physique en cas d'incendie satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé du développement durable, justifiant que ces liquides inflammables stockés ne sont pas susceptibles de donner lieu à un épandage important en cas d'incendie.</p> <p>B– Les rétentions extérieures à tout bâtiment respectent les dispositions suivantes :</p> <p>– elles sont implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup> identifiées par la méthode de calcul FLUMILOG (réf. DRA-09-90977-14553A) pour chaque partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 prise individuellement ;</p> <p>– elles sont implantées à moins de 100 mètres d'au moins un appareil d'incendie (bouche ou poteau d'incendie) d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres ;</p> <p>– elles sont constituées de matériaux résistant aux effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment.</p>	/	La rétention extérieure sera implantée hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m <sup>2</sup> , à moins de 100 m d'une réserve souple d'eau de 300 m <sup>3</sup> munie de colonnes fixes d'aspiration. Elle sera disposée à l'écart des flux thermiques de manière à résister aux effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment.
23	Surveillance de l'installation	<p><b>I– Accessibilité du site:</b></p> <p>Le site est clôturé. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement. La hauteur minimale de la clôture, mesurée à partir du sol du côté extérieur, est de 2,5 mètres.</p> <p><b>II– Surveillance de l'installation:</b></p> <p>A– Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p> <p>A l'exception des installations en libre-service sans surveillance, une surveillance humaine sur le site est assurée lorsqu'il y a mouvement de produit.</p> <p>B– En dehors des heures d'exploitation, une surveillance de l'installation est mise en place par gardiennage ou télésurveillance. Cette disposition n'est pas exigée aux stockages extérieurs de moins de 600 mètres cubes d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p>	/	<p>L'intégrité de la clôture de 2,5 m de hauteur sera maintenue dans le temps.</p> <p>Les opérations d'exploitation se feront sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne compétente et désignée par l'exploitant.</p> <p>L'accès aux installations sera limité aux personnes autorisées.</p> <p>Le site ne présentera pas de stockage extérieur de liquides inflammables. Néanmoins, une surveillance des installations s'effectuera par télésurveillance.</p>



ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
23	Surveillance de l'installation	<p>C- Les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ainsi que les locaux techniques et les bureaux situés à une distance inférieure à 10 mètres sont équipés d'un dispositif de détection incendie qui actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cubes de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cubes est limitée au strict besoin d'exploitation.</p> <p>Pour les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique prévu au II de l'article 14. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.</p> <p>D- En cas de mise en place d'une télésurveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– un dispositif de détection de fuite est mis en œuvre pour les réservoirs extérieurs ;</li> <li>– les dispositifs de détection de fuite pour les réservoirs extérieurs et les dispositifs de détection incendie des stockages pour les bâtiments sont reliés à la télésurveillance.</li> </ul> <p>Les dispositions précédentes du présent point D ne sont pas applicables aux réservoirs extérieurs stockant des liquides à une température inférieure à leur point éclair, lorsque celui-ci est supérieur à 60°C.</p> <p>E- L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer le dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>F- En cas de détection de fuite ou d'incendie, le gardien ou la télésurveillance transmet l'alerte à une ou plusieurs personnes compétentes chargées d'effectuer les actions nécessaires pour mettre en sécurité les installations. Une procédure désigne préalablement la ou les personne(s) compétente(s) et définit les modalités d'appel de ces personnes. Cette procédure précise également les conditions d'appel des secours extérieurs au regard des informations disponibles.</p>	<p>Documents relatifs aux détecteurs : liste, dimensionnement, opérations d'entretiens, comptes rendus des tests et des vérifications</p>	<p>La cellule de liquides inflammables disposera d'un dispositif de détection incendie qui actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment.</p> <p>Le dispositif de détection incendie sera assurée par le système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Le site ne comportera pas de réservoirs de liquides inflammables à l'extérieur.</p> <p>Le système de détection incendie sera vérifié à une fréquence semestrielle.</p> <p>Les schémas d'alerte seront détaillés dans le plan de défense incendie.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
23	Surveillance de l'installation	<p>L'exploitant définit également par procédure les actions à réaliser par la ou les personnes compétentes en lien avec le plan de défense incendie définie à l'article 14. Cette procédure prévoit la mise en œuvre des mesures rendues nécessaires par la situation constatée sur le site telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'appel des secours extérieurs s'il n'a pas déjà été réalisé ;</li> <li>– les opérations de refroidissement des installations voisines et de mise en œuvre des premiers moyens d'extinction ;</li> <li>– l'information des secours extérieurs sur les opérations de mise en sécurité réalisées, afin de permettre à ceux-ci de définir les modalités de leur engagement ;</li> <li>– l'accueil des secours extérieurs.</li> </ul> <p>Le délai d'arrivée sur site de la ou des personnes compétentes est de trente minutes maximum suivant la détection de fuite ou d'incendie et compatible avec le plan de défense incendie définie à l'article 14.</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant des compétences des personnes susceptibles d'intervenir en cas d'alerte et du respect du délai maximal d'arrivée sur site.</p> <p><b>III. – Niveaux de sécurité lors des réceptions d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</b></p> <p>A– <u>Dans le cas de réceptions automatiques</u>, les réservoirs sont équipés des dispositifs suivants :</p> <p>Le réservoir est équipé d'un dispositif de mesure de niveau en continue, d'un niveau de sécurité haut et d'un niveau de sécurité très haut.</p> <p>Le dispositif de mesure de niveau est équipé d'un signal utilisé pour les asservissements de conduite des opérations de réception (telles que le changement de réservoir ou l'arrêt de la réception).</p> <p>La sécurité de niveau haut correspond au premier niveau de sécurité situé au-dessus du niveau maximum d'exploitation. Elle est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– indépendante du dispositif de mesure de niveau ;</li> <li>– installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;</li> <li>– programmée, pour que l'atteinte du niveau de sécurité haut génère une alarme visuelle et sonore et l'envoi d'une information vers l'opérateur du transporteur, et stoppe automatiquement la réception, éventuellement de façon temporisée ;</li> <li>– positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes par exemple, la réception de liquides soit arrêtée dans le réservoir avant que le liquide n'atteigne le niveau très haut même lorsque la temporisation prévue à l'alinéa précédent est mise en œuvre ;</li> </ul> <p>La sécurité de niveau très haut correspond au second niveau de sécurité. Elle est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– indépendante du dispositif de mesure de niveau et de la première sécurité de niveau ;</li> </ul>	<p>Procédure définissant les actions à réaliser en cas de détection de fuite ou d'incendie</p> <p>/</p>	<p>Les schémas d'alerte seront détaillés dans le plan de défense incendie.</p> <p>Le plan de défense incendie sera tenu à la disposition des installations classées (pièce jointe 35).</p> <p>Les réceptions de liquides inflammables ne seront pas automatiques.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
23	Surveillance de l'installation	<ul style="list-style-type: none"> <li>– installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;</li> <li>– programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité très haut entraîne un arrêt immédiat de la réception ;</li> <li>– positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes par exemple, la réception de liquides soit arrêtée avant le débordement du réservoir.</li> </ul> <p>B- <u>Dans le cas de réceptions non automatiques</u>, tout réservoir, d'une capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes, est équipé d'un dispositif indépendant du système de mesurage en exploitation, pouvant être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– soit un limiteur mécanique de remplissage dont la mise en œuvre est conditionnée à la cinétique d'un éventuel sur-remplissage ;</li> <li>– soit une sécurité de niveau haut qui déclenche une alarme de niveau relayée à une présence permanente de personnel disposant des consignes indiquant la marche à suivre pour interrompre dans les plus brefs délais le remplissage du réservoir et configurée de façon à ce que la personne ainsi prévenue arrête la réception de liquides avant le débordement du réservoir ;</li> <li>– soit une sécurité de niveau haut programmée pour réaliser les actions nécessaires pour interrompre le remplissage du réservoir avant l'atteinte du niveau de débordement.</li> </ul> <p>Ce dispositif constitue le premier niveau de sécurité au sens de la définition de la capacité d'un réservoir en article 2.</p> <p>Dans le cas d'un réservoir double-paroi, une sécurité de niveau très haut est également installée. Elle est indépendante de la mesure et de la sécurité de niveau haut. Elle provoque l'arrêt éventuellement temporisé du remplissage du réservoir et est configurée de façon à ce que la réception de liquides soit arrêtée avant le débordement du réservoir.</p>	/	Les réservoirs de liquides inflammables auront une capacité inférieure à 100 m³.
24	Travaux	<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>– l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>– les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>– l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li> <li>– lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul>	Documents de vérification des travaux réalisés	Pour tous travaux dans les zones à risques, un document spécifique (Plan de prévention) sera élaboré.

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
24	Travaux	<p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R.4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Documents de vérification des travaux réalisés	Pour tous travaux dans les zones à risques, un document spécifique (Plan de prévention) sera élaboré.
25	Vérification périodique et maintenance des équipements	<p><b>I– Règles générales:</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et des moyens de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p><b>II– Contrôle de l'outil de production:</b> Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, les systèmes de sécurité intégrés dans les procédés de production (voir le point 26.1) sont régulièrement contrôlés conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p><b>III– Entretien des stockages:</b> A– <u>Plan d'inspection.</u> Tout réservoir, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des liquides contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement, dès lors que sa capacité équivalente est supérieure ou égale à 10 mètres cubes.</p>	Registre de vérification périodique et de maintenance des équipements	<p>Les moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques qui seront enregistrées.</p> <p>Les équipements de sécurité des procédés de production feront l'objet de vérifications périodiques qui seront enregistrées.</p> <p>Les réservoirs de stockage d'une capacité supérieure ou égale à 10 m<sup>3</sup> feront l'objet d'un plan d'inspection.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
25	Vérification périodique et maintenance des équipements	<p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– des visites de routine ;</li> <li>– des inspections externes détaillées ;</li> <li>– des inspections hors exploitation détaillées pour chaque réservoir de capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.</li> </ul> <p>B– <u>Dossier de suivi individuel.</u></p> <p>Chaque réservoir, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, fait l'objet d'un dossier de suivi individuel, dès lors que sa capacité équivalente est supérieure ou égale à 10 mètres cube.</p> <p>Ce dossier comprend <i>a minima</i> les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– date de construction, date de mise en service et code ou norme de construction utilisé ;</li> <li>– volume du réservoir ;</li> <li>– matériaux de construction, y compris des fondations ;</li> <li>– existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;</li> <li>– date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;</li> <li>– liste des liquides successivement stockés dans le réservoir ;</li> <li>– la limite de température de réchauffage, si nécessaire ;</li> <li>– dates, types d'inspection et résultats ;</li> <li>– réparations éventuelles et codes, normes utilisés.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>C– <u>Visites de routine.</u></p> <p>Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p> <p>D– <u>Inspections externes détaillées.</u></p> <p>Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection.</p> <p>Ces inspections comprennent <i>a minima</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;</li> <li>– une inspection visuelle de l'assise ;</li> <li>– une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;</li> </ul>	Dossier individuel et le plan d'inspection de chaque réservoir	<p>Les réservoirs de stockage d'une capacité supérieure ou égale à 10 m<sup>3</sup> feront l'objet d'un plan d'inspection.</p> <p>Les réservoirs auront une capacité inférieure à 100 m<sup>3</sup>. Ils ne feront pas l'objet d'inspection hors exploitation détaillées.</p> <p>Les réservoirs de stockage d'une capacité supérieure ou égale à 10 m<sup>3</sup> feront l'objet d'un dossier de suivi individuel.</p> <p>Les réservoirs de stockage d'une capacité supérieure ou égale à 10 m<sup>3</sup> feront l'objet d'une visite de routine.</p> <p>Les réservoirs de stockage d'une capacité supérieure ou égale à 10 m<sup>3</sup> feront l'objet d'inspections externes détaillées.</p>

[illegible]

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
25	Vérification périodique et maintenance des équipements	<p>G- <u>Personnes compétentes et guides professionnels.</u></p> <p>Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le préfet ou le ministre chargé de l'inspection des installations classées ;</li> <li>– par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé de l'inspection des installations classées pour toutes les activités de contrôle prévues par le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 ;</li> <li>– par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé de l'inspection des installations classées ;</li> <li>– sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le préfet peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa.</li> </ul> <p>Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé de l'inspection des installations classées, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes.</p> <p>Lorsque les réservoirs présentent des caractéristiques particulières (notamment de par leur matériau constitutif, leur revêtement ou leur configuration) ou contiennent au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de caractéristiques physico-chimiques particulières, des dispositions spécifiques peuvent être adaptées (nature et périodicité) pour les inspections en service et les inspections hors exploitation détaillées sur la base de guides reconnus par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.</p>	/	<p>/</p> <p>La Société DIFRAMA désignera une personne compétente pour la réalisation des inspections et du dossier de suivi.</p> <p>/</p>
26	Consignes et protection individuelle	<p><b>I. – Consignes générales de sécurité:</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li> <li>– l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>– l'obligation d'établir un document ou dossier conforme aux dispositions prévues à l'article 24 pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>– les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>– les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>– les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, un récipient mobile ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>– les mesures à prendre en cas de rupture ou de décrochage d'un flexible ;</li> </ul>	Consignes de sécurité et d'exploitation	<p>Ces consignes de sécurité seront mises en place dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Le procédé ne comprendra pas de conditions spécifiques (température, pression, inertage, ...).</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
26	Consignes et protection individuelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>– les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 22 ;</li> <li>– les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>– les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ;</li> <li>– la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>– l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> <p><b>II– Consignes d'exploitation:</b></p> <p>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les modes opératoires ;</li> <li>– la fréquence de vérification des dispositifs de conduite des installations, de sécurité et de limitation et/ou traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>– le programme de maintenance et de nettoyage ;</li> <li>– la limitation dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières dangereuses ou de matières combustibles conformément aux dispositions prévues au I du point 26-1.</li> </ul> <p><b>III– Protection individuelle:</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.</p>	Consignes de sécurité et d'exploitation	<p>Des consignes d'exploitation écrites seront réalisées pour cette nouvelle activité.</p> <p>Les manipulations dangereuses feront l'objet de consignes d'exploitation écrites.</p> <p>Du matériel de protection individuelle sera mis à la disposition du personnel et vérifié périodiquement.</p>
26.1	Dispositions relatives à la prévention des risques dans le cadre de l'exploitation	<p><b>I– Généralités:</b></p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou de matières combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les éventuels rebuts de production sont évacués régulièrement. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations de production sont construites conformément aux règles de l'art et sont conçues afin d'éviter de générer des points chauds susceptibles d'initier un sinistre.</p> <p><b>II– Procédés exigeant des conditions particulières de production:</b></p> <p>L'exploitant définit clairement les conditions (température, pression, inertage, etc.) permettant le pilotage en sécurité de ces installations.</p> <p>Les installations qui utilisent des procédés exigeant des conditions particulières (température, pression, inertage, etc.) disposent de systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement pour leur laisser le temps de revenir à des conditions nominales de fonctionnement ou engager la procédure de mise en sécurité du fonctionnement du procédé concerné.</p>	/	<p>Les matières dangereuses ou matières combustibles qui ne sont pas liées à l'activité de la cellule des liquides inflammables seront limitées aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Les potentiels déchets et rebuts de production seront évacués régulièrement.</p> <p>Les conditions de pilotage des installations en toute sécurité seront définies.</p>



ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
<b>Chapitre 3 – Emissions dans l’eau</b>				
<b>Section 1 – Principes généraux</b>				
27	Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu	<p>Le fonctionnement de l’installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement. Les valeurs limites d’émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l’exploitant dans son dossier afin d’intégrer les objectifs présentés à l’alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 complété par l’arrêté du 25 janvier 2010 susvisés.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p> <p>A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 :</p> <p>« Le rejet respecte les dispositions de l’article 22 du 2 février 1998 en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;</li> <li>– suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).</li> </ul> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l’exploitation des installations permet de limiter les débits d’eau et les flux polluants.</p> <p>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l’arrêté du 24 août 2017 s’appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d’entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d’autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</p> <p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s’appliquent au 1er janvier 2023. »</p>	/	<p>La compatibilité avec le SDAGE est présentée en pièce jointe n°12.</p> <p>La Société DIFRAMA aura des rejets en eaux industrielles très limités. Il s’agira principalement des eaux liées au nettoyage de ses installations et aux eaux émises par le système de traitement par osmose (eau propre chargée en minéraux).</p> <p>Les eaux usées domestiques continueront à être prises en charge par la station d’épuration urbaine de Houplin-Ancoisne.</p> <p>Le projet est compatible avec les objectifs de qualité du milieu.</p>
<b>Section 2 – Prélèvements et consommation d’eau</b>				
28	Prélèvement d’eau	<p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l’article L.211-2 du code de l’environnement.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l’exploitant dans son dossier de demande d’enregistrement.</p> <p>Si le prélèvement d’eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d’eau, dans sa nappe d’accompagnement ou dans un plan d’eau ou canal alimenté par ce cours d’eau ou cette nappe, il est d’une capacité maximale</p>	/	<p>La consommation en eau du site pour les activités de production sera d’au maximum 200 m³/jr, soit environ 48 400 m³/an.</p> <p>Elle proviendra du réseau public d’alimentation d’eau potable.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
		inférieure à 1 000 m <sup>3</sup> /heure et inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau. Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 mètres cubes par an. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.		La majeure partie de l'eau consommée entrera dans la composition des produits fabriqués.  Le site n'effectuera pas de prélèvement direct dans un cours d'eau ni par forage.
29	Ouvrages de prélèvements	Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214.18.	Registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau	La consommation en eau sera relevée hebdomadairement.  Un dispositif de disconnexion est en place à partir du réseau public d'alimentation en eau.
30	Forages	Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L.411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé. Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> /an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0. en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, des mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage sont mises en œuvre afin d'éviter une pollution des eaux souterraines. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.	/	Aucun forage n'est prévu dans le cadre du projet.
<b>Section 3 – Collecte et rejets des effluents</b>				
31	Collecte des effluents	Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou	Plan des réseaux de collecte des effluents	Un plan des réseaux est disponible en pièce jointe n°3.

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
		<p>inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>		
32	Points de rejets	<p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>	/	Les seuls rejets émis directement vers le réseau de la zone industrielle et le milieu naturel sont les eaux pluviales.
33	Points de prélèvements pour les contrôles	<p>Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les précédentes dispositions du présent article ne sont pas applicables pour les rejets d'eaux sanitaires ou d'eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p>	/	Des points de prélèvements sont possibles sur les tuyauteries de rejets aqueux (rejets d'eaux en sortie de l'osmoseur).
34	Rejet des eaux pluviales	<p><b>I</b>– Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p><b>II</b>– Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant</p>	Fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures	<p>Le site DIFRAMA est un site existant.</p> <p>La Société DIFRAMA réalisera des vérifications de son séparateur d'hydrocarbures. Ces vérifications feront l'objet d'une fiche de suivi.</p> <p>A noter que le projet n'augmentera pas les surfaces de voiries existantes.</p> <p>Les rejets des eaux pluviales de toitures et de voiries après passage dans le séparateur d'hydrocarbures s'effectuent</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
		<p>relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne peut pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>III</b>– Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442, version novembre 2007, ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente.</p> <p><b>IV</b>– Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces de l'installation (toitures, aires de parking, etc.), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 :</p> <p>En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 38 avant rejet au milieu naturel. »</p> <p>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</p> <p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023. »</p>		dans le réseau d'assainissement public pour être émis dans la Becque de Wattignies.
34	Rejet des eaux pluviales	<p><b>V</b>– En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal est fixé par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p> <p>Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées à l'article 41, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p>	/	Le site DIFRAMA est un site existant. Les rejets des eaux pluviales de toitures et de voiries après passage dans le séparateur d'hydrocarbures s'effectuent dans le réseau d'assainissement public pour être émis dans la Becque de Wattignies (annexe 18).
35	Eaux souterraines	Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	/	Il n'y aura pas de rejets d'effluents vers les eaux souterraines.
<b>Section 4 – Valeurs limites d'émission</b>				

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
36	Généralités	Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.	/	Tous les effluents aqueux sont canalisés.
37	Température et pH	<p>Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5 ou 5,5 et 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> <p>Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas en dehors de la zone de mélange :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– une élévation de température supérieure à 1,5°C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2°C pour les eaux conchyliques.</li> <li>– une température supérieure à 21,5°C pour les eaux salmonicoles, à 28°C pour les eaux cyprinicoles et à 25°C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire. – un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchyliques. – un accroissement supérieur à 30% des matières en suspension et une variation supérieure à 10% de la salinité pour les eaux conchyliques.</li> </ul> <p>Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.</p> <p>A compter du 3 août 2018 :</p> <p>« L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50°C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> <p>Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas en dehors de la zone où s'effectue le mélange :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchyliques.</li> </ul>	/	<p>Les effluents du site sont des eaux pluviales, des eaux usées domestiques et des eaux d'osmoseurs non polluées.</p> <p>Le réseau est de type séparatif, géré par la MEL.</p> <p>Les eaux pluviales du site sont récupérées par le réseau d'assainissement public et rejetées directement vers le milieu naturel, la Becque de Wattignies. La Becque de Wattignies se jette ensuite dans le Canal de la Deûle au niveau du marais d'Haubourdin (débit moyen 6 000 l/s). Selon la MEL, le débit de rejet actuel d'eaux pluviales est conforme.</p> <p>Les eaux usées sanitaires et résiduaires sont collectées dans le réseau d'assainissement public pour être traitées par la station d'épuration d'Houplin-Ancoisne dont l'exutoire final est le Canal de la Deûle. Il n'y a pas de rejets directs au milieu naturels pour ces effluents.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
		<p>- une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire.</p> <p>- un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchyliques.</p> <p>- un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.</p> <p>« Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer. »</p>		
38	VLE pour rejet dans le milieu naturel	<p><b>I</b>– Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes sans préjudice des dispositions de l'article 27 et selon le flux journalier maximal défini conformément à l'article 27.</p> <p>Pour chacun des polluants rejetés par l'installation, le flux journalier maximal est à préciser dans le dossier d'enregistrement.</p>	Liste complète des substances susceptibles d'être rejetées par l'installation	Les eaux usées sanitaires et résiduaires sont collectées dans le réseau d'assainissement public pour être traitées par la station d'épuration d'Houplin-Ancoisne. Elles ne sont pas émises directement au milieu naturel.

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS				JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
38	VLE pour rejet dans le milieu naturel		No CAS	CODE SANDRE	CONCENTRATION	Eléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'eau de certaines substances par l'installation	Les eaux usées sanitaires et résiduaires ne sont pas émises directement au milieu naturel.  Elles sont collectées dans le réseau d'assainissement public pour être traitées par la station d'épuration d'Houplin-Ancoisne.  Un arrêté d'autorisation de déversements d'effluents assimilables domestiques dans le réseau de collecte d'eaux usées urbaines a été délivré par la MEL le 19 Septembre 2016. Celui-ci est disponible en pièce jointe n°18.
		1. Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)					
		Matières en suspension totales si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	-	1305	100 mg/l		
		Matières en suspension totales si flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	-	1305	35 mg/l		
		DBO5 (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	-	1313	100 mg/l		
		DBO5 (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	-	1313	30 mg/l		
		DCO (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	-	1314	300 mg/l		
		DCO (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	-	1314	125 mg/l		
		2. Azote et phosphore					
		Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/jour	-	1551	30 mg/l en concentration moyenne mensuelle		
		Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/jour	-	1551	15 mg/l en concentration moyenne mensuelle		
		Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/jour	-	1551	10 mg/l en concentration moyenne mensuelle		
		Phosphore (phosphore total) si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour	-	1350	10 mg/l en concentration moyenne mensuelle		
		Phosphore (phosphore total) si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour	-	1350	2 mg/l en concentration moyenne mensuelle		
		Phosphore (phosphore total) si flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour	-	1350	1 mg/l en concentration moyenne mensuelle		
		3. Substances réglementées					
		Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l si le flux dépasse 100 g/j		

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE																																																
38	VLE pour rejet dans le milieu naturel	<p><b>II</b>– Pour toutes les autres substances visées à l’annexe IV et à l’article 32 de l’arrêté du 2 février 1998, susceptibles d’être rejetées par l’installation, l’exploitant présente dans son dossier les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées. L’exploitant tient également à la disposition de l’inspection des installations classées les éléments techniques permettant d’attester l’absence d’émission de ces substances par l’installation.</p> <p>En tout état de cause pour les substances y figurant les valeurs limites de l’annexe IV et de l’article 32 de l’arrêté du 2 février 1998 sont respectées.</p> <p>A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 :</p> <p>« Sans préjudice des dispositions de l’article 27, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration ci-après, selon le flux journalier maximal autorisé.</p> <p>Pour chacun des polluants rejeté par l’installation, le flux journalier maximal est à préciser dans le dossier d’enregistrement.</p> <p>Dans le cas où le rejet s’effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d’émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2ème alinéa de l’article 32 de l’arrêté du 2 février 1998 modifié.</p> <table><tr><td></td><td>« N ° CAS</td><td>Code SANDRE</td><td>Concentration</td></tr><tr><td colspan="4"><b>1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO<sub>5</sub>)</b></td></tr><tr><td>Matières en suspension si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j</td><td>-</td><td>1305</td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>Matières en suspension si flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j</td><td>-</td><td>1305</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td>DBO<sub>5</sub> (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j</td><td>-</td><td>1313</td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>DBO<sub>5</sub> (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j</td><td>-</td><td>1313</td><td>30 mg/l</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j</td><td>-</td><td>1314</td><td>300 mg/l</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j</td><td>-</td><td>1314</td><td>125 mg/l</td></tr><tr><td colspan="4"><b>2. Azote et phosphore</b></td></tr><tr><td>Azote global comprenant l’azote organique, l’azote ammoniacal, l’azote oxydé si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j</td><td>-</td><td>1551</td><td>30 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td></tr><tr><td>Azote global comprenant l’azote organique, l’azote ammoniacal, l’azote oxydé si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j</td><td>-</td><td>1551</td><td>15 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td></tr><tr><td>Azote global comprenant l’azote organique, l’azote ammoniacal, l’azote oxydé si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j</td><td>-</td><td>1551</td><td>10 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td></tr></table>		« N ° CAS	Code SANDRE	Concentration	<b>1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO<sub>5</sub>)</b>				Matières en suspension si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	-	1305	100 mg/l	Matières en suspension si flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	-	1305	35 mg/l	DBO <sub>5</sub> (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	-	1313	100 mg/l	DBO <sub>5</sub> (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	-	1313	30 mg/l	DCO (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	-	1314	300 mg/l	DCO (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	-	1314	125 mg/l	<b>2. Azote et phosphore</b>				Azote global comprenant l’azote organique, l’azote ammoniacal, l’azote oxydé si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j	-	1551	30 mg/l en concentration moyenne mensuelle	Azote global comprenant l’azote organique, l’azote ammoniacal, l’azote oxydé si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j	-	1551	15 mg/l en concentration moyenne mensuelle	Azote global comprenant l’azote organique, l’azote ammoniacal, l’azote oxydé si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j	-	1551	10 mg/l en concentration moyenne mensuelle	/	Les eaux usées sanitaires et résiduaires ne seront pas émises directement au milieu naturel. Elles ne comporteront pas des substances de l’annexe IV.
	« N ° CAS	Code SANDRE	Concentration																																																	
<b>1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO<sub>5</sub>)</b>																																																				
Matières en suspension si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	-	1305	100 mg/l																																																	
Matières en suspension si flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	-	1305	35 mg/l																																																	
DBO <sub>5</sub> (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	-	1313	100 mg/l																																																	
DBO <sub>5</sub> (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	-	1313	30 mg/l																																																	
DCO (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	-	1314	300 mg/l																																																	
DCO (sur effluent non décanté) si flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	-	1314	125 mg/l																																																	
<b>2. Azote et phosphore</b>																																																				
Azote global comprenant l’azote organique, l’azote ammoniacal, l’azote oxydé si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j	-	1551	30 mg/l en concentration moyenne mensuelle																																																	
Azote global comprenant l’azote organique, l’azote ammoniacal, l’azote oxydé si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j	-	1551	15 mg/l en concentration moyenne mensuelle																																																	
Azote global comprenant l’azote organique, l’azote ammoniacal, l’azote oxydé si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j	-	1551	10 mg/l en concentration moyenne mensuelle																																																	



ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS				JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
		Phosphore (phosphore total) si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j	-	1350	10 mg/l en concentration moyenne mensuelle		
		Phosphore (phosphore total) si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j	-	1350	2 mg/l en concentration moyenne mensuelle		
		Phosphore (phosphore total) si flux journalier maximal supérieur à 80 kg/j	-	1350	1 mg/l en concentration moyenne mensuelle		
		<b>3. Substances spécifiques du secteur d'activité</b>					
		Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j		
		Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	250 µg/l si le rejet dépasse 20 g/j		
		Benzène	71-43-2	1114	50 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j		
		Toluène	108-88-3	1278	74 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j		
		Xylènes ( Somme o,m,p)	1330-20-7	1780	50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j »		
		<p>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</p> <p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023. »</p>					
39	Raccordement à une station d'épuration	<p><b>I</b> – Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– MEST : 600 mg/l ;</li> <li>– DBO<sub>5</sub> : 800 mg/l ;</li> <li>– DCO : 2 000 mg/l ;</li> <li>– Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;</li> </ul>				Autorisation de déversement	<p>Le réseau d'assainissement public est de type séparatif, et géré par la MEL.</p> <p>Une demande d'autorisation de déversement a été réalisée pour les eaux usées domestiques du site et les eaux usées résiduelles. Les effluents correspondent principalement aux eaux liées au nettoyage des installations et aux eaux émises par le système de traitement par osmose (eau propre chargée en minéraux).</p> <p>Les eaux usées seront dirigées vers la station d'épuration d'Houplin-Ancoisne dont l'exutoire final est le Canal de la Deûle.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
		<p>– Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.</p> <p>Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelle conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.</p> <p>Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p> <p><b>II</b> – Pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, l'exploitant présente dans son dossier les valeurs de concentration maximales auxquelles elles seront rejetées.</p> <p>A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 :</p> <p>« En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les modalités de raccordement ;</li> <li>– les valeurs limites avant raccordement ;</li> </ul> <p>Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte). »</p> <p>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018.</p> <p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1<sup>er</sup> janvier 2023. »</p>		<p>L'arrêté d'autorisation de déversement a été délivré le 19 Septembre 2016. Celui-ci est présenté en pièce jointe n°18.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
40	Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration	<p>Les opérations de prélèvements et d'analyses sont réalisées conformément aux prescriptions techniques définies par l'arrêté du 27 octobre 2011 susvisé. Les valeurs limites des articles 38 et 39 s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>Dans le cas où une auto-surveillance est mise en place, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente), ces 10% sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.</p> <p>Pour les substances dangereuses présentes dans les rejets de l'installation et identifiées dans les tableaux au I de l'article 38 et de l'annexe IV par une étoile, l'exploitant présente les mesures prises accompagnées d'un échéancier permettant de supprimer le rejet de cette substance dans le milieu aquatique en 2021 (ou 2028 pour l'anthracène et l'endosulfan).</p> <p>A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 :</p> <p>« Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration.</p> <p>Les valeurs limites des articles 38 et 39 s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>Dans le cas où une auto-surveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente), ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.</p> <p>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018.</p> <p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1<sup>er</sup> janvier 2023. »</p>	/	Du fait de la nature des rejets d'eaux usées du site, l'autosurveillance des rejets mensuelle ne sera pas considérée comme nécessaire (cf. arrêté d'autorisation MEL en pièce jointe n°18).

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
41	Rejets d'eaux pluviales	A compter du 1 <sup>er</sup> Janvier 2018 : Abrogé	/	/
<b>Section 5 – Traitement des effluents</b>				
42	Installations de traitement	Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de pré-traitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les installations de traitement et/ou de pré-traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de pré-traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.	Registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents	La seule installation de traitement des effluents nécessaires au site est le séparateur d'hydrocarbures. Celui-ci sera vérifié périodiquement. Le suivi de cet équipement sera enregistré sur un registre et conservé pendant au moins 5 ans.
43	Epandage	L'épandage des boues, déchets, effluents et sous-produits est interdit	/	Aucun épandage n'est prévu dans le cadre du projet.
<b>Chapitre 4 – Emissions dans l'air</b>				
<b>Section 1 – Généralités</b>				
44	/	Les dispositions du point 44-2 et des articles 45 à 51 s'appliquent uniquement aux ateliers de fabrication ou de production par mélange ou emploi d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.	/	/
44-1	/	Les stockages des terminaux d'essence respectent les dispositions de l'arrêté du 8 décembre 1995 susvisé.	/	/
44-2	/	Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. Les stockages de produits pulvérulents, volatiles ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés, etc.). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de	/	L'activité en projet n'est pas susceptible de générer des poussières, des gaz polluants ou nuisances odorantes. Les vapeurs inflammables de matières premières seront récupérées à la source pour être neutralisées dans une cuve d'eau pour la fabrication des produits lave-glace.

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
		traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs, etc.).		
<b>Section 2 – Rejets à l'atmosphère</b>				
45	Points de rejets	Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie. Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.	/	Les points de rejets du site sont principalement les rejets de la chaudière fonctionnant au gaz naturel et la ventilation des cellules. Les vapeurs inflammables de matières premières seront récupérées à la source pour être neutralisées dans une cuve d'eau pour la fabrication des produits lave-glace.
46	Points de mesures	Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux conditions fixées par les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.	/	Il n'est pas prévu à ce jour de rejets atmosphériques canalisés. Les vapeurs inflammables récupérées seront piégées dans une cuve d'eau de 10 m <sup>3</sup> pour être utilisées dans le process.
47	Hauteur de cheminée	La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 m fait l'objet d'une justification dans le dossier conformément aux dispositions de l'annexe III.	Justificatif des hauteurs des cheminées	Non concerné
<b>Section 3 – Valeurs limites d'émission</b>				
48	Généralités	Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.	/	/
49	Débit et mesures	Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.	/	/

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE																																		
50	VLE	<b>I</b> – Les effluents gazeux émis par un rejet canalisé respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.	<div>Liste complète des substances susceptibles d'être rejetées par l'installation</div> <div>Eléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'air de certaines substances par l'installation</div>	<div>Il n'est pas prévu à ce jour de rejets atmosphériques canalisés.</div> <div>Les événements de respiration des cuves et les extractions éventuels de vapeurs seront dirigés vers une cuve d'eau de 10 m³ afin de récupérer et utiliser les solvants dans le process.</div> <div>La ventilation du local s'effectuera en façade. Il n'est pas attendu de flux horaire de COV dépassant 2 kg/h sur un rejet canalisé.</div> <div>Les vapeurs inflammables de matières premières seront récupérées à la source pour être neutralisées dans une cuve d'eau pour la fabrication des produits lave-glace.</div> <div>La cuve d'eau sera muni d'un évent. Une tourelle en toiture sera installée pour les émissions diffuses potentielles des activités de conditionnement.</div>																																		
		<table><tr><th>Polluants</th><th>Valeur limite d'émission</th></tr><tr><td colspan="2">7. <b>Composés organiques volatils (1)</b></td></tr><tr><td colspan="2">a) Cas général (2)</td></tr><tr><td>Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : Flux horaire total dépassant 2 kg/h</td><td>110 mg/m³ (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés)</td></tr><tr><td>Valeur limite annuelle des émissions diffuses</td><td>Flux annuel ne dépassant pas 25 % de la quantité de solvants utilisée si la consommation annuelle de solvants est supérieure à 5 tonnes par an</td></tr><tr><td colspan="2">b) Cas d'utilisation d'une technique d'oxydation pour éliminer les COV</td></tr><tr><td>Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane</td><td>20 mg/m³ (exprimée en carbone total) ou 50 mg/m³ (exprimée en carbone total) si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %</td></tr><tr><td>NOx (en équivalent NO₂)</td><td>100 mg/m³</td></tr><tr><td>CH₄</td><td>50 mg/m³</td></tr><tr><td>CO</td><td>100 mg/m³</td></tr><tr><td colspan="2">c) Composés organiques volatils spécifiques Flux horaire total des composés organiques dépassant 0,1 kg/h</td></tr><tr><td>Acétaldéhyde (aldéhyde acétique)</td><td rowspan="12">20 mg/m³ (concentration globale de l'ensemble des composés)</td></tr><tr><td>Acide acrylique</td></tr><tr><td>Acide chloroacétique</td></tr><tr><td>Acroléine (aldéhyde acrylique - 2 - propénal)</td></tr><tr><td>Acrylate de méthyle</td></tr><tr><td>Anhydride maléique</td></tr><tr><td>Aniline</td></tr><tr><td>Biphényles</td></tr><tr><td>Chloroacétaldéhyde</td></tr><tr><td>Chloroforme (trichlorométhane)</td></tr><tr><td>Chlorométhane (chlorure de méthyle)</td></tr></table>			Polluants	Valeur limite d'émission	7. <b>Composés organiques volatils (1)</b>		a) Cas général (2)		Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : Flux horaire total dépassant 2 kg/h	110 mg/m³ (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés)	Valeur limite annuelle des émissions diffuses	Flux annuel ne dépassant pas 25 % de la quantité de solvants utilisée si la consommation annuelle de solvants est supérieure à 5 tonnes par an	b) Cas d'utilisation d'une technique d'oxydation pour éliminer les COV		Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane	20 mg/m³ (exprimée en carbone total) ou 50 mg/m³ (exprimée en carbone total) si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %	NOx (en équivalent NO₂)	100 mg/m³	CH₄	50 mg/m³	CO	100 mg/m³	c) Composés organiques volatils spécifiques Flux horaire total des composés organiques dépassant 0,1 kg/h		Acétaldéhyde (aldéhyde acétique)	20 mg/m³ (concentration globale de l'ensemble des composés)	Acide acrylique	Acide chloroacétique	Acroléine (aldéhyde acrylique - 2 - propénal)	Acrylate de méthyle	Anhydride maléique	Aniline	Biphényles	Chloroacétaldéhyde	Chloroforme (trichlorométhane)	Chlorométhane (chlorure de méthyle)
		Polluants			Valeur limite d'émission																																	
		7. <b>Composés organiques volatils (1)</b>																																				
		a) Cas général (2)																																				
		Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : Flux horaire total dépassant 2 kg/h			110 mg/m³ (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés)																																	
		Valeur limite annuelle des émissions diffuses			Flux annuel ne dépassant pas 25 % de la quantité de solvants utilisée si la consommation annuelle de solvants est supérieure à 5 tonnes par an																																	
		b) Cas d'utilisation d'une technique d'oxydation pour éliminer les COV																																				
		Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane			20 mg/m³ (exprimée en carbone total) ou 50 mg/m³ (exprimée en carbone total) si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %																																	
		NOx (en équivalent NO₂)			100 mg/m³																																	
		CH₄			50 mg/m³																																	
		CO			100 mg/m³																																	
		c) Composés organiques volatils spécifiques Flux horaire total des composés organiques dépassant 0,1 kg/h																																				
		Acétaldéhyde (aldéhyde acétique)			20 mg/m³ (concentration globale de l'ensemble des composés)																																	
		Acide acrylique																																				
		Acide chloroacétique																																				
		Acroléine (aldéhyde acrylique - 2 - propénal)																																				
		Acrylate de méthyle																																				
		Anhydride maléique																																				
		Aniline																																				
Biphényles																																						
Chloroacétaldéhyde																																						
Chloroforme (trichlorométhane)																																						
Chlorométhane (chlorure de méthyle)																																						

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS		JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
		Chlorotoluène (chlorure de benzyle)			Les vapeurs inflammables de matières premières seront récupérées à la source pour être neutralisées dans une cuve d'eau pour la fabrication des produits lave-glacé.
		Crésol			
		2,4-Diisocyanate de toluylène			
		Dérivés alkylés du plomb			
		Dichlorométhane (chlorure de méthylène)			
		1,2-Dichlorobenzène (O-dichlorobenzène)			
		1,1-Dichloroéthylène			
		2,4-Dichlorophénol			
		Diéthylamine			
		Diméthylamine			
		1,4-Dioxane			
		Ethylamine			
		2-Furaldéhyde (furfural)			
		Méthacrylates / Mercaptans (thiols)			
		Nitrobenzène / Nitrocrésol			
		Nitrophénol			
		Nitrotoluène			
		Phénol			
		Pyridine			
		1,1,2,2-Tétrachloroéthane			
		Tétrachloroéthylène (perchloroéthylène)			
		Tétrachlorométhane (tétrachlorure de carbone)			
		Thoéthers / Thiols			
		O. Toluidine			
		1,1,2-Trichloroéthane			
		Trichloroéthylène			
		2,4,5-Trichlorophénol			
		2,4,6-Trichlorophénol			
		Triéthylamine			
		Xylénol (sauf 2,4-xylénol)			

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE						
		<table><tr><td colspan="2">d) Substances auxquelles sont attribuées les mentions de danger H340, H350i, H360D ou H360F et les substances halogénées de mentions de dangers H341 ou H351</td></tr><tr><td>Flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 10 g/h</td><td>2 mg/m³ en COV (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés)</td></tr><tr><td>Composés organiques volatils halogénés de mentions de dangers H341 ou H351 Flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 100 g/h</td><td>20 mg/m³ (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés)</td></tr></table> <p>(1) Les prescriptions du c et d n'affranchissent pas du respect du a et b. (2) Activité spécifique de fabrication de « mélanges », revêtements, vernis, encres et colles (fabrication de produits finis et semi-finis, réalisée par mélange de pigments, de résines et de matières adhésives à l'aide de solvants organiques ou par d'autres moyens ; la fabrication couvre la dispersion et la pré-dispersion, la correction de la viscosité et de la teinte et le transvasement du produit final dans son contenant) : Si la consommation de solvants est supérieure à 100 tonnes par an, les dispositions du (a) sont remplacées par les dispositions suivantes : « Si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 1 000 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 110 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 5% de la quantité de solvants utilisée. Le flux des émissions diffuses ne comprend pas les solvants vendus avec les préparations dans un récipient fermé hermétiquement ; Si la consommation de solvants est supérieure à 1 000 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 110 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 3% de la quantité de solvants utilisée. Le flux des émissions diffuses ne comprend pas les solvants vendus avec les préparations dans un récipient fermé hermétiquement.</p> <p>Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas si les émissions totales (diffuses et canalisées) de COV sont inférieures ou égales à : - 5% de la quantité de solvants utilisée, si celle-ci est inférieure ou égale à 1000 tonnes par an - 3% de la quantité de solvants utilisée, si celle-ci est supérieure à 1000 tonnes par an</p>	d) Substances auxquelles sont attribuées les mentions de danger H340, H350i, H360D ou H360F et les substances halogénées de mentions de dangers H341 ou H351		Flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 10 g/h	2 mg/m³ en COV (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés)	Composés organiques volatils halogénés de mentions de dangers H341 ou H351 Flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 100 g/h	20 mg/m³ (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés)		Les vapeurs inflammables de matières premières seront récupérées à la source pour être neutralisées dans une cuve d'eau pour la fabrication des produits lave-glace.
d) Substances auxquelles sont attribuées les mentions de danger H340, H350i, H360D ou H360F et les substances halogénées de mentions de dangers H341 ou H351										
Flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 10 g/h	2 mg/m³ en COV (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés)									
Composés organiques volatils halogénés de mentions de dangers H341 ou H351 Flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 100 g/h	20 mg/m³ (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés)									
50	VLE	<p><b>II-</b> En cas d'utilisation d'une technique d'oxydation pour éliminer les COV, la teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.</p> <p>L'exploitant démontre dans ce cas, dans son dossier d'enregistrement, qu'il n'est pas nécessaire d'installer un dispositif de récupération secondaire d'énergie.</p> <p><b>III-</b> Les substances ou mélanges auxquelles sont attribuées ou sur lesquelles doivent être apposées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des</p>	/	<p>Les rejets en COV seront limités, il n'y aura pas de nécessité de mise en place d'un traitement des COV.</p> <p>Les solvants utilisés dans la cellule 2 ne seront pas susceptibles d'émettre des composés ayant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F</p>						



ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
		<p>mélanges sont remplacées, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.</p> <p><b>IV-</b> Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>De manière générale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite ;</li> <li>– dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.</li> </ul> <p>Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de vingt-quatre heures pour les effluents gazeux.</p> <p>Pour le cas particulier des émissions de composés organiques volatils (COV) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</li> <li>– dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</li> </ul>		<p>Les vapeurs inflammables de matières premières seront récupérées à la source pour être neutralisées dans une cuve d'eau pour la fabrication des produits lave-glace.</p>
50	VLE	<p><b>V-</b> Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV :</p> <p>Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies au premier alinéa du point a du 7° du tableau du I ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après.</p> <p>Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.</p> <p>Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.</p> <p>Le schéma de maîtrise des émissions de COV est établi soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Les installations ou parties d'installations dans lesquelles sont notamment mises en œuvre une ou plusieurs des substances mentionnées au point d du 7° du tableau du I peuvent faire l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions.</p>	<p>Schéma de maîtrise des émissions de COV s'il est mis en œuvre au sein de l'installation</p>	<p>Il n'est pas attendu de rejets atmosphériques canalisés avec un flux horaire de COV hors méthane de 2 kg/h.</p> <p>Les vapeurs inflammables de matières premières seront récupérées à la source pour être neutralisées dans une cuve d'eau pour la fabrication des produits lave-glace.</p> <p>La cuve d'eau sera muni d'un évent. Une tourelle en toiture sera installée pour les émissions diffuses potentielles des activités de conditionnement.</p> <p>Il n'y aura pas nécessité de la mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV.</p> <p>Un descriptif de la gestion des COV est présenté en pièce jointe 36.</p>

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
		<p>Toutefois, les substances visées au point d du 7° du tableau du I, qui demeurent utilisées dans l'installation malgré la mise en œuvre du schéma de maîtrise des émissions, restent soumises au respect des valeurs limites prévues au d du 7° du tableau du I.</p> <p><b>VI</b>– Pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les effluents gazeux respectent les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau selon le flux horaire figurant en annexe V.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste complète des substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, en précisant celles soumises à la surveillance prévue par l'article 59.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission par l'installation, pour les autres substances figurant en annexe V.</p>		
51	Plan de gestion des solvants	<p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>	Plan de gestion des solvants	La consommation annuelle de solvant dépassera 30 t/an. La Société DIFRAMA réalisera un plan de gestion des solvants.
52	Odeurs	<p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.</p> <p>Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).</p>	/	Toutes les dispositions seront prises pour que les activités de la Société DIFRAMA ne soient pas susceptibles de générer des nuisances olfactives dans l'environnement du site (limitation des rejets atmosphériques).
<b>Chapitre 5 – Emissions dans les sols</b>				
53	/	Les rejets directs dans les sols sont interdits.	/	Aucun rejet direct dans le sol de prévu.
<b>Chapitre 6 – Bruit et vibration</b>				
54	/	<p><b>I</b> – Valeurs limites de bruit</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p>	Rapport de mesures acoustiques	Des mesures acoustiques ont été réalisées en Mars 2015. Le niveau de bruit actuel initial respecte l'environnement.

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS			JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE									
		<table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>Émergence admissible pour la période Allant de 7 heures à 22 heures, Sauf les dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période Allant de 22 heures à 7 heures, Ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 db(A)</td><td>6 db(A)</td><td>4 db(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 db(A)</td><td>5 db(A)</td><td>3 db(A)</td></tr></table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p><b>II</b>– Véhicules – engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période Allant de 7 heures à 22 heures, Sauf les dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période Allant de 22 heures à 7 heures, Ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 db(A)	6 db(A)	4 db(A)	Supérieur à 45 db(A)	5 db(A)	3 db(A)				<p>De nouvelles mesures de bruit pourront être réalisées suite à l'augmentation de capacité.</p> <p>La Société DIFRAMA veillera à la limitation des émissions sonores de ses véhicules et engins de manutention.</p>
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période Allant de 7 heures à 22 heures, Sauf les dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période Allant de 22 heures à 7 heures, Ainsi que les dimanches et jours fériés													
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 db(A)	6 db(A)	4 db(A)													
Supérieur à 45 db(A)	5 db(A)	3 db(A)													
54	/	<p><b>III</b>– Vibrations.</p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe VI.</p> <p>Une mesure est effectuée par une personne ou un organisme qualifié sur demande de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>IV</b>– Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié sur demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>			/	<p>Les activités de la Société DIFRAMA ne seront pas à l'origine de vibrations.</p> <p>Les mesures acoustiques ont été réalisées en Mars 2015 par la Société KALIES.</p>									
Chapitre 7 – Déchets															

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
55	Généralités	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>– limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li> <li>– trier, recycler, valoriser les déchets ;</li> <li>– s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;</li> <li>– s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un entreposage dans des conditions prévenant les risques de pollution et d'accident.</li> </ul>	/	La Société DIFRAMA veillera à la limitation et à la bonne gestion de ses déchets.
56	Stockage des déchets	<b>I</b> – L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques. <b>II</b> – Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage des déchets ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés. <b>III</b> – La quantité entreposée sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite pour les déchets et la capacité produite en six mois pour les sous-produits ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de gestion sans pouvoir excéder un an.	/	La Société DIFRAMA veillera à la limitation et à la bonne gestion de ses déchets. Les seuls déchets dangereux du site sont des emballages souillés (plastiques, métalliques) et les boues du séparateur d'hydrocarbures. Ceux-ci sont entreposés et enlevés du site de manière à ne pas entraîner de pollution des eaux ou des sols.
56	Stockage des déchets	L'exploitant évalue cette quantité et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les résultats de cette évaluation accompagnés de ses justificatifs.	/	La Société DIFRAMA possède un registre recensant la nature et les quantités de déchets du site.
57	Élimination des déchets	Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. L'exploitant met en place le registre prévu par l'arrêté du 29 février 2012 susvisé et les bordereaux de suivi de déchets dangereux générés par ses activités comme prévu par l'arrêté du 29 février 2012 susvisé. Tout brûlage à l'air libre est interdit.	Registre de tous les déchets générés par l'installation ainsi que les bordereaux de suivi des déchets dangereux	La Société DIFRAMA continuera à tenir un registre de suivi de ses déchets.
<b>Chapitre 8 – Surveillance des émissions</b>				
<b>Section 1 – Généralités</b>				

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE		
58	/	<p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 59 à 64. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé conformément à l'arrêté du 27 octobre 2011 susvisé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 :</p> <p>« L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 59 à 64. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent :</p> <p>– le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau ;</p> <p>– la réalisation de contrôles externes de recalage.</p> <p>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</p> <p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023. »</p>	Programme de surveillance des émissions	Non concerné		
Section 2 – Emissions dans l'air						
59	/	<p>Seuls les polluants susceptibles d'être émis par l'installation comme précisé au VI de l'article 50 sont soumis à la surveillance prévue par le présent article.</p> <p>Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère dépassent les seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 49 une mesure en permanence du débit du rejet correspondant ainsi que les mesures ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <table><tr><td>7 Composés organiques volatils</td></tr><tr><td>a) Cas général</td></tr></table>	7 Composés organiques volatils	a) Cas général	Eléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'air de certaines substances par l'installation	<p><u>Rejets atmosphériques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• rejet de la chaudière fonctionnant au gaz naturel non classé au niveau ICPE (puissance 500 kW) ;</li><li>• trafic lié aux activités.</li></ul>
7 Composés organiques volatils						
a) Cas général						

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS		JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
		<div>Sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) supérieur à 15 kg/h</div> <div>Surveillance en permanence (ensemble des COV, à l'exclusion du méthane)</div>			<p>Les rejets en COV seront limités à du diffus éventuels (dépotage, événements).</p> <p>Il n'est pas attendu de rejets canalisés avec un flux dépassant 2 kg/h.</p>
		b) Cas d'un équipement d'épuration des gaz chargés en COV pour respecter les valeurs limites d'émission canalisées			
		<div>Sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane, exprimé en carbone total) supérieur à 10 kg/h</div> <div>Surveillance en permanence (ensemble des COV, à l'exclusion du méthane)</div>			
		c) Cas des COV (à l'exclusion du méthane), listés au c du 7° de l'article 50, ou présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou les composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351			
		<div>Sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal, supérieur à 2 kg/h (exprimé en somme des composés)</div> <div>           Surveillance en permanence (ensemble des COV, à l'exclusion du méthane)            Suivi de chacun des COV via une corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV non méthaniques et les espèces effectivement présentes         </div>			
		d) Les autres cas (flux inférieurs aux a, b et c du point 7° du présent tableau)			
		Mesures périodiques sur la base de prélèvements instantanés (au minimum lors du contrôle annuel réalisé par un organisme extérieur en application de l'article 58)			
		e) Cas d'équipement d'un oxydateur			
		Conformité aux valeurs limites d'émissions en NOx, méthane et CO prévues au b du point 7° de l'article 50 vérifiée une fois par an, en marche continue et stable.			
		<p>Les autres polluants rejetés par l'installation non précisés dans le précédent tableau font également l'objet d'une surveillance dès lors que les flux journaliers correspondants dépassent les valeurs indiquées en annexe V. Sauf justification particulière fournie par l'exploitant, cette surveillance est permanente.</p> <p>Pour les COV :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– dans le cas de la mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions (SME) conformément aux dispositions du V de l'article 50, la surveillance en permanence peut être remplacée par un bilan matière conforme à l'article 51 (plan de gestion des solvants) ;</li> <li>– dans le cas général, la surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions.</li> </ul> <p>La mise en place d'une corrélation en application de l'alinéa précédent et du c du point 7° du tableau précédent est confirmée périodiquement par une mesure des émissions. Cette périodicité est journalière lors de la phase de mise en place de la corrélation. Une fois cette corrélation correctement définie et justifiée, cette corrélation est confirmée périodiquement par une mesure des émissions dont la fréquence est justifiée par l'exploitant.</p>			

Les rejets en COV seront limités à du diffus éventuels (dépotage, événements).

Il n'est pas attendu de rejets canalisés avec un flux dépassant 2 kg/h.

La société DIFRAMA neutralisera ces vapeurs inflammables de process dans une cuve d'eau pour leur réinjection dans les activités de production.

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE																								
		En cas de dépassement des valeurs seuils autorisées, l’exploitant prend les dispositions nécessaires pour rendre à nouveau ces rejets conformes, en justifiant cette conformité par un contrôle de vérification satisfaisant. Il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l’inspection des installations classées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.																										
Section 3 – Emissions dans l’eau																												
60	/	<p>A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018 :</p> <p>Pour les substances susceptibles d’être rejetées par l’installation, hors rejets d’eaux sanitaires, comme précisé au I de l’article 38, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d’épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous, à partir d’un échantillon représentatif prélevé sur une durée de vingt-quatre heures. »</p> <table><tr><th>Valeur mesurée</th><th>Fréquence de contrôle</th></tr><tr><td>Débit</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 50 m³/j</td></tr><tr><td>Température</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 50 m³/j</td></tr><tr><td>pH</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 50 m³/j</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>Matières en suspension</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>DBO<sub>5</sub> (*) (sur effluent non décanté)</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>Azote global</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Zinc et ses composés (en Zn)</td><td><ul style="list-style-type: none"><li>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d’une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l’exploitant et le gestionnaire de station</li><li>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li></ul></td></tr><tr><td>Benzène</td><td><ul style="list-style-type: none"><li>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d’une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l’exploitant et le gestionnaire de station</li><li>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li></ul></td></tr></table>	Valeur mesurée	Fréquence de contrôle	Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 50 m³/j	Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 50 m³/j	pH	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 50 m³/j	DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Matières en suspension	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	DBO <sub>5</sub> (*) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Hydrocarbures totaux	Trimestrielle	Zinc et ses composés (en Zn)	<ul style="list-style-type: none"><li>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d’une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l’exploitant et le gestionnaire de station</li><li>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li></ul>	Benzène	<ul style="list-style-type: none"><li>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d’une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l’exploitant et le gestionnaire de station</li><li>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li></ul>	Eléments techniques permettant d’attester de l’absence d’émission dans l’eau de certaines substances par l’installation	<p>Les eaux usées aqueux du site sont assimilables aux eaux usées domestiques. Ils seront émis au réseau d’assainissement public qui est raccordé à une station d’épuration. Les rejets auront des débits restreints et ponctuels.</p> <p>La MEL a délivré une autorisation de déversements d’effluents assimilables domestiques dans le réseau de collecte. Cette autorisation est présentée en pièce jointe n°18.</p> <p>Les services de gestion du réseau d’assainissement (MEL) considèrent qu’aucune autosurveillance sur les rejets aqueux du site n’est nécessaire du fait de la nature des rejets.</p> <p>Il n’y aura pas de nouveaux rejets d’effluents dans le cadre du projet.</p>
Valeur mesurée	Fréquence de contrôle																											
Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 50 m³/j																											
Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 50 m³/j																											
pH	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 50 m³/j																											
DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																											
Matières en suspension	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																											
DBO <sub>5</sub> (*) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																											
Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																											
Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																											
Hydrocarbures totaux	Trimestrielle																											
Zinc et ses composés (en Zn)	<ul style="list-style-type: none"><li>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d’une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l’exploitant et le gestionnaire de station</li><li>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li></ul>																											
Benzène	<ul style="list-style-type: none"><li>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d’une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l’exploitant et le gestionnaire de station</li><li>Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li></ul>																											

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE				
		<table><tr><td>Toluène</td><td><ul style="list-style-type: none"><li>• Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</li><li>• Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li></ul></td></tr><tr><td>Xylènes ( Somme o,m,p)</td><td><ul style="list-style-type: none"><li>• Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</li><li>• Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li></ul></td></tr></table> <p>(*) Pour la DBO<sub>5</sub>, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé. »</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de dépassement des valeurs seuils autorisées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour rendre à nouveau ces rejets conformes, en justifiant cette conformité par un contrôle de vérification satisfaisant. Il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées.</p> <p>Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p> <p>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</p> <p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</p>	Toluène	<ul style="list-style-type: none"><li>• Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</li><li>• Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li></ul>	Xylènes ( Somme o,m,p)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</li><li>• Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li></ul>		
Toluène	<ul style="list-style-type: none"><li>• Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</li><li>• Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li></ul>							
Xylènes ( Somme o,m,p)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</li><li>• Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li></ul>							
Section 4 – Impacts sur l'air								



ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
61	/	<p>Les exploitants des installations qui rejettent dans l'atmosphère plus de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 200 kg/h d'oxydes de soufre ;</li> <li>- 200 kg/h d'oxydes d'azote ;</li> <li>- 150 kg/h de composés organiques ou 20 kg/h dans le cas de composés visés à l'annexe V (tableau 7c) ;</li> <li>- 50 kg/h de poussières ;</li> <li>- 50 kg/h de composés inorganiques gazeux du chlore ;</li> <li>- 50 kg/h d'acide chlorhydrique ;</li> <li>- 25 kg/h de fluor et composés fluorés ;</li> <li>- 10 g/h de cadmium et de mercure et leurs composés (exprimés en Cd + Hg) ;</li> <li>- 50 g/h d'arsenic, sélénium et tellure et leurs composés (exprimés en As + Se + Te) ;</li> <li>- 100 g/h de plomb et ses composés (exprimés en Pb) ; ou 500 g/h d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc, et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn) (dans le cas d'installations de combustion consommant du fuel lourd cette valeur est portée à 2 000 g/h), assurent une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées (pour les poussières).</li> </ul> <p>Les mesures sont réalisées selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande.</p> <p>Les émissions diffuses sont prises en compte.</p> <p>Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation, si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>Dans tous les cas, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée ou dans son environnement proche.</p>	/	La nature des activités de la Société DIFRAMA n'amènera pas à des rejets dépassant les valeurs du présent article.
<b>Section 5 – Impacts sur les eaux de surface</b>				
62	/	<p>Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau et qu'il dépasse l'une des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 t/j de DCO ;</li> <li>- 20 kg/j d'hydrocarbures totaux ;</li> <li>- 10 kg/j de chrome, cuivre, étain, manganèse, nickel et plomb, et de leurs composés (exprimés en Cr + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb) ;</li> <li>- 0,1 kg/j d'arsenic, de cadmium et mercure, et de leurs composés (exprimés en As + Cd + Hg),</li> </ul>	/	La nature des activités de la Société DIFRAMA n'amènera pas à des rejets dépassant les valeurs du présent article.

ARTICLE	TITRE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIF	SITUATION DU SITE
		<p>l'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en aval de son rejet, en dehors de la zone de mélange, à une fréquence au moins mensuelle.</p> <p>Lorsque le rejet s'effectue en mer ou dans un lac et qu'il dépasse l'un des flux mentionnés ci-dessus, l'exploitant établit un plan de surveillance de l'environnement adapté aux conditions locales.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.</p>		
<b>Section 6 – Impacts sur les eaux souterraines</b>				
63	/	Cet article ne contient pas de disposition réglementaire pour la surveillance des eaux souterraines	/	/
64	/	Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance des eaux souterraines est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significative et durable des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.	/	/
<b>Section 7 – Déclaration annuelle des émissions polluantes</b>				
65	/	L'exploitant déclare ses émissions polluantes et ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié susvisé relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets	/	/

**PIECE JOINTE N°12**

**COMPATIBILITE AUX PLANS, SCHEMAS OU  
PROGRAMMES**

## 1 **PRESCRIPTIONS DE CERTAINS PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES**

Parmi les plans et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 16° à 23°, 26° et 27° du tableau du I de l'article R.122-17 et par l'arrêté prévu à l'article R.222-36 du Code de l'Environnement, certains préconisent des orientations auxquelles le projet de la Société DIFRAMA doit souscrire. Les plans et programmes concernés sont ceux-ci :

N°	Plan / Programme		Applicabilité
4°	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	SDAGE Artois Picardie	<b>Applicable</b>
5°	Schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	SAGE Marque Deûle	<b>Applicable</b>
17°	Schéma régional des carrières mentionné à l'article L. 515-3 du code de l'environnement	/	Non applicable
18°	Plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	Programme national de prévention des déchets 2014-2020	<b>Applicable</b>
19°	Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	/	Non applicable
20°	Plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	/	<b>Applicable</b>
23°	Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	/	Non applicable
24°	Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	/	Non applicable

Les compatibilités au SDAGE Artois Picardie, au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Marque Deûle, au plan national de prévention des déchets et au plan régional de prévention et de gestion des déchets sont étudiés ci-après.

## **2 CONCERNANT LA COMPATIBILITE VIS-A-VIS DU SDAGE**

### **2.1 ASPECT QUALITATIF**

Les tableaux ci-après examinent la compatibilité de la Société DIFRAMA vis-à-vis de certaines dispositions du SDAGE Artois Picardie pour la période 2016-2021.

Dispositions du projet de SDAGE concernées			Dispositions prévues sur le site	
Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques				
Orientation A-1	Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux	Disposition A-1.1	<u>Adapter les rejets à l’objectif de bon état</u>  Les maîtres d’ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale), pour leurs installations, ouvrages, travaux et activités soumis aux obligations au titre du Code de l’environnement, du Code de la santé publique ou du Code général des collectivités locales, ajustent les rejets d’effluents urbains ou industriels au respect de l’objectif général de non dégradation et des objectifs physico-chimiques spécifiques assignés aux masses d’eau en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût acceptable. Les objectifs sont précisés dans la partie 3. Les mesures présentant le meilleur rapport coût/efficacité seront à mettre en place en priorité.  Tout projet soumis à autorisation ou à déclaration au titre du Code de l’environnement (ICPE ou loi sur l’eau) doit aussi : <ul style="list-style-type: none"><li>- adapter les conditions de rejet pour préserver les milieux récepteurs particulièrement sensibles aux pollutions,</li><li>- s’il ne permet pas de respecter l’objectif général de non dégradation et des objectifs physico-chimiques spécifiques assignés aux masses d’eau, étudier la possibilité d’autres solutions au rejet direct dans le cours d’eau (stockage temporaire, réutilisation,...).</li></ul>	 Le site DIFRAMA est existant.  La nature des rejets ne sera pas susceptible de dégrader la qualité du milieu naturel. Le site DIFRAMA possède une autorisation de rejets des services de la MEL. Cette autorisation est disponible en pièce jointe n°18.
		Disposition A-1.2	<u>Améliorer l’assainissement non collectif</u>  La mise en place de Services Publics d’Assainissement Non Collectif (SPANC) est à encourager à une échelle intercommunale. Les SPANC veillent à la mise en conformité des installations présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution de l’environnement notamment dans les zones à enjeu sanitaire et dans les zones à enjeu environnemental pour l’assainissement non collectif définies dans les documents du SDAGE ou du SAGE.	 Le site DIFRAMA utilise le réseau d’assainissement collectif pour ses rejets en eaux pluviales, en eaux usées sanitaires et en eaux usées de process (rejet uniquement du process de traitement de l’eau par osmose).

Dispositions du projet de SDAGE concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation A-1</b>	Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux	<b>Disposition A-1.3</b>	<p><u>Améliorer les réseaux de collecte</u></p> <p>Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale), pour leurs équipements, installations et travaux soumis à autorisation ou à déclaration au titre du Code de l'environnement et du Code général des collectivités territoriales, améliorent le fonctionnement des réseaux de collecte par le développement de la gestion patrimoniale et la mise en œuvre d'un diagnostic permanent du système d'assainissement (branchements, réseaux, station...) pour atteindre les objectifs de bon état. Lors des extensions de réseaux, les maîtres d'ouvrages étudient explicitement l'option réseau séparatif et expose les raisons qui lui font retenir ou non cette option, en accord avec le gestionnaire des réseaux existants si ce n'est pas le maître d'ouvrage. En cas d'opportunité, la valorisation énergétique de l'assainissement sera étudiée.</p>	<p>Le réseau d'assainissement public est de type séparatif et existant.</p> <p>Le réseau de collecte des eaux sur le site est également de type séparatif de manière à déverser les eaux pluviales vers le milieu naturel et les eaux usées du site vers la station de traitement d'HOUPLIN-ANCOISNE avant rejet au milieu naturel.</p>
<b>Orientation A-2</b>	Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbanisé par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles)	<b>Disposition A-2.1</b>	<p><u>Gérer les eaux pluviales</u></p> <p>Les orientations et prescriptions des SCOT (DOO) et des PLU (OAP et règlement) comprennent des dispositions visant à favoriser l'infiltration des eaux de pluie à l'emprise du projet et contribuent à la réduction des volumes collectés et déversés sans traitement au milieu naturel.</p> <p>La conception des aménagements et des ouvrages d'assainissement nouveaux intègre la gestion des eaux pluviales dans le cadre d'une stratégie de maîtrise des rejets. Les maîtres d'ouvrage évaluent l'impact de leur réseau d'assainissement sur le milieu afin de respecter les objectifs physico-chimiques assignés aux masses d'eau.</p> <p>Dans les dossiers d'autorisation ou de déclaration au titre du Code de l'environnement ou de la santé correspondant, l'option d'utiliser les techniques limitant le ruissellement et favorisant le stockage et/ou l'infiltration sera obligatoirement étudiée par le pétitionnaire et la solution proposée sera argumentée face à cette option de « technique alternative ».</p>	<p>La vulnérabilité de la zone et le contexte géologique du lieu d'implantation du site ne permet pas l'infiltration à la parcelle.</p> <p>Le projet ne modifiera pas significativement la situation existante. Selon les services de la MEL, le débit de rejets d'eau est actuellement conforme.</p> <p>Le réseau d'assainissement public permet donc de recueillir les eaux pluviales et de les diriger vers la Becque de Wattignies qui se jette ensuite dans le canal de la Deûle.</p>

Dispositions du projet de SDAGE concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation A-2</b>	Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbanisé par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles)	<b>Disposition A-2.2</b>	<u>Intégrer la gestion des eaux pluviales dans les zonages pluviaux</u> Les collectivités, lors de la réalisation des zonages, veilleront à identifier les secteurs où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation et maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement et les secteurs où il est nécessaire de prévoir des installations de collecte, de stockage éventuel et si nécessaire de traitement des eaux pluviales et de ruissellement. Les zonages pluviaux seront pris en compte dans les documents d'urbanisme et figureront dans leurs annexes.	Le site DIFRAMA est existant. Il continuera d'utiliser le réseau de collecte des eaux pluviales de la ville.
<b>Orientation A-3</b>	Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire	<b>Disposition A-3.1</b>	<u>Développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-3.2</b>	<u>Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs du SDAGE</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-3.3</b>	<u>Mettre en œuvre les plans d'actions régionaux (PAR) en application de la directive nitrates</u>	Non concerné
<b>Orientation A-4</b>	Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter des risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les cours d'eau les eaux souterraines et la mer	<b>Disposition A-4.1</b>	<u>Limiter l'impact des réseaux de drainage</u> Pour limiter l'impact potentiel des polluants véhiculés par le drainage, lors de la création ou du renouvellement des réseaux de drainage, des dispositifs aménagés à leurs exutoires permettant la décantation et la filtration des écoulements avant rejet au milieu naturel pourront être mis en œuvre. Des expérimentations seront à réaliser.	Non concerné
		<b>Disposition A-4.2</b>	<u>Gérer les fossés</u> Les gestionnaires de fossés (commune, gestionnaires de voiries, propriétaires privés, exploitants agricoles...) les préservent, les entretiennent voire les restaurent, afin de garantir leurs fonctionnalités hydrauliques, d'épuration et de maintien du patrimoine naturel et paysager	Le site de la Société DIFRAMA ne comporte pas de fossé.



Dispositions du projet de SDAGE concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation A-4</b>	Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter des risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les cours d'eau les eaux souterraines et la mer	<b>Disposition A-4.3</b>	<u>Limitier le retournement des prairies</u> L'autorité administrative, les collectivités et les maîtres d'ouvrage veillent à limiter l'urbanisation et le retournement des surfaces en prairies dans les zones à enjeu pour la lutte contre l'érosion, la préservation des zones humides et des aires d'alimentation des captages. Les collectivités veillent dans leurs documents d'urbanisme au maintien des prairies et des éléments de paysage, notamment pour la mobilisation des certains outils tels que les zones agricoles protégées, les orientations d'aménagement et de programmation, les espaces boisés classés (y compris les haies), l'identification des éléments de paysage dans les documents d'urbanisme. En cas d'urbanisation de prairie permanente dans les zones à enjeu pour la lutte contre l'érosion, la préservation des zones humides et des aires d'alimentation des captages, le maître d'ouvrage veillera à compenser cette réduction par une réimplantation de prairie permanente de surface au moins équivalente. Dans le cas d'une urbanisation réalisée à l'intérieur de zones déjà construites, cette compensation pourra prendre la forme de dispositifs de protection de la ressource en eau ou de lutte contre les aléas érosion (linéaire de haies, plantation d'arbres, fascines...).	Le site DIFRAMA est existant. Il continuera d'utiliser le réseau de collecte des eaux pluviales de la ville.
<b>Orientation A-5</b>	Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée	<b>Disposition A-5.1</b>	<u>Limitier les pompages risquant d'assécher les milieux aquatiques</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-5.2</b>	<u>Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-5.3</b>	<u>Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-5.4</b>	<u>Mettre en œuvre des plans pluriannuels de gestion et d'entretien des cours d'eau</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-5.5</b>	<u>Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-5.6</b>	<u>Définir les caractéristiques des cours d'eau</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-5.7</b>	<u>Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau</u>	Non concerné

Dispositions du projet de SDAGE concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation A-6</b>	Assurer la continuité écologique et une bonne gestion piscicole	<b>Disposition A-6.1</b>	<u>Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-6.2</b>	<u>Assurer, sur les aménagements hydroélectriques nouveaux ou existants, la circulation des espèces dans les cours d'eau</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-6.3</b>	<u>Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-6.4</b>	<u>Prendre en compte les différents plans de gestion piscicole</u>	Non concerné
<b>Orientation A-7</b>	Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité	<b>Disposition A-7.1</b>	<u>Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-7.2</b>	<u>Limiter la prolifération d'espèces invasives</u> Les maîtres d'ouvrage d'opération de restauration et d'entretien des milieux aquatiques, les SAGE ou les autorités portuaires veillent également à améliorer la connaissance sur la localisation des plantes invasives et à mettre en place des moyens de lutte visant à limiter leur prolifération.	Non concerné
		<b>Disposition A-7.3</b>	<u>Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau</u>	Non concerné
<b>Orientation A-8</b>	Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrières	<b>Disposition A-8.1</b>	<u>Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-8.2</b>	<u>Remettre les carrières en état après exploitation</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-8.3</b>	<u>Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance</u>	Non concerné
<b>Orientation A-9</b>	Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	<b>Disposition A-9.1</b>	<u>Eviter l'implantation d'habitations légères de loisirs dans le lit majeur des cours d'eau</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-9.2</b>	<u>Prendre en compte les zones à dominante humide dans les documents d'urbanisme</u>	Non concerné

Dispositions du projet de SDAGE concernées			Dispositions prévues sur le site	
<b>Orientation A-9</b>	Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	<b>Disposition A-9.3</b>	<u>Préciser la consigne « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau</u>  Dans le cadre des procédures administratives, le pétitionnaire devra prouver que son projet n'est pas situé en zone humide au sens de la police de l'eau, à défaut, il devra par ordre de priorité :  1. Eviter d'impacter les zones humides en recherchant une alternative à la destruction de zones humides,  2. Réduire l'impact de son projet sur les zones humides en cas d'absence d'alternative avérée à la destruction ou dégradation de celles-ci et sous réserve de justifier de l'importance du projet au regard de l'intérêt général des zones humides détruites ou dégradées,  3. Compenser l'impact résiduel de son projet sur les zones humides en prévoyant par ordre de priorité :  • la restauration de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel, à hauteur de 150 % minimum de la surface perdue  • la création de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel, à hauteur de 100% minimum de la surface perdue et justifier de l'importance du projet au regard de l'intérêt général des zones humides détruites ou dégradées. Les mesures compensatoires devront se faire sur le même territoire de SAGE que la destruction. La gestion et l'entretien de ces zones humides doivent être garantis à long terme. Cette disposition ne s'applique pas dans le cadre de la mise aux normes de bâtiments d'élevages liée à la directive nitrates.	Le site DIFRAMA est existant. Il utilisera le réseau de collecte des eaux pluviales de la ville.  Selon le site internet Carmen, le site n'est pas implanté en zone à dominante humide.
		<b>Disposition A-9.4</b>	<u>Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-9.5</b>	<u>Gérer les zones humides</u>  Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale) sont invités à maintenir et restaurer les zones humides.	Non concerné

Dispositions du projet de SDAGE concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation A-10</b>	Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles	<b>Disposition A-10.1</b>	<p><u>Améliorer la connaissance des micropolluants</u></p> <p>Les services de l'Etat et ses établissements publics compétents poursuivent la recherche des micropolluants (y compris substances médicamenteuses, molécules hormonales radionucléides...), dans les milieux aquatiques et dans les rejets ponctuels ou diffus. En partenariat avec les industriels, les collectivités et les agriculteurs, cette meilleure connaissance permettra d'améliorer la définition des actions de suppression ou de réduction des rejets de ces micropolluants, en priorité dans les masses d'eau qui n'atteignent pas le bon état. Ces investigations concernent en particulier le développement des bilans par substances, prescrits au titre du Code de l'environnement (ICPE et loi sur l'eau) ou du Code de la santé, intégrant l'ensemble des sources (naturelle, urbaine, domestique, industrielle, agricole) et détaillant les voies de transfert. La prise en compte des micropolluants dans les diagnostics sur les déversements par temps de pluie sera également étudiée.</p>	<p>Le site DIFRAMA n'est pas susceptible d'émettre des micropolluants au réseau d'assainissement.</p> <p>Les eaux pluviales de quais et parkings poids lourds transiteront par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au réseau d'assainissement public.</p>
<b>Orientation A-11</b>	Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	<b>Disposition A-11.1</b>	<p><u>Adapter les rejets de polluants aux objectifs de qualité de milieu naturel</u></p> <p>Dans le respect des dispositions qui fondent sa compétence, l'autorité administrative adapte aux exigences du milieu récepteur les prescriptions qu'elle impose au titre de la police des installations classées, de la police de l'eau ou de l'autorité de sûreté nucléaire pour les rejets dans les milieux aquatiques, les déversements dans les réseaux publics et les dispositifs d'auto surveillance qui le nécessitent.</p>	Les rejets aqueux du site respecteront les critères de la convention établie avec les services de la MEL.

Dispositions du projet de SDAGE concernées			Dispositions prévues sur le site	
<b>Orientation A-11</b>	Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	<b>Disposition A-11.2</b>	<u>Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations</u>  Les collectivités veillent à maîtriser les rejets de micropolluants des établissements raccordés aux ouvrages d'épuration des agglomérations. Les émissions de faibles quantités de micropolluants par des petites activités dispersées dans le milieu urbain peuvent perturber le fonctionnement du système d'assainissement collectif (station et réseau). Lorsque des activités économiques, utilisatrices de ces substances, sont raccordées à un réseau public de collecte, la collectivité assurant la collecte, le transport et le traitement des eaux usées établit ou met à jour, dans les conditions prévues par la loi et pour améliorer les conditions d'intervention de l'autorité de police, les autorisations de déversement prévues au titre de l'article L.1331-10 du code de la santé publique et du code général des collectivités territoriales. L'objectif est de réglementer les rejets de ces substances dans les réseaux pour en maîtriser la présence dans le milieu et dans les boues de station d'épuration. La maîtrise de ces rejets passe principalement par : <ul style="list-style-type: none"><li>• la prise en compte des micropolluants dans les autorisations de raccordement délivrées par les collectivités gestionnaires de réseaux d'assainissement qui les mettent à jour si nécessaire.</li><li>• des démarches collectives territoriales ou par secteur d'activité qui visent des branches d'activités ciblées pour leurs émissions en certains micropolluants.</li></ul>	<p>Le site DIFRAMA n'est pas susceptible d'émettre des micropolluants au réseau d'assainissement.</p> <p>Les eaux pluviales de quais et parkings poids lourds transiteront par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au réseau d'assainissement public.</p>
		<b>Disposition A-11.3</b>	<u>Eviter d'utiliser des produits toxiques</u>  Les prescripteurs et utilisateurs de produits et de matériaux sont invités à utiliser les produits les moins toxiques et écotoxiques et les moins rémanents, que ce soit pour les produits industriels, agricoles ou de consommation courante. Des actions de formation et d'information sont encouragées afin de remédier à la source, et de manière préventive, aux rejets, émissions et pertes de substances dangereuses que ce soit sur le choix et les conditions de mise en œuvre appropriées ou sur le devenir des emballages et des déchets.	<p>Les activités du site comportent l'usage de produits toxiques.</p> <p>La Société DIFRAMA comporte un laboratoire de recherche et développement qui favorisera la prise en compte et la substitution vers des produits moins toxiques.</p>

Dispositions du projet de SDAGE concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation A-11</b>	Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	<b>Disposition A-11.4</b>	<u>Réduire à la source les rejets de substances dangereuses</u> L'autorité administrative privilégiera la mise en œuvre de la réduction à la source des rejets de substances dangereuses par les acteurs économiques, que ce soit pour les diagnostics des sources d'émission, la recherche des moyens de réduction de ces rejets (technologies propres, substitution de produit, changement de procédé,...) ou le rejet zéro (recyclage,...). Des actions de démonstration et de transfert de technologie sont développées pour en faciliter la mise en œuvre. Une grande vigilance est maintenue sur la toxicité des produits de substitution.	Les activités du site comportent la fabrication et le conditionnement de produits pouvant contenir des substances dangereuses pour l'environnement. Néanmoins, ces activités seront réalisées sur dalle étanche et rétention. Elle veillera à ce qu'il n'y ait pas de rejets de ces substances dans l'environnement. La Société DIFRAMA comporte un laboratoire de recherche et développement qui favorisera la prise en compte et la substitution vers des produits moins dangereux.
		<b>Disposition A-11.5</b>	<u>Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans le cadre du plan ECOPHYTO</u> [...] Pour ce qui concerne les autres usages non agricoles : - les collectivités sont incitées à adhérer à la Charte d'entretien des espaces publics du bassin Artois-Picardie et à parvenir à un objectif "zéro phytosanitaire" ; - les jardineries sont incitées à s'inscrire dans la démarche de charte spécifique à leur activité et développée à l'échelle du Bassin Artois-Picardie ; - les autres gestionnaires d'espaces sont incités à réduire leur utilisation de produits phytosanitaires.	Le site DIFRAMA ne fera pas l'usage de produits phytosanitaires.
		<b>Disposition A-11.6</b>	<u>Se prémunir contre les pollutions accidentelles</u> [...] Dans le cadre des autorisations ou déclaration au titre du Code de l'environnement, l'autorité administrative veille à ce que les pollutions accidentelles soient prise en compte dans les bassins versants (transport routier et ferroviaire, stations d'épurations urbaines, industries...) en amont des bassins versants particulièrement vulnérables aux pollutions accidentelles (zone à enjeu eau et prise d'eau de surface pour l'eau potable, zones de baignade, zones conchylicoles et de pêche professionnelle, milieux aquatiques remarquables, zones de frayères...) Elaborés en relation avec les acteurs concernés, ces actions prévoient : - des mesures visant à minimiser l'impact des rejets lors de l'arrêt accidentel ou du dysfonctionnement des ouvrages d'épuration, - des dispositifs de récupération, le cas échéant, de confinement des pollutions accidentellement déversées sur un site industriel ou sur la voie publique."	La Société DIFRAMA aura mis en place une rétention extérieure adéquate de manière à recueillir tout écoulement accidentel susceptible de survenir sur ses stockages de produits liquides. En cas d'épandage important, une société extérieure sera missionnée pour pomper et éliminer les produits répandus accidentellement.

Dispositions du projet de SDAGE concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation A-11</b>	Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	<b>Disposition A-11.7</b>	<u>Caractériser les sédiments avant tout curage</u>	Non concerné
		<b>Disposition A-11.8</b>	<u>Réduire l'usage des pesticides sur les territoires de SAGE</u> Lorsqu'il existe un enjeu pesticide, le SAGE peut prévoir un plan de réduction et de maîtrise de l'usage des pesticides.	Non concerné
<b>Orientation A-12</b>	Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués	/	<p>L'autorité administrative et les exploitants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettent en place une surveillance des eaux souterraines pour les installations classées et les sites pollués le nécessitant. L'Etat et les établissements publics soutiennent la bancarisation dans la base ADES des données de surveillance des eaux souterraines au droit des installations classées en vue de leur diffusion et de leur mise à disposition.</li> <li>• Poursuivent les actions permettant de limiter les transferts de substances polluantes à partir des sites et sols pollués. Ils mettent en place, si nécessaire, des restrictions d'usage des eaux souterraines. Par ailleurs l'Etat, les établissements publics compétents et les collectivités soutiendront les efforts de recherche relatifs à l'impact des sédiments et sols pollués sur la qualité de l'eau et des milieux vivants.</li> </ul>	Non concerné
<b>Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante</b>				
<b>Orientation B-1</b>	Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE	<b>Disposition B-1.1</b>	<u>Préserver les aires d'alimentation des captages</u>	Les stockages et manipulations de produits seront réalisés sur des surfaces imperméabilisées de manière à préserver et à recueillir tout épandage de produits liquides.
		<b>Disposition B-1.2</b>	<u>Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires</u>	Non concerné
		<b>Disposition B-1.3</b>	<u>Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir</u>	Non concerné
		<b>Disposition B-1.4</b>	<u>Etablir des contrats de ressources</u>	Non concerné
		<b>Disposition B-1.5</b>	<u>Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentations de captages</u>	Non concerné
		<b>Disposition B-1.6</b>	<u>En cas de traitement de potabilisation, reconquérir par ailleurs la qualité de l'eau potable polluée</u>	Non concerné
		<b>Disposition B-1.7</b>	<u>Maîtriser l'exploitation du gaz de couche</u>	Non concerné

Dispositions du projet de SDAGE concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation B-2</b>	Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau	<b>Disposition B-2.1</b>	<u>Améliorer la connaissance et la gestion de certains aquifères</u>	Non concerné
		<b>Disposition B-2.2</b>	<u>Mettre en regard les projets d’urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place</u>	Le site DIFRAMA est existant. Le site DIFRAMA possède une autorisation de rejets des services de la MEL. Cette autorisation est disponible en pièce jointe n°18.
<b>Orientation B-3</b>	Inciter aux économies d’eau	<b>Disposition B-3.1</b>	<u>Adopter des ressources alternatives à l’eau potable quand cela est possible</u> Pour économiser la ressource en eau potable, les utilisateurs d’eau seront incités à adopter des ressources alternatives de qualité inférieure (eau pluviale, eau épurée...) ou des techniques économes (recyclage...) pour des usages ne nécessitant pas une eau potable (arrosage, lavage, refroidissement...).	La Société DIFRAMA favorisera des ressources alternatives à l’eau potable quand cela sera possible.
<b>Orientation B-4</b>	Assurer une gestion de crise efficace lors des étiages sévères	<b>Disposition B-4.1</b>	<u>Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse</u>	Non concerné
<b>Orientation B-5</b>	Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d’eau potable	<b>Disposition B-5.1</b>	<u>Limiter les pertes d’eau dans les réseaux de distribution</u>	Non concerné
<b>Orientation B-6</b>	Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères	<b>Disposition B-6.1</b>	<u>Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers</u>	Non concerné
		<b>Disposition B-6.2</b>	<u>Organiser une gestion coordonnée de l’eau au sein des Commissions Internationales Escaut et Meuse</u>	Non concerné
<b>Enjeu C : S’appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations</b>				
<b>Orientation C-1</b>	Limiter les dommages liés aux inondations	<b>Disposition C-1.1</b>	<u>Préserver le caractère inondable de zones prédéfinies</u> Les documents d’urbanisme (SCOT, PLU, cartes communales) préservent le caractère inondable des zones définies, soit dans les atlas des zones inondables, soit dans les Plans de Prévention de Risques d’Inondations, soit à défaut dans les études hydrologiques et/ou hydrauliques existantes à l’échelle du bassin versant ou à partir d’évènements constatés ou d’éléments du PAGD (Plan d’Aménagement et de Gestion Durable) et du règlement du SAGE.	Non concerné
<b>Orientation C-1</b>	Limiter les dommages liés aux inondations	<b>Disposition C-1.2</b>	<u>Préserver et restaurer les Zones Naturels d’Expansion de Crues</u>	Non concerné



Dispositions du projet de SDAGE concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation C-2</b>	Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues	<b>Disposition C-2.1</b>	<u>Ne pas aggraver les risques d'inondations</u> Pour l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones, les orientations et les prescriptions SCOT (DOO) et les PLU (OAP et règlement) comprennent des dispositions visant à ne pas aggraver les risques d'inondations notamment à l'aval, en limitant l'imperméabilisation, en privilégiant l'infiltration, ou à défaut, la rétention des eaux pluviales et en facilitant le recours aux techniques alternatives et au maintien, éventuellement par classement, des éléments de paysage (haies...) en application de l'article L.123-1-5 7° du Code de l'urbanisme. Les autorisations et déclarations au titre du Code de l'environnement (loi sur l'eau) veilleront à ne pas aggraver les risques d'inondations en privilégiant le recours par les pétitionnaires à ces mêmes moyens.	Le site DIFRAMA est existant. Une demande d'autorisation de rejets a été effectuée auprès des services de la MEL. L'autorisation de déversement est présentée en pièce jointe n°18.  Le réseau d'assainissement public permet de recueillir les eaux pluviales et de les diriger vers la Becque de Wattignies qui se jette ensuite dans le canal de la Deûle.  Le projet ne modifiera pas significativement la situation existante. Selon les services de la MEL, le débit de rejets d'eau est actuellement conforme.
<b>Orientation C-3</b>	Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants	<b>Disposition C-3.1</b>	<u>Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versant</u>	Non concerné
<b>Orientation C-4</b>	Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau	<b>Disposition C-4.1</b>	<u>Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme</u>	Non concerné
<b>Enjeu D : Protéger le milieu marin</b>				
<b>Orientation D-1</b>	Réaliser ou réviser les profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées baignade et conchyliculture mentionnées dans le registre des zones protégées	<b>Disposition D-1.1</b>	<u>Mettre en place ou réviser les profils de vulnérabilité des baignades et conchylicoles</u>	Non concerné
		<b>Disposition D-1.2</b>	<u>Réaliser les actions figurant dans les profils de baignades et conchylicoles</u>	Non concerné
<b>Orientation D-2</b>	Limiter les risques microbiologiques en zone littorale ou en zone d'influence des bassins versants définie dans le cadre des profils de vulnérabilité pour la baignade et la conchyliculture	/	/	Non concerné
<b>Orientation D-3</b>	Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte	<b>Disposition D-3.1</b>	<u>Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement</u>  Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, morale ou physique) qui engagent une démarche de protection du littoral ou dont les projets impactent le littoral prennent en compte, à une échelle pertinente et argumentée, les impacts écologiques et sédimentologiques sur les milieux naturels. Les méthodes douces de gestion du trait de côte sont privilégiées par rapport aux aménagements lourds.	Non concerné

Dispositions du projet de SDAGE concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation D-4</b>	Intensifier la lutte contre la pollution issue des installations portuaires et des bateaux	<b>Disposition D-4.1</b>	<u>Réduire les pollutions issues des installations portuaires</u> Les autorités portuaires contribuent, dans le cadre de leurs compétences et avec l'ensemble des entreprises, collectivités et administrations concernées, à la définition des mesures de réduction des sources de pollutions portuaires. Elles systématisent la collecte et le traitement des eaux usées et des déchets issus des installations portuaires et des bateaux (équipement systématique des aires de carénage de dispositifs environnementaux).	Non concerné
<b>Orientation D-5</b>	Prendre des mesures pour lutter contre l'eutrophisation en milieu marin	<b>Disposition D-5.1</b>	<u>Mesurer les flux de nutriments à la mer</u> L'autorité administrative met en place un réseau pérenne d'estimation des flux de nutriments à la mer. Les flux à la mer devront permettre d'atteindre les objectifs environnementaux des eaux marines.	Non concerné
<b>Orientation D-6</b>	Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement	<b>Disposition D-6.1</b>	<u>Préserver les milieux riches et diversifiés ayant un impact sur le littoral</u> Les aménagements en milieu marin, notamment les stratégies locales de gestion du trait de côte, préserveront les milieux riches et diversifiés (notamment dans les sites Natura 2000 en mer, les sites classés, les réserves naturelles, les arrêtés de biotope et les terrains propriétés du conservatoire du littoral et gérés par les collectivités) en préservant et restaurant les habitats dans les zones humides adjacentes, les zones intertidales, le milieu marin et la gestion des apports d'eaux douces venant de l'amont.	Non concerné
<b>Orientation D-6</b>	Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement	<b>Disposition D-6.2</b>	<u>Rendre compatible l'extraction de granulats avec la diversité des habitats marins</u>	Non concerné

Dispositions du projet de SDAGE concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>Orientation D-6</b>	Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement	<b>Disposition D-6.3</b>	<u>Réduire les quantités de macro-déchets en mer et sur le littoral</u>  Les maitres d'ouvrage et les autorités administratives veillent à réduire les quantités de déchets dans les milieux aquatiques, dans le respect de l'usage des meilleures technologies disponibles à coût économiquement acceptable. A titre d'exemple, les actions suivantes pourront être mises en place :  • Equiper les exutoires pluviaux de dispositifs de récupération des macro-déchets dont l'impact en matière de déchets est avéré dans le milieu marin ;  • Mener des opérations en vue de collecter les déchets aquatiques flottants, notamment sur les sites constituant naturellement des lieux d'accumulation (embâcles, bras morts de cours d'eau, seuils et ouvrages hydrauliques...), les solutions retenues devant être compatibles avec les objectifs de renaturation des cours d'eau et de continuité écologique ;  • Encourager la collecte des macro-déchets accumulés au droit des ouvrages hydrauliques et en assurer un traitement correct en favorisant leur valorisation, quand cela est possible à coût économiquement acceptable ;  • Ramasser manuellement et de façon raisonnable les déchets littoraux, en laissant en place la laisse de mer ;  • Encadrer les usages et les activités s'exerçant sur le littoral et en mer et renforcer la valorisation et le retraitement de leurs déchets ;  • Sensibiliser les consommateurs (terriens, comme marins) afin de leur faire prendre conscience des enjeux se trouvant derrière l'abandon inapproprié des déchets et de leur indiquer les bons gestes à acquérir.	Non concerné
<b>Orientation D-7</b>	Assurer une gestion durable des sédiments dans le cadre des opérations de curage ou de dragage	<b>Disposition D-7.1</b>	<u>Réaliser des études d'impact lors des dragages-immersion des sédiments portuaires</u>	Non concerné
		<b>Disposition D-7.2</b>	<u>S'opposer à tout projet d'immersion en mer de sédiments présentant des risques avérés de toxicité pour le milieu</u>	Non concerné
Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau				
<b>Orientation</b>		<b>Disposition E-1.1</b>	<u>Faire un rapport annuel des actions des SAGE</u>	Non concerné

Dispositions du projet de SDAGE concernées				Dispositions prévues sur le site
<b>E-1</b>	Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE	<b>Disposition E-1.2</b>	<u>Développer les approches inter SAGE</u>	Non concerné
		<b>Disposition E-1.3</b>	<u>Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE</u>	Non concerné
<b>Orientation E-2</b>	Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs du SDAGE. L'autorité administrative favorise l'émergence de maîtres d'ouvrages pour les opérations les plus souvent « orphelines »	<b>Disposition E-2.1</b>	<u>Mettre en place la compétence GEMAPI</u>	Non concerné
		<b>Disposition E-2.2</b>	<u>Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs du SDAGE, du PAMM et du PGRI</u>	Non concerné
<b>Orientation E-3</b>	Former, informer et sensibiliser	<b>Disposition E-3.1</b>	<u>Soutenir les opérations de formation et d'information sur l'eau</u>	Non concerné
<b>Orientation E-4</b>	Adapter, développer et rationaliser la connaissance	<b>Disposition E-4.1</b>	<u>Acquérir, collecter, bancariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau</u>	Non concerné
<b>Orientation E-5</b>	Tenir compte du contexte économique dans l'atteinte des objectifs	<b>Disposition E-5.1</b>	<u>Développer les outils économiques d'aide à la décision</u>	Non concerné

## **2.2 ASPECT QUANTITATIF**

Selon la Doctrine Rejets du Bassin Artois-Picardie signée par le Préfet en Septembre 2011, la compatibilité quantitative au SDAGE doit être réalisée pour les rejets d'eaux usées industrielles ou domestiques des ICPE à autorisation, non raccordées à une station d'épuration urbaine, directement dans le milieu naturel.

Le site DIFRAMA sera raccordé à la station d'épuration de HOUPLIN-ANCOISNE pour ses rejets d'eaux usées sanitaires et résiduaires. La Doctrine rejet n'est donc pas applicable.

### **3 COMPATIBILITE AU SAGE MARQUE-DEULE**

Les orientations de gestion du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Marque-Deûle ont été étudiées afin de vérifier leur compatibilité avec le projet.

Les tableaux en pages suivantes reprennent les principales orientations du SAGE.

Les objectifs associés correspondant au règlement du SAGE Marque-Deûle sont notés en gras dans le tableau ci-dessous.

Le projet du site DIFRAMA ne portera pas atteinte aux enjeux du SAGE. Le site n'est pas situé en zone inondable et utilisera le réseau d'assainissement communal pour ses rejets aqueux.

**Règlement du SAGE Marque-Deûle :**

Dispositions du SAGE Marque-Deûle				Dispositions prévues sur le site
<i>Enjeu 1 : Gérer durablement les ressources en eau locales et sécuriser l'alimentation des territoires</i>				
Orientation 1-1	Mutualiser la connaissance du fonctionnement des nappes partagées et sécuriser les systèmes d'alimentation	Objectif associé 1	<u>Mutualiser et enrichir la connaissance souterraine</u>  Les ressources en eau souterraine sont la principale ressource en eau potable du territoire (80 % des prélèvements).  Elles sont complétées par un apport d'eau de surface, la Lys, située hors du territoire du SAGE Marque-Deûle. Les nappes souterraines sont aujourd'hui fragilisées par des problématiques qualitatives et quantitatives. En effet, les sollicitations importantes, sans concertation, des nappes ont réduit leurs capacités de production et diminué leur qualité. Ainsi, les ressources locales, dans les conditions d'exploitation actuelles, ne sont pas suffisantes pour les besoins futurs sans risquer de les dégrader et l'arrêt de fonctionnement d'une unité de production ne pourrait être compensé.	Le site DIFRAMA n'a pas d'impact sur la nappe d'eaux souterraines (rétentions adaptées et émissions d'effluents domestiques au réseau pour traitement en STEP).
		Objectif associé 2	<u>Engager un partage concerté des ressources et l'interconnexion de secours entre territoires</u>  Au cours du transfert de l'eau de son site de production à son utilisation, des volumes sont perdus via les unités de traitement, les réseaux, le gaspillage, les vols d'eau ou des utilisations peu adaptées. L'économie de l'eau est primordiale pour un territoire déjà limité dans ses ressources en eau.	La société DIFRAMA optimise sa consommation en eau. La majorité de sa consommation entre dans les produits fabriqués.
		Objectif associé 3	<u>Minimiser les pertes d'eau dans les réseaux de distribution d'eau potable et favoriser les économies d'eau</u>	La Société DIFRAMA suit sa consommation en eau pour rester vigilante sur les écarts entre consommation et volume au compteur d'eau.

Dispositions du SAGE Marque-Deûle				Dispositions prévues sur le site
Orientation 1.2	Reconquérir la qualité des ressources et préserver leur recharge quantitative	Objectif associé 4	<b><u>Protéger environnementalement les champs captants d'eau potable</u></b>  Le passé industriel du territoire du SAGE Marque-Deûle laisse encore des traces aujourd'hui par la présence de friches polluées. Ces sites génèrent des percolations de polluants, pénalisant la qualité des aquifères locaux.  Aussi, le territoire est également soumis à des pollutions aux ions perchlorates dans les captages d'eau potable, particulièrement sur le territoire des Communautés d'Agglomération Hénin-Carvin, de Lens-Liévin et du Douaisis. Ces micropolluants, vestiges du front de la première guerre mondiale et des sites de stockage de munitions, nécessitent une vigilance et un suivi particulier.	La société DIFRAMA reste vigilante et a mis en place les rétentions adaptées aux volumes stockés.
		Objectif associé 5	<b><u>Réduire les risques de transmission des pollutions historiques, accidentelles et industrielles aux masses d'eau</u></b>  La réglementation en matière d'alimentation en eau potable impose l'instauration de périmètres de protection autour des captages. Cependant, sur le territoire, l'ensemble des captages ne dispose pas de cette protection réglementaire ou, ou si elle existe, celle-ci peut se révéler obsolète. Ces protections réglementaires constituent des servitudes d'utilité publique qui encadrent les différents usages des sols pour se prémunir contre tout transfert ponctuel de polluants dans les nappes.	La société DIFRAMA a mis en place les rétentions adaptées aux volumes stockés.
		Objectif associé 6	<b><u>Veiller à l'application des dispositifs réglementaires de protection des captages d'eau potable</u></b>	La société DIFRAMA respectera les dispositifs réglementaires pour ne pas porter atteinte aux eaux souterraines.
Enjeu 2 : Préserver et reconquérir les milieux aquatiques				
Orientation		Objectif associé 7	<b><u>Améliorer la connaissance des milieux par un renforcement du réseau de suivi et de l'évaluation de l'état qualitatif</u></b>	Non concerné



Dispositions du SAGE Marque-Deûle				Dispositions prévues sur le site
2.1	Améliorer la connaissance des cours d'eau et maîtriser les pressions polluantes	Objectif associé 8	<u>Synthétiser la connaissance et limiter la pression d'assainissement</u>	Les effluents domestiques du site après passage dans le réseau d'assainissement public sont traités en station de traitement.
Orientation 2.2	Redonner et maintenir l'équilibre naturel des cours d'eau et leurs annexes hydrauliques	Objectif associé 9	<u>Restaurer et entretenir les cours d'eau à l'échelle des bassins-versants</u>	Non concerné
		Objectif associé 10	<u>Identifier et améliorer la continuité écologique des cours d'eau sur les secteurs prioritaires</u>	Non concerné
		Objectif associé 11	<u>Lutter contre les espèces envahissantes</u>	Non concerné
Orientation 2.3	Préserver les zones humides	Objectif associé 19	<u>Renforcer la connaissance en matière de zones humides, les identifier au fil du temps en amont des projets pour les préserver et éviter leur destruction</u>	Le site n'est pas situé en zone humide.
		Objectif associé 20	<u>Assurer la préservation et la protection des zones humides identifiées SAGE Marque-Deûle</u>	
Enjeu 3 : Prévenir et réduire les risques, intégrer les contraintes historiques				

Dispositions du SAGE Marque-Deûle				Dispositions prévues sur le site
Orientation 3.1	Prévenir et lutter contre le risque d'inondation	Objectif associé 12	<p><b><u>Archiver la mémoire des risques d'inondation et réduire leurs conséquences</u></b></p> <p>Le territoire du SAGE Marque-Deûle est ambivalent puisqu'il présente d'importants secteurs ruraux en miroir de grandes bandes urbaines.</p> <p>Ces dernières très imperméabilisées viennent limiter la capacité d'infiltration du territoire. Les eaux de ruissellement vont alors saturer les réseaux unitaires d'assainissement qui vont se déverser dans les milieux récepteurs lors d'événements orageux. Il est possible d'agir sur ces ruissellements urbains par une gestion durable des eaux pluviales à l'emprise foncière, en plus du déploiement de réseaux séparatifs.</p> <p>Les zones rurales subissent également les phénomènes d'érosion des sols et des coulées de boue. Cependant, le phénomène est plus mal connu, mais il est possible d'agir sur les ruissellements ruraux dans les axes préférentiels d'écoulement par le déploiement d'éléments fixes sur le territoire.</p>	Le site DIFRAMA est existant. Il n'est pas visé par le risque inondation.
		Objectif associé 13	<u>Prévenir et réduire les phénomènes de ruissellement</u>	
Orientation 3.2	Intégrer et réduire les conséquences des risques industriels, historiques et actuels	Objectif associé 14	<u>Investiguer et agir contre les dysfonctionnements hydrauliques provoqués par les affaissements miniers</u>	Non concerné
		Objectif associé 5	<u>Réduire les risques de transmission des pollutions historiques, accidentelles et industrielles aux masses d'eau</u>	La Société DIFRAMA est existante. Elle a mis en place les dispositifs de rétention et de confinement adéquats pour éviter toute pollution accidentelle au milieu naturel.
Orientation 3.3	Comprendre les phénomènes de sursédimentation, agir à la source et faciliter la valorisation des sédiments	Objectif général 7	<u>Comprendre les phénomènes de sursédimentation, agir à la source et faciliter la valorisation des sédiments</u>	Non concerné

Dispositions du SAGE Marque-Deûle				Dispositions prévues sur le site
<i>Enjeu 4 : Valoriser la présence de l'eau sur le territoire en développant ses usages économiques, sportifs et de loisirs</i>				
Orientation 4.1	Développer le potentiel du transport fluvial sur le territoire, notamment dans la perspective du canal Seine-Nord Europe	Objectif associé 15	<u>Dynamiser le recours au fret fluvial sur le bassin versant</u>	/
		Objectif associé 16	<u>Développer la plaisance et le transport fluvial des personnes</u>	/
Orientation 4.2	Développer les activités ludiques et sportives sur un territoire d'eau	Objectif associé 17	<u>Favoriser la constitution d'un réseau de circulation terrestre continu autour de la voie d'eau</u>	/
		Objectif associé 18	<u>Développer et concilier les activités ludiques et sportives sur l'eau</u>	/

Le tableau ci-dessous présente la conformité du projet de la société DIFRAMA à NOYELLES-LES-SECLIN avec le document PAGD du SAGE Marque-Deûle. Ce document est établi par la Commission Locale de l'Eau (CLE). Les dispositions qui sont présentées dans ce document se répartissent en 3 catégories :

- les engagements : la CLE s'engage à réaliser certaines actions via la structure porteuse du SAGE,
- les recommandations : elles sont sans portée juridique. Les acteurs concernés ne sont soumis à aucune contrainte et peuvent s'y conformer sur la seule base du volontariat,
- les prescriptions : ces dispositions s'imposent aux documents qui doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le PAGD, ce qui est notamment le cas des documents d'urbanisme. Les acteurs concernés doivent respecter les prescriptions du SAGE.

Dans ce tableau ne seront présentés et étudiés que les recommandations et les prescriptions. En effet, de par leur nature, les engagements sont uniquement dépendants de la CLE.

Orientation/recommandation	Situation de l'exploitation
Organisation générale 1	
Recommandation 1	
<p>Dans le cadre d'une gestion harmonisée des données et d'une alimentation continue de la « base de données Eau » centralisée, <b>les maîtres d'ouvrage compétents sont invités à transmettre régulièrement les données recueillies à la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle, suivant le cadre harmonisé qu'elle aura défini.</b></p>	<p>Recommandation prise en compte.</p>
Recommandation 2	
<p>Sur la base de l'inventaire réalisé par la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle sur les forages actifs ou abandonnés (non domestiques) et ouvrages de mesures du territoire, <b>les communes et intercommunalités ainsi que les maîtres d'ouvrage délégués sont invités à étendre leur suivi de l'état des nappes via ces points de mesure.</b></p>	<p>Pas de sondage, ni de forage au droit du site</p>

Recommandation 3	
Sur la base du recensement des forages actifs ou abandonnés (non domestiques) et ouvrages de mesures du territoire, <b>les services de l'État sont invités à statuer sur le devenir des anciens forages (comblement, points piézométriques, eau industrielle...), y compris pour la nappe des Sables du Landénien.</b>	Pas de sondage, ni de forage au droit du site
Recommandation 4	
Dans le cadre d'une valorisation des projets de connaissance mutualisée déjà existants, <b>les maîtres d'ouvrage sont invités à transmettre régulièrement les données communes (notamment projets SIGES et SCALWIN) pour les intégrer dans la base de données centrale.</b>	Recommandation prise en compte.
Recommandation 5	
Dans le cadre de l'amélioration des connaissances locales du fonctionnement des nappes, <b>les maîtres d'ouvrage sont invités à poursuivre et renforcer les suivis quantitatif et qualitatif des nappes. Il s'agira notamment d'assurer le suivi des pollutions pour les substances déclassantes, au titre des objectifs environnementaux de la Directive-Cadre sur l'Eau et des objectifs sanitaires de potabilisation de l'eau brute.</b>	Non concerné.

Recommandation 6	
<p>Forts de l'état des lieux et des données proposées au sein de la base de données centralisée et administrée par la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle, <b>les maîtres d'ouvrage sont invités à proposer des compléments au réseau de surveillance DCE des masses d'eau souterraine en partenariat avec les services et établissements publics de l'État</b>, afin d'améliorer le suivi des objectifs environnementaux de bon état fixés par l'Union européenne.</p>	Non concerné.
Objectif associé 2	
Recommandation 7	
<p>Afin de couvrir l'ensemble du territoire de données en matière de programmation et de gestion de l'alimentation en eau potable, <b>la Commission Locale de l'Eau encourage les communes et intercommunalités à élaborer ou actualiser leurs schémas directeurs d'eau potable s'ils n'existent pas encore ou s'ils nécessitent une mise à jour.</b></p> <p>Elle les encourage également à développer la planification de la production d'eau potable, quelle qu'en soit la forme, de façon à assurer la durabilité de cette production dans le cadre d'une approche moyen et long terme.</p>	Non concerné. La société n'est ni une commune ni une intercommunalité.
Recommandation 8	
<p><b>La Commission Locale de l'Eau invite les maîtres d'ouvrage à mettre en œuvre le schéma d'interconnexion de secours élaboré de façon concertée par la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle</b>, notamment par la réalisation des travaux préconisés identifiés.</p>	Le site DIFRAMA est existant. Des dispositifs de préservation des eaux souterraines (rétentions) ont été mises en œuvre et seront maintenus dans le temps.

Objectif associé 3	
Recommandation 9	
Afin de pouvoir comparer de manière pertinente les données en matière de performances des réseaux d'eau du territoire, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les maîtres d'ouvrage à définir sur le bassin versant une méthode uniforme et partagée de calcul des rendements, indices linéaires de perte (ILP) et de consommation (ILC) de distribution d'eau potable sur le territoire du SAGE Marque-Deûle.</b>	Non concerné. La société DIFRAMA ne réalise pas d'activités de distribution ni de revente d'eau potable.
Recommandation 10	
<p>Sur la base de la méthode harmonisée, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les maîtres d'ouvrage à calculer les rendements, les ILP et ILC de leurs réseaux et à définir des objectifs cibles, supérieurs ou égaux aux niveaux actuels, en adéquation avec les spécificités de leur territoire.</b></p> <p><b>Afin de minimiser les pertes d'eau dans les réseaux de distribution, la Commission Locale de l'Eau recommande aux maîtres d'ouvrage de fixer des objectifs cibles et progressifs, adaptés aux territoires ruraux ou urbains.</b></p>	Non concerné. La société DIFRAMA ne réalise pas d'activités de distribution d'eau potable.
Recommandation 11	
Pour un partage des données redéfinies, <b>la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle invite les maîtres d'ouvrage du territoire à communiquer leurs rendements, ILP et ILC</b> notamment au travers de leurs Rapports Annuels sur le Prix et la Qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement ainsi que les coûts associés (notamment la réparation des réseaux...).	Non concerné. La société DIFRAMA ne réalise pas d'activités de distribution d'eau potable.



Recommandation 12	
Afin de répondre aux attendus de performance fixée, la <b>Commission Locale de l'Eau invite les maîtres d'ouvrage à engager, en concertation avec l'Agence de l'Eau, des programmes d'actions pour atteindre les objectifs cibles de rendement et d'ILP des réseaux d'alimentation en eau potable, notamment en priorisant le renouvellement des réseaux.</b>	Non concerné. La société DIFRAMA ne réalise pas d'activités de distribution d'eau potable.
Recommandation 13	
<b>La structure porteuse invite les maîtres d'ouvrage à développer des ressources alternatives pour les usages ne nécessitant pas le recours à l'eau potable (arrosage des espaces verts, nettoyage voirie, process industriels...)</b>	Recommandation prise en compte.
<b>Objectif général 2</b>	
<b>Objectif associé 4</b>	
Recommandation 14	
Forte des démarches d'amélioration de la qualité des eaux souterraines d'ores et déjà mises en œuvre sur le territoire, la <b>Commission Locale de l'Eau invite les maîtres d'ouvrage à poursuivre les programmes d'actions engagés dans les Aires d'Alimentation de Captages existantes.</b>	Non concerné.

Recommandation 15	
<p>Afin d'améliorer localement la connaissance du fonctionnement des nappes souterraines exploitées en eau potable, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les maîtres d'ouvrage à définir des Aires d'Alimentation des Captages (AAC) pour les champs captants identifiés comme nécessitant une protection supplémentaire.</b></p> <p><b>Cette délimitation s'accompagne de l'identification des zones de vulnérabilité intrinsèque de la nappe.</b></p>	<p>La société DIFRAMA est existante. Elle n'est pas compétente dans ce type de prestations (délimitation d'AAC).</p> <p>La Société DIFRAMA respectera les prescriptions AAC2 et a mis en place des dispositifs de protection liés à ces activités au droit du site.</p>
Recommandation 16	
<p>Le cas échéant, afin de mettre en cohérence localement l'ensemble des démarches et objectifs de protection des ressources en eau souterraine, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les maîtres d'ouvrage compétents à adapter les périmètres et le contenu multipressions des ORQUE aux périmètres des AAC et à la vulnérabilité des sols (géologie et pédologie).</b></p>	<p>La société DIFRAMA est existante. Elle n'est pas compétente dans ce type de prestations.</p>
Recommandation 17	
<p>Sur la base des études de délimitation des AAC réalisées, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les maîtres d'ouvrage compétents ainsi que l'État à mettre en place des programmes d'actions environnementaux et multi-acteurs pour limiter la pollution des captages. Elle invite également le préfet à arrêter toute mesure aux fins de la protection des nappes ou du renforcement des mesures existantes.</b></p> <p>Cette disposition s'applique là où aucun programme n'est mis en œuvre.</p>	<p>La société DIFRAMA est existante. La Société DIFRAMA respectera les prescriptions AAC2 et a mis en place des dispositifs de protection liés à ces activités au droit du site.</p>

Prescription 1	
Afin de valoriser les connaissances acquises dans ces programmes d'actions et concilier aménagement du territoire avec la préservation de la ressource en eau, <b>le SAGE Marque-Deûle prescrit aux collectivités territoriales et leurs établissements publics locaux compétents en matière d'urbanisme d'intégrer les AAC et leurs zones de vulnérabilité dans les documents de planification et d'urbanisme. L'aménagement du territoire projeté doit tenir compte de cette connaissance.</b>	Non concerné. La société n'est ni une collectivité territoriale, ni un établissement public.
Recommandation 18	
Afin d'améliorer la conformité des installations d'assainissement non collectif en secteurs de champs captants, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les services de l'État à mettre en œuvre des Zones à Enjeux Sanitaires (ZES) dans les zones vulnérables des Aires d'Alimentation des Captages, dans les secteurs de champs captants géologiquement les plus sensibles.</b>	Non concerné. La société n'est pas un service de l'Etat.
Recommandation 19	
Afin de lutter efficacement contre les pressions polluantes générées par les installations d'assainissement non collectif, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les SPANC à harmoniser et renforcer les contrôles et à vérifier l'entretien des installations dans les Zones à Enjeux Sanitaires dans les secteurs de champs captants géologiquement les plus sensibles, en identifiant les dispositifs à remettre aux normes.</b>	Non concerné. La société est reliée à un service d'assainissement collectif.

## Recommandation 20

Dans un objectif de limitation des dysfonctionnements et fuites rencontrés sur les réseaux d'assainissement locaux provoquant des pollutions du milieu récepteur et des ressources en eau, **la Commission Locale de l'Eau invite les maîtres d'ouvrage, au sein des secteurs de champs captants géologiquement les plus sensibles, à :**

- **prioriser les contrôles de bon raccordement et les opérations d'extension de la collecte des eaux usées ;**
- **améliorer la connaissance et l'état des réseaux d'assainissement existants ;**
- **renforcer les contrôles des dispositifs d'assainissement non collectif.**

Recommandation prise en compte.

## Objectif associé 5

## Recommandation 21

La Commission Locale de l'Eau rappelle que dans le cadre de la création et de l'exploitation d'une ICPE soumise au régime d'autorisation, **les exploitants sont tenus de réaliser une étude et un suivi de l'impact des activités sur la ressource en eau, comme ils sont tenus de remettre le site en l'état en fin d'exploitation, en concertation avec les services de l'État, et attester de la bonne exécution de leurs obligations avec un document récapitulatif qui fait suite à son projet de remise en état accepté par le préfet. Ces études et le suivi pourront s'appuyer sur des carottages *in situ* et des modélisations permettant d'affiner les connaissances des mécanismes de migration/comportement des différents polluants dans les milieux aquatiques. Ces études et suivis, qui constituent des documents administratifs, sont librement accessibles à toute personne sur demande auprès du préfet, sous les réserves notamment de l'article L. 124-4 du Code de l'environnement. La Commission Locale de l'Eau encourage toutefois les exploitants producteurs de ces documents à les transmettre spontanément à la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle. Il en va de même pour les études d'impact préalables à ces projets, ainsi que pour les données relatives à l'eau qui seraient produites par les exploitants dans le cadre de leur autorisation délivrée au titre de la nomenclature « eau », y compris l'étude d'incidence préalable à la délivrance de leur autorisation.**

Non concerné.  
La société n'est pas une ICPE soumise à autorisation.

Recommandation 22	
Afin de quantifier les risques de pollution sur le territoire, <b>la Commission Locale de l'Eau encourage les collectivités locales, les propriétaires, les aménageurs ou porteurs de projet à mener des investigations pour améliorer la connaissance environnementale des secteurs pouvant induire des risques de pollution des milieux en raison des antécédents industriels ou des pratiques qui auraient pu générer des conséquences environnementales sur la ressource en eau et les milieux aquatiques.</b> Elle les encourage également à transmettre les conclusions de ces études à la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle.	Recommandation prise en compte.
Recommandation 23	
Sur la base des investigations réalisées pour déterminer l'impact des risques de pollution de la ressource en eau, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les propriétaires, aménageurs ou porteurs de projet à mettre en œuvre les dispositions prévues en matière de gestion environnementale et notamment celles afférentes à la gestion des pollutions des milieux suivant les méthodologies nationales applicables en la matière (diagnostic de reconnaissance de pollution des sols et des eaux souterraines).</b>	Recommandation prise en compte.
Objectif associé 6	
Recommandation 24	
<p>Afin d'assurer la prise en considération locale de la protection des captages d'eau potable, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les maîtres d'ouvrage et producteurs d'eau à rappeler les prescriptions applicables aux usages des sols, à intervalles réguliers, aux personnes publiques, propriétaires de terrains et exploitants agricoles concernés par les périmètres de protection.</b></p> <p>Cette disposition s'applique notamment aux autorisations administratives anciennes.</p>	Le site de la société est conforme aux documents d'urbanisme en vigueur afférents au zonage dans lequel elle se trouve.

Recommandation 25	
Pour alimenter la « base de données Eau », les maîtres d'ouvrage et producteurs d'eau du territoire sont invités à transmettre leurs données et mises à jour en matière de protections réglementaires des captages d'eau potable à la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle.	La Société DIFRAMA prend en compte les prescriptions réglementaires associées à sa zone d'implantation.
Recommandation 26	
Afin de doter de protections réglementaires adaptées l'ensemble des captages recensés et actifs du territoire, les maîtres d'ouvrage et producteurs d'eau sont invités à vérifier la conformité réglementaire des dispositifs de protection des captages d'eau potable et à solliciter le cas échéant auprès du préfet une DUP pour chacun des captages du territoire et mettre à jour les DUP non actualisées.	La Société DIFRAMA prend en compte les prescriptions réglementaires associées à sa zone d'implantation.
Recommandation 27	
Les collectivités territoriales et leurs établissements publics locaux compétents en matière d'urbanisme sont invités à vérifier que les servitudes d'utilité publique protégeant les captages dans le cadre d'une DUP ont bien été annexées aux documents d'urbanisme (SCoT, PLU, carte communale...) dans les délais requis afin qu'elles soient opposables, situation que doivent également vérifier les services de l'État afin que le préfet puisse, le cas échéant, se substituer à l'autorité compétence afin d'annexer la servitude après une mise en demeure restée sans effet.	Non concerné. La société n'est ni une collectivité territoriale, ni un établissement public.

Orientation 2	
Objectif général 3	
Objectif associé 7	
Recommandation 28	
<p>Afin d'assurer une harmonisation de suivi de la qualité des cours d'eau du territoire, <b>la Commission Locale de l'Eau recommande, aux propriétaires et gestionnaires du réseau de suivi de qualité, de poursuivre leur suivi selon le cadre de données harmonisé proposé par la structure porteuse du SAGE.</b></p> <p>Ainsi, sur la base de l'analyse de la couverture du territoire partagée avec les maîtres d'ouvrage compétents et l'Etat, au regard des objectifs qualité de la DCE, <b>les services de l'Etat sont invités à ajuster et compléter, si nécessaire, le réseau de surveillance DCE des masses d'eau superficielle, en déplaçant ou en équipant des points de mesures.</b></p> <p>Aussi, afin de garantir la connaissance de l'ensemble du réseau hydrographique du territoire, <b>la Commission Locale de l'Eau encourage les maîtres d'ouvrage compétents et gestionnaires à assurer un suivi adapté de la qualité du réseau secondaire de cours d'eau.</b></p> <p><b>Les détenteurs de données transfèrent</b> les résultats de leur suivi à la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle afin de les intégrer dans la "base de données Eau".</p>	<p>Non concerné. La société n'est ni propriétaire ni gestionnaire du réseau de suivi de qualité.</p>



Objectif associé 8	
Recommandation 29	
Afin de centraliser la connaissance des pressions sur les cours d'eau du territoire, <b>les acteurs du territoire (maîtres d'ouvrage d'assainissement, Chambre d'Agriculture, CCI, services et établissements publics d'État...) sont invités à transmettre à la structure porteuse du SAGE les données disponibles sur les rejets non domestiques</b> (localisation, milieu récepteur, données qualitatives et quantitatives).	Le site n'a pas de rejets d'eaux usées industrielles hormis les rejets non pollués de son osmoseur.
Recommandation 30	
Sur le fondement de l'article L.2224-10 CGCT, <b>la Commission Locale de l'Eau rappelle l'obligation des communes et intercommunalités à délimiter les zones d'assainissement collectif et les zones relevant de l'assainissement non-collectif. Elle les invite à mettre régulièrement à jour ces documents afin de tenir compte des évolutions du territoire.</b>	Non concerné. La société n'est ni une collectivité territoriale, ni une intercommunalité.

## Recommandation 31

Dans le cadre d'une réduction des pressions polluantes sur les cours d'eau, et dans les zones à enjeu environnemental déterminées **les collectivités territoriales et les établissements publics locaux en charge du Service Public d'Assainissement Non Collectif** sont invités à :

- **prioriser leurs contrôles et la mise à jour de leurs données concernant la conformité des dispositifs d'assainissement non collectif présents dans ces secteurs ;**
- **assurer un contrôle des dispositifs connus comme défectueux, afin de notifier aux propriétaires leur obligation de mise en conformité de leur installation conformément aux termes de l'arrêté préfectoral de détermination de la zone à enjeu environnemental.**

Non concerné.

La société n'est ni une collectivité territoriale, ni un établissement public.

## Recommandation 32

Dans le cadre d'une réduction des pressions sur les cours d'eau et en référence aux conclusions de l'analyse des pressions d'assainissement pénalisantes réalisée par la structure porteuse du SAGE, la **Commissions Locale de l'Eau** invite **les collectivités territoriales et les établissements publics locaux compétents en assainissement collectif ainsi que les responsables de rejets, à réduire la quantité de pollution émise par leurs rejets identifiés comme « points noirs ».**

Non concerné.

La société n'est ni une collectivité territoriale, ni un établissement public.

## Recommandation 33

Afin de réduire la pression exercée par l'assainissement collectif et/ou non collectif sur les cours d'eau du territoire, **la Commission Locale de l'Eau invite les collectivités territoriales et les établissements publics locaux compétents à mettre en place un programme d'actions adapté aux objectifs sectorisés de bon état qualitatif.**

En référence aux objectifs de qualité fixés lors de la confrontation entre pollution et état du milieu récepteur, les acteurs sont donc invités à mettre en œuvre les actions préventives et curatives visant à réduire ces pressions comme une priorisation des contrôles des dispositifs d'assainissement non collectif ou de bon raccordement au système de collecte d'assainissement collectif, des opérations d'extension de la collecte des eaux usées, une gestion patrimoniale, d'optimisation du fonctionnement des déversoirs d'orage et/ou encore de réduction de la pression générée par les rejets des stations d'épuration dans les secteurs où la pression est jugée excessive.

Non concerné.  
La société n'est ni une collectivité territoriale, ni un établissement public.

## Objectif général 4

## Objectif associé 9

## Recommandation 34

En préalable à toute intervention ou aménagement sur un cours d'eau, **la Commission Locale de l'Eau recommande aux maîtres d'ouvrage d'intégrer les opérations de restauration, de reconquête et d'amélioration qualitative de l'existant dans leurs projets (hydromorphologie, continuité écologique, espèces invasives...).** Aussi, dans le cadre des restaurations de cours d'eau, la Commission Locale de l'Eau encourage en 1<sup>er</sup> lieu l'utilisation du génie végétale et d'espèces locales.

Conforme / Non concerné.

Recommandation 35	
Sur la base de l'inventaire réalisé par la structure porteuse du SAGE, la Commission Locale de l'Eau rappelle <b>l'obligation d'établir systématiquement un « plan de gestion » pour tout type d'entretien des cours d'eau, pluriannuel et à l'échelle du bassin versant, à l'ensemble des maîtres d'ouvrage.</b>	Non concerné. Le projet n'impacte pas les berges du cours d'eau.
Objectif associé 10	
Recommandation 36	
Dans le cadre d'une restauration de la continuité écologique du territoire, <b>la Commission Locale de l'Eau encourage les fédérations de pêche à évaluer l'état de la population piscicole, définir des espèces repères et transmettre ces informations à la structure porteuse du SAGE selon un mode de transmission des données défini conjointement.</b>	Non concerné. La société n'est pas une fédération de pêche.
Prescription 2	
Dans le but d'améliorer la connaissance des ouvrages impactant la continuité écologique des cours d'eau du territoire (latérale comme longitudinale), <b>la Commission Locale de l'Eau demande aux collectivités territoriales et les établissements publics compétents de réaliser une identification de ces ouvrages prioritaires, le cas échéant en lien avec leurs documents d'urbanisme qui doivent déterminer les modalités de protection des espaces nécessaires à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques. Une analyse multicritères intégrant les facteurs économiques sur les réaménagements possibles des ouvrages vient compléter cette identification</b>	Non concerné. La société n'est ni une collectivité territoriale, ni un établissement public.

Recommandation 37	
Afin d'assurer une continuité écologique la Commission Locale de l'Eau incite les acteurs du territoire à adhérer à la <b>stratégie de restauration de la continuité écologique amont/aval sur le bassin versant, inter-SAGE et transfrontalière développée par le SAGE Marque-Deûle.</b>	Recommandation prise en compte.
Objectif associé 11	
Recommandation 38	
Afin d'aider les acteurs locaux dans la lutte contre les espèces envahissantes, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les acteurs locaux à utiliser le guide local d'identification et de lutte contre les espèces envahissantes établi par la structure porteuse du SAGE et les outils d'identification collectés.</b>	Recommandation prise en compte.
Recommandation 39	
Afin d'améliorer les connaissances dans la lutte contre les espèces envahissantes, <b>la Commission Locale de l'Eau invite la cellule de veille sur les espèces envahissantes à mener une prospection sur les techniques existantes et développer un protocole d'expertise et de coordination pour les interventions de lutte à l'échelle du SAGE et inter-SAGE.</b>	Non concerné. La société ne fait pas partie de la cellule de veille sur les espèces envahissantes.
Recommandation 40	
Afin de lutter contre les espèces envahissantes sur le territoire, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les maîtres d'ouvrage locaux à mettre en œuvre les opérations de lutte contre les espèces envahissantes et à éviter leur propagation dès détection ou en prévention.</b>	Recommandation prise en compte.

Objectif général 10	
Objectif associé 19	
Prescription 3	
<p>Afin d'éclairer les décideurs publics et privés dans leurs choix d'aménagement du territoire au regard de la problématique de préservation des zones humides, <b>les collectivités locales et leurs groupements compétents dans l'élaboration des documents d'urbanisme retranscrivent les données cartographiques des zones humides avérées du SAGE Marque-Deûle ou des faisceaux de présomption d'existence de zones humides</b> (zones à dominante humide issues du SDAGE du bassin Artois-Picardie) dans les documents d'urbanisme en portant une attention particulière sur les différentes échelles de ces données.</p> <p>Cette retranscription cartographique et de sa réglementation inhérente peut s'inscrire dans l'utilisation d'outils existants dans le Code de l'urbanisme (SCoT art. L. 151-23, PLU art. L. 141-10 et carte communale art. L. 161-4).</p>	<p>Non concerné. La société n'est ni une collectivité territoriale, ni un groupement compétent dans l'élaboration des documents d'urbanisme.</p>

## Recommandation 41

La Commission Locale de l'Eau du SAGE Marque-Deûle a réalisé un inventaire des zones humides avérées (au sens réglementaire) sur le territoire et à une échelle au 1/5000.

**Cet inventaire n'est cependant pas exhaustif : celui-ci s'est concentré sur les secteurs à forte densité de zones humides et compilant des enjeux environnementaux importants dans l'état actuel des connaissances en lien avec ces zones humides (enjeu « eau potable », enjeu d'inondation, présence de cours d'eau et enjeu de biodiversité).**

Dès lors, le territoire comporte encore des incertitudes sur l'existence ou non de zones humides au sein de l'enveloppe des zones à dominante humide, à travers l'inventaire du SAGE Marque-Deûle.

Afin de lever au fil de l'eau ces incertitudes, de renforcer l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire en évitant la destruction des zones humides, la Commission Locale de l'Eau invite les collectivités locales et leurs groupements compétents en matière d'urbanisme dans l'élaboration des documents d'urbanisme (SCoT, PLU, carte communale), au gré des modifications et des révisions de ces documents dans le cadre de nouvelles ouvertures à l'urbanisation, **à réaliser un inventaire** complémentaire.

Celui-ci doit se réaliser à l'échelle parcellaire, autant que possible, et identifier les zones humides répondant aux critères de définition et de délimitation des zones humides fixés par l'arrêté du 24 juin 2008.

Ces inventaires doivent être réalisés sur des périodes favorables pour l'évaluation écologique et hydraulique des zones humides et être conduits par un organisme compétent.

Ces inventaires doivent prendre en compte les consultations des acteurs de terrain qui communiquent leur retour d'expérience.

La boîte à outils réalisée par la structure porteuse du SAGE sert d'éclairage en la matière.

Non concerné / Conforme.

La société n'est ni une collectivité territoriale, ni un groupement compétent dans l'élaboration des documents d'urbanisme.

## Recommandation 42



<p>Dans le cadre de l'amélioration des connaissances sur les zones humides du territoire du SAGE Marque-Deûle, <b>les pétitionnaires, les collectivités et les services de l'État (Direction Départementale des Territoires et de la Mer, Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement et Direction Départementale de la Protection de la Population) sont invités à transmettre à la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle les résultats de leurs diagnostics d'identification des zones humides à réaliser dans le cadre des dossiers « Loi sur l'Eau » pour les déclarations et les demandes d'autorisation, que ce soit de façon autonome ou dans le cadre d'une autorisation unique.</b></p>	<p>Non concerné. La société n'est ni une collectivité territoriale, ni un groupement compétent dans l'élaboration des documents d'urbanisme.</p>
Objectif associé 20	
Recommandation 43	
<p>Dans le cadre de la protection des zones humides du territoire et afin de limiter leur disparition, <b>les collectivités locales et leurs groupements compétents dans l'élaboration des PLU sont invités à ne plus inscrire en Espace Boisé Classé (C. urb., art. L. 113-1), au sein des Zones à Dominantes Humides du SDAGE et des Zones Humides identifiées par le SAGE, les boisements constitués d'espèces faiblement adaptées aux milieux humides et notamment les peupleraies.</b> Le régime des EBC pérennise, en effet, le boisement et fait que les coupes et abattages sont suivis d'une revégétalisation (spontanée ou artificielle). <b>Or, ce type de boisement peut s'avérer peu compatible avec les objectifs de maintien ou de restauration de l'expression des fonctionnalités des milieux humides, la préservation des espèces associées et la présence d'une mosaïque de milieux dans ces espaces.</b></p>	<p>Non concerné. La société n'est ni une collectivité territoriale, ni un groupement compétent dans l'élaboration des documents d'urbanisme.</p>



**Prescription 4**

L'inventaire mené dans le cadre de l'élaboration du SAGE Marque-Deûle a conduit à déterminer **les zones humides dont la qualité sur le plan fonctionnel et de la biodiversité est remarquable**. Celles-ci sont repérées dans le règlement cartographique situé en annexe 1.

Pour ces zones toute décision administrative, doit prendre en compte **la préservation des fonctionnalités** et le **maintien des surfaces** de ces zones humides.

Ces zones humides sont classées, dans les documents d'urbanisme (document d'orientation et d'objectifs du SCOT, documents graphiques et règlement du PLU, secteurs de la carte communale), dans un cadre interdisant toutes occupations du sol et utilisations.

Des exceptions s'appliquent à ces principes pour :

- les travaux d'extensions et de réhabilitations des ouvrages, des installations d'eau potable et d'assainissement et des réseaux d'eau potable et d'assainissement d'énergie de télécom ou hydrocarbures, sous réserve d'une préservation des fonctionnalités de leur équivalence surfacique des zones humides après travaux ;
- les travaux, ouvrages et installations à vocation pédagogique, cynégétique ou scientifique en lien avec la nature même de la zone humide et sous réserve des maintiens ou l'amélioration des fonctionnalités de la zone humide ;
- les travaux, ouvrages et installations contributifs à l'exercice de la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations (GEMAPI) et sous réserve des maintiens ou l'amélioration des fonctionnalités de la zone humide ;
- les travaux visant à améliorer le confort, la solidité des bâtiments, dans le volume existant, dans le respect du caractère humide de la zone ;
- les travaux ou aménagements visant à renforcer l'expression des fonctionnalités environnementales et la biodiversité intégrée dans les plans de gestion et d'entretien des zones humides ;
- la création, l'entretien ou l'extension de cheminements doux ;
- la création, l'entretien ou l'extension de renforcements dédiés aux accès pour les services de sécurités.

Non concerné.

L'inventaire mené dans le cadre de l'élaboration du SAGE Marque-Deûle a conduit à identifier les zones humides où des actions de restauration/réhabilitation sont nécessaires, repérées dans le règlement cartographique.

La commune de NOYELLES-LES-SECLIN n'est pas concernée par une zone humide à restaurer sur le SAGE Marque Deûle. La ZDH la plus proche est située en limite de commune à 980 m au Nord-Est du site.

## Prescription 5

L'inventaire mené dans le cadre de l'élaboration du SAGE Marque-Deûle a conduit à déterminer **les zones humides où des actions de restauration/réhabilitation sont nécessaires**, repérées dans le règlement cartographique situé en annexe 1.

Ces zones et les secteurs immédiatement contigus constituent **le siège privilégié d'accueil des opérations de compensation** autorisées au titre du Code de l'Environnement impliquant, après leur mise en œuvre, des garanties de gestion et de protection pérenne, par le maître d'ouvrage réalisant cette compensation.

Aussi, ces zones humides sont classées, dans les documents d'urbanisme (document d'orientation et d'objectifs du SCOT, documents graphiques et règlement du PLU, zone de la carte communale), dans un cadre interdisant toutes occupations du sol et utilisations.

Des exceptions s'appliquent à ce principe pour :

- les projets reconnus comme d'intérêt général au titre du Code de l'urbanisme (art. L. 102-1) et / ou au Code de l'environnement (art. L. 126-1) ;
- les travaux d'extensions et de réhabilitations des ouvrages, des installations d'eau potable et d'assainissement et des réseaux d'eau potable et d'assainissement d'énergie de télécom ou hydrocarbures, sous réserve d'une préservation des fonctionnalités de leur équivalence surfacique des zones humides après travaux ;
- les travaux, ouvrages et installations à vocation pédagogique, cynégétique ou scientifique en lien avec la nature même de la zone humide et sous réserve des maintiens ou l'amélioration des fonctionnalités de la zone humide ;
- les travaux, ouvrages et installations contributifs à l'exercice de la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations (GEMAPI) et sous réserve des maintiens ou l'amélioration des fonctionnalités de la zone humide ;
- les travaux visant à améliorer le confort, la solidité des bâtiments, dans le volume existant, dans le respect du caractère humide de la zone ;
- l'ensemble des travaux, ouvrages, installations relevant des opérations de compensations autorisées au titre du code de l'environnement et prescrit par la Police de l'eau ;
- les travaux, aménagements et opérations de gestion contribuant au renforcement de leurs fonctionnalités environnementales ;
- la création, l'entretien ou l'extension de cheminements doux ;
- la création, l'entretien ou l'extension de renforcements dédiés aux accès pour les services de sécurité ;
- les opérations de reconquêtes des sols pollués et autres friches industrielles.

Non concerné.

L'inventaire mené dans le cadre de l'élaboration du SAGE Marque-Deûle a conduit à identifier les zones humides où des actions de restauration/réhabilitation sont nécessaires, repérées dans le règlement cartographique.

La commune de NOYELLES-LES-SECLIN n'est pas concernée par une zone humide à restaurer sur le SAGE Marque Deûle. La ZDH la plus proche est située en limite de commune à 980 m au Nord-Est du site.

**Prescription 6**

L'inventaire mené dans le cadre de l'élaboration du SAGE Marque-Deûle a conduit à déterminer les zones humides qui permettent le maintien et le développement d'une agriculture viable et économiquement intégrée dans les territoires et la préservation des zones humides et de leurs fonctionnalités. Celles-ci sont repérées dans le règlement cartographique situé en annexe 1.

Dans ce but, ces zones humides sont classées, dans les documents d'urbanisme (document d'orientation et d'objectifs du SCOT, documents graphiques et règlement du PLU, zone de la carte communale), par un règlement ou autre disposition de nature équivalente, opposable aux autorisations d'occuper le sol :

- garantissant une activité agricole compatible avec le caractère de la zone humide et interdisant en conséquence le changement de destination de l'occupation des sols et pérennisant l'activité compatible ;
- permettant la construction de bâtiments nécessaires à la poursuite de l'activité agricole compatible, encadrée par la réglementation nationale en matière de zones humides ;
- permettant les opérations contribuant au renforcement de leurs fonctionnalités environnementales et de biodiversité ;
- permettant l'entretien des chemins d'accès aux sites ;
- permettant la création, l'entretien ou l'extension de cheminements doux ;
- permettant la réalisation des projets reconnus comme d'intérêt général au titre de l'article L. 102-1 du Code de l'urbanisme et / ou de l'article L. 126-1 du Code de l'environnement ou d'intérêt public local ;
- les opérations de reconquêtes des sols pollués et autres friches industrielles.

Aussi, ces zones humides accueillent préférentiellement les dispositifs d'aide au maintien, installation et développement des activités agro-pastorales compatibles avec les zones humides.

Non concerné.

L'inventaire mené dans le cadre de l'élaboration du SAGE Marque-Deûle a conduit à identifier les zones humides où des actions de restauration/réhabilitation sont nécessaires, repérées dans le règlement cartographique.

La commune de NOYELLES-LES-SECLIN n'est pas concernée par une zone humide à restaurer sur le SAGE Marque Deûle. La ZDH la plus proche est située en limite de commune à 980 m au Nord-Est du site.

Orientation 3	
Objectif général 5	
Objectif associé 12	
Recommandation 44	
Afin de valoriser l'existence d'une base de données centralisée sur le risque d'inondation, <b>les maîtres d'ouvrage et acteurs locaux sont invités à transmettre leurs données et mises à jour à la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle.</b>	<p>Non concerné.</p> <p>La société ne dispose d'aucune donnée vis-à-vis du risque inondation.</p>
Prescription 7	
<p>Afin de prévenir localement les aléas sur les biens et les personnes, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les collectivités territoriales et leurs établissements publics locaux compétents en matière d'urbanisme à intégrer les risques d'inondation dans leur politique d'aménagement du territoire et dans leurs documents d'urbanisme, dans le respect des contraintes qui sont les leurs en ce domaine.</b></p> <p><b>A cet effet, les données du risque inondation doivent être retranscrites dans les documents d'urbanisme dans lesquels des prescriptions d'évitement et d'adaptation doivent être mises en œuvre. Cette incorporation visera notamment à limiter l'imperméabilisation des sols dans les secteurs soumis à un fort enjeu inondation. Aussi, les servitudes d'utilité publique en la matière (PPRI) doivent être annexées aux documents d'urbanisme (SCOT, PLU...) dans les délais requis afin de pérenniser leur opposabilité. Les services de l'Etat doivent vérifier cette intégration afin que le préfet puisse, le cas échéant, se substituer à l'autorité compétente pour annexer la servitude après mise en demeure restée sans effet, selon les termes des articles L. 153-60 (PLU) et L. 163-10 (carte communale) du code de l'urbanisme.</b></p> <p>Cette intégration peut s'appuyer sur les données centralisées par la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle.</p>	<p>Non concerné.</p> <p>La société n'est ni une collectivité territoriale, ni un établissement public compétent en matière d'urbanisme.</p>

Recommandation 45	
<b>Les communes et intercommunalités sont invités à satisfaire leurs obligations issues de l'article R. 125-11 du Code de l'environnement en matière de réalisation de documents d'inventaire des risques sur leurs territoires respectifs. Les maires sont également invités à réaliser les inventaires des repères de crues historiques présents dans sa commune et de procéder, avec l'appui des services de l'État à l'installation de repères correspondant aux plus hautes eaux connues (Code de l'environnement, art. R. 563-12).</b>	Non concerné. La société n'est ni une commune ni une intercommunalité.
Recommandation 46	
<b>Afin de construire une stratégie partagée de surveillance, d'alerte et de gestion de crise, la Commission Locale de l'Eau invite les collectivités et leurs établissements publics compétents à suivre les propositions d'amélioration mises en évidence par la structure porteuse ou aux SLGRI. Ceci pourra notamment se traduire via la rédaction de scénarios de gestion de crise et par leur intégration dans les Plans Communaux de Sauvegarde.</b>	Non concerné. La société n'est ni une collectivité, ni un établissement public.
Objectif associé 13	
Recommandation 47	
<b>Au regard de l'état des lieux dressé et de la réglementation en la matière, la Commission Locale de l'Eau rappelle aux collectivités territoriales et leurs établissements publics compétents leur obligation de réaliser un zonage pluvial.</b>	Non concerné. La société n'est ni une collectivité territoriale, ni un établissement public.

Prescription 8	
<p>Les documents d'urbanisme doivent être compatibles, ou rendus compatibles, avec les objectifs de réduction du risque d'inondation et de non-aggravation de ses aléas.</p> <p>Afin de limiter les ruissellements urbains à la source, <b>les documents de planification et d'urbanisme intègrent les zonages pluviaux et les principes d'une politique de gestion des eaux pluviales en favorisant l'infiltration au plus près du point de chute, à l'unité foncière ou à la parcelle.</b></p>	<p>Prescription prise en compte.</p> <p>Le site DIFRAMA est existant et ne comporte pas d'extension. La position du site ne permet pas l'infiltration au droit de la parcelle. Les eaux pluviales de ruissellement sont repris dans le réseau d'assainissement géré par la MEL.</p>
Prescription 9	
<p>Sur la base des travaux de l'instance de coordination, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les maîtres d'ouvrage compétents à instaurer des débits de fuite sectorisés, tenant compte des spécificités locales et s'appuyant notamment sur les territoires à enjeux définis dans les zonages pluviaux.</b></p> <p><b>Les débits de fuite fixés s'imposent à chaque plan, programme, opération ou projet via leur intégration dans les documents d'urbanisme et de planification.</b></p>	<p>Prescription prise en compte.</p> <p>Le site DIFRAMA est existant et ne comporte pas d'extension. Le débit d'eaux pluviales en sortie de site est limité par la dimension des canalisations au point de rejet vers le réseau d'assainissement.</p>
Recommandation 48	
<p>Afin d'intégrer au mieux la gestion des eaux pluviales dans leurs opérations, <b>les porteurs de projets et aménageurs poursuivent un objectif de « zéro rejet au réseau d'assainissement » et d'infiltration optimisée, en cas d'impossibilité, ils sont invités à se rapprocher des maîtres d'ouvrage et gestionnaires pour connaître leurs préconisations (notamment quant à la définition d'un débit de fuite).</b></p>	<p>Prescription prise en compte.</p> <p>Le site DIFRAMA est existant et ne comporte pas d'extension. Les eaux pluviales du site sont déjà gérées par le réseau d'assainissement de la MEL.</p>



Recommandation 49	
<p>Afin de limiter les phénomènes de ruissellement en milieux rural, la Commission Locale de l'Eau rappelle aux maires leur pouvoir de prescripteur lors de la délivrance d'une autorisation d'occuper le sol pour tenir compte de l'existence des risques (R. 111-2). Dans ce cadre, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les maires à inclure, chaque fois que cela est nécessaire, des prescriptions dédiées à favoriser le développement et à maintenir les éléments fixes, naturels ou ayant un rôle hydraulique sur le territoire.</b></p> <p>De plus, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les exploitants et propriétaires à insérer dans leurs baux à vocation rurale des prescriptions qui favorisent le développement et le maintien des éléments fixes, naturels ou ayant un rôle hydraulique sur le territoire.</b></p>	<p>Non concerné. La société n'est pas une mairie.</p>
Recommandation 50	
<p>Pour lutter contre l'érosion et le ruissellement au sein des zones ainsi identifiées, <b>les maîtres d'ouvrage compétents en matière d'aménagement du territoire, les professionnels et représentants agricoles sont incités à définir un programme d'actions opérationnel pour réduire le phénomène dans les zones sensibles à l'érosion et au ruissellement et à fixer un calendrier de mise en œuvre.</b></p>	<p>Non concerné. La société n'est pas compétente en matière d'aménagement du territoire ou sur les thématiques agricoles.</p>
Objectif général 6	
Objectif associé 14	
Recommandation 51	
<p>Sur la base de l'expertise réactualisée, <b>les maîtres d'ouvrage locaux sont invités à définir et mettre en œuvre un programme d'actions visant à maîtriser le risque d'inondation dans les secteurs d'affaissements miniers soumis aux inondations et d'adapter l'aménagement de leur territoire en conséquence.</b></p>	<p>Non concerné. Le site n'est pas localisé dans un secteur d'affaissement minier.</p>

Recommandation 52	
Sur la base de l'expertise réactualisée, <b>les maîtres d'ouvrage locaux sont invités à définir un programme d'actions visant à adapter le fonctionnement des systèmes d'assainissement dans les secteurs d'affaissements miniers et mettre en place des exutoires efficaces.</b>	Non concerné.  Le site n'est pas localisé dans un secteur d'affaissement minier.
<b>Objectif général 7</b>	
Recommandation 53	
De manière systématique avant toute opération de retrait de sédiments dans un cours d'eau, <b>la Commission Locale de l'Eau incite les maîtres d'ouvrage et gestionnaires à analyser les risques/incidences environnementales pour déterminer la pertinence d'un curage.</b>	Non concerné.  Le projet n'intègre et ne nécessite aucune opération de curage des sédiments d'un cours d'eau.
Recommandation 54	
En fonction des conclusions de cette étude, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les maîtres d'ouvrage compétents et contributeurs des phénomènes de sursédimentation du territoire à définir et mettre en œuvre un plan d'actions visant à réduire les apports sédimentaires.</b>	Prescription prise en compte.  Le site ne sera pas à l'origine de phénomènes de sursédimentation.
Recommandation 55	
Dans cet objectif de recensement de sites d'accueil de sédiments, <b>les gestionnaires de sites sont invités à participer à la démarche et à mettre à disposition les éléments de connaissance en leur possession.</b>	Non concerné.  Le site n'est pas une zone d'accueil des sédiments.



Recommandation 56	
<p>En adéquation avec la méthode harmonisée du guide rédigé par la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle, <b>la Commission Locale de l'Eau recommande aux maîtres d'ouvrage et gestionnaires de veiller à la systématisation de l'analyse de la qualité des sédiments curés issus des cours d'eau.</b></p> <p>Les maîtres d'ouvrage et gestionnaires sont invités à transmettre leurs données sur la qualité des sédiments à la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle qui centralise les données sur la qualité des sédiments et s'assure du respect du protocole de mesure.</p>	<p>Non concerné. Le projet n'intègre et ne nécessite aucune opération de curage des sédiments d'un cours d'eau.</p>
Recommandation 57	
<p>Afin de faire émerger une stratégie de gestion commune sur l'ensemble du territoire, <b>les maîtres d'ouvrage et gestionnaires sont invités à élaborer des plans de gestion mutualisés des sédiments aux échelles du SAGE et inter-SAGE.</b></p>	<p>Non concerné. L'organisation et l'activité du site ne sont pas visés par la problématique de gestion des sédiments.</p>
Recommandation 58	
<p>Afin de développer les filières émergentes, <b>la Commission Locale de l'Eau invite les gestionnaires à se regrouper pour favoriser de valorisation des sédiments et permettre les démarches d'innovation.</b></p>	<p>Non concerné. L'organisation et l'activité du site ne sont pas visés par la problématique de gestion des sédiments.</p>

Orientation 4	
Objectif général 8	
Objectif associé 15	
Recommandation 59	
Afin d'identifier les sites stratégiques pour dynamiser le fret fluvial sur le territoire, la <b>Commission Locale de l'Eau incite les collectivités territoriales et les établissements publics locaux compétents à transmettre à la structure porteuse du SAGE Marque-Deûle un inventaire, qui sera mutualisé, du foncier disponible « bord à voies d'eau » et des équipements fluviaux nécessaires pour le développement du transport fluvial.</b>	Non concerné. La société n'est ni une collectivité locale, ni un établissement public.
Prescription 10	
Sur la base du recensement du foncier disponible « bord à voies d'eau », les <b>collectivités territoriales et leurs établissements publics locaux intègrent ces sites (zones d'activité portuaire d'intérêt, y compris zones d'isolement et perspectives de développement) dans les documents d'urbanisme pour y privilégier l'implantation d'entreprises ayant recours au transport fluvial, tout en veillant à la conciliation des usages.</b>	Non concerné. La société n'est ni une collectivité locale, ni un établissement public.
Recommandation 60	
<p>Afin d'aider les entreprises identifiées comme intéressées par le recours au transport fluvial, la <b>Commission Locale de l'Eau encourage l'accompagnement des porteurs de projet (publics et privés) dans le report modal (fret fluvial).</b></p> <p>Les collectivités concernées, Voies Navigables de France et Ports de Lille, sont invitées à prendre attache avec ces entreprises et à proposer les solutions locales favorables au report modal.</p>	Non concerné. La société n'envisage pas le recours au transport fluvial dans le cadre de son évolution future.

Recommandation 61	
Afin d'engager une réflexion commune aux acteurs du territoire sur les aménagements des cours d'eau navigables en intégrant un lien inter-SAGE et transfrontalier, <b>la Commission Locale de l'Eau incite les gestionnaires à optimiser les infrastructures multimodales existantes (voies d'eau, réseaux routier et ferroviaire...) afin de limiter les concentrations de flux et de développer toutes les installations du territoire.</b>	Non concerné. La société n'est ni un acteur de territoire sur les aménagements des cours d'eau navigables, ni un gestionnaire de voies d'eau ou de réseaux routiers ou ferroviaire, ... mentionnés ci-contre.
Objectif associé 16	
Recommandation 62	
De manière préalable à la définition d'un plan d'actions sur ces sujets, <b>les établissements publics et gestionnaires de voies d'eaux ou de sites de plaisance sont invités à réaliser un état des lieux sur l'activité plaisancière, les infrastructures plaisancières, les gammes tarifaires, en lien avec les autres SAGE et la Belgique, ainsi que les initiatives de développement de transport des personnes sur les voies d'eau.</b>	Non concerné. La société n'est ni un établissement public, ni un gestionnaire de voie d'eau ou de site de plaisance.
Recommandation 63	
Afin de dynamiser ce mode de déplacement des personnes, <b>la Commission Locale de l'Eau incite les collectivités territoriales et établissements publics locaux compétents à intégrer les modalités de transport des personnes par voie fluviale dans la définition des politiques de déplacement.</b>	Non concerné. La société n'est ni une collectivité locale, ni un établissement public.

## Recommandation 64

Sur la base des éléments d'état des lieux et afin de dynamiser la plaisance et le transport fluvial des personnes, **la Commission Locale de l'Eau invite les établissements publics compétents, les gestionnaires d'infrastructures fluviales, les acteurs du tourisme local et transfrontalier à :**

- **harmoniser les tarifications de plaisance afin de converger vers une offre harmonieuse et en partenariat avec la Belgique ;**
- **développer des partenariats permettant de dynamiser la plaisance et le transport fluvial des personnes en lien avec les attraits touristiques du territoire ;**
- **établir un plan d'actions partagé entre les acteurs de la plaisance et le transport fluvial des personnes pour développer les infrastructures, ne contraignant pas l'activité de fret fluvial.**

Non concerné.

La société n'est ni un établissement public, ni un gestionnaire d'infrastructure fluviale, ni un acteur du tourisme.

Objectif général 9	
Objectif associé 17	
Recommandation 65	
<p>Dans l'objectif d'assurer la continuité de passage le long des voies d'eau <b>les propriétaires des « bord à voies d'eau », publics comme privés, sont invités à participer au Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée dans le cadre d'un cheminement doux continu en lien avec la voie d'eau, intégrant les possibilités de contournement des secteurs à risque et ceux ciblés pour l'usage économique de la voie d'eau.</b></p> <p>Des conventions de passage sont signées par le département avec ces propriétaires afin de permettre l'emprunt de ces chemins par des personnes tierces pratiquant la promenade ou la randonnée pédestre.</p> <p><b>Ce plan schéma s'intéresse aussi aux liaisons entre les territoires aussi bien à l'intérieur du périmètre du SAGE, qu'à l'extérieur. Le développement d'une signalétique harmonisée est également un axe privilégié de visée par la présente disposition.</b></p>	<p>Non concerné. La société n'est pas propriétaire de « bord à voies d'eau » privé.</p>
Objectif associé 18	
Recommandation 66	
<p>Dans le but d'harmoniser les pratiques de pêche sur le territoire, <b>la Commission Locale de l'Eau incite les fédérations de pêche et associations de pêche à réaliser un maillage complet du bassin versant avec une mise en évidence des points de convergence et de divergence de pratiques entre les structures de pêche. Au cours de ce maillage, un bilan de l'offre de pêche du territoire sera réalisé.</b></p>	<p>Non concerné. La société n'est ni une fédération, ni une association de pêche.</p>

## Recommandation 67

Afin de mailler le territoire des points de pêche accessibles, **les fédérations et associations de pêche sont invitées à identifier les zones de stationnement facilitant l'accès aux voies d'eau, notamment pour la pêche. Les résultats de cette identification seront reportés sous format cartographique, et communiqués.**

Non concerné.  
La société n'est ni une fédération, ni une association de pêche.

#### **4 COMPATIBILITE AU PROGRAMME NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS 2014 – 2020**

La réalisation de programmes nationaux de prévention des déchets est une obligation selon l'article 29 de la Directive-cadre de 2008 sur les déchets (directive 2008/98/CE). Cette dernière a été transposée dans le droit français par ordonnance n° 2010-1579 du 17 Décembre 2010 et clarifie les notions de gestion et de prévention des déchets. Elle instaure une hiérarchie dans le traitement des déchets qui favorise la prévention. Par ordre de priorité, l'objectif est ainsi de viser : la prévention, la préparation en vue de la réutilisation, le recyclage, toute autre valorisation et notamment la valorisation énergétique, et l'élimination.

Le programme comporte 13 axes stratégiques qui reprennent l'ensemble des thématiques associées à la prévention des déchets.

N°	Objectif	Conformité du projet
1	Mobiliser les filières REP au service de la prévention des déchets	Un tri des déchets dangereux est réalisé afin de les remettre aux collecteurs spécialisés (emballages souillés)
2	Augmenter la durée de vie des produits et lutter contre l'obsolescence programmée	NA
3	Prévention des déchets des entreprises	Les déchets issus de l'activité sont essentiellement liés aux déchets d'emballages. Un tri sélectif à la source est effectué. Ces déchets sont expédiés vers des filières de valorisation. Les déchets dangereux sont stockés sur site et collectés séparément pour être éliminés par un prestataire agréé.
4	Prévention des déchets du BTP	NA
5	Réemploi, réparation et réutilisation	NA
6	Poursuivre et renforcer la prévention des déchets verts et la gestion de proximité des biodéchets	NA
7	Lutter contre le gaspillage alimentaire	NA
8	Poursuivre et renforcer des actions sectorielles en faveur d'une consommation responsable	NA
9	Outils économiques	NA
10	Sensibiliser les acteurs et favoriser la visibilité de leurs efforts en faveur de la prévention des déchets	NA
11	Déployer la prévention dans les territoires par la planification et l'action locales	NA
12	Des administrations publiques exemplaires en matière de prévention des déchets	NA
13	Contribuer à la démarche de réduction des déchets marins	NA

## **5 COMPATIBILITE AU PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS**

Le plan régional de prévention et de gestion des déchets a été créé par l'article 8 de la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Ses modalités d'applications ont été précisées par le Décret n° 2016-811 du 17 Juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets.

Ce plan a pour fonction première d'être un outil de coordination entre toutes les parties prenantes de la politique des déchets, à l'échelle de la Région.

Ce plan se substitue aux trois schémas territoriaux préexistants :

- Le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux ;
- Le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics ;
- Le plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux.

Le plan régional de prévention et de gestion des déchets n'ayant pas été rédigé à la date de rédaction du présent rapport, les plans listés ci-dessus seront étudiés.

Compte tenu de la nature du projet, de l'absence de déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics, les plans départementaux de prévention et de gestion des déchets dangereux et non dangereux seront étudiés.

### **5.1.1 PLAN DEPARTEMENTAL D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES**

Le Plan d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PEDMA) du Nord en date de Novembre 2011 définit les objectifs aux horizons 2015-2020.

Les grandes orientations du PEDMA du Nord sont les suivantes :

- ↳ la réduction et la valorisation des déchets,
  - ✓ réduction des déchets qui relèvent du service public et partant en incinération ou en stockage de 15% en 2015,
  - ✓ réduction des ordures ménagères de 7% en 2015,
  - ✓ augmentation des tonnages recyclés, le taux de recyclage matière et organique passant de 38% en 2007 à 45% en 2015 et 50% en 2020.
- ↳ l'optimisation des filières de traitement,
  - ✓ augmentation de l'efficacité des centres de tri,
  - ✓ développement du compostage et de la méthanisation des déchets municipaux avec d'autres déchets (industriels et agricoles),
  - ✓ amélioration de l'efficacité énergétique des centres de valorisation énergétique et des installations de stockage de déchets non dangereux.



En ce qui concerne les déchets non ménagers, les objectifs du PEDMA du Nord, en cohérence avec les objectifs fixés pour les déchets du service public, sont les suivants :

- ↳ le renforcement de l'information dans les entreprises (industrielles, artisanales, commerciales et agricoles) et les établissements publics, en s'appuyant sur la révision de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), sur :
  - ✓ la réduction à la source,
  - ✓ le développement des collectes sélectives (déchets dangereux diffus et non dangereux),
- ↳ l'harmonisation des conditions d'accès des entreprises et agriculteurs en déchèterie,
- ↳ la meilleure connaissance des Déchets Non Ménagers,
- ↳ l'application drastique de la Circulaire du 3 Décembre 2008 relative à l'exemplarité de l'Etat au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et de ses établissements publics, étendue à tous les établissements publics et toutes les collectivités locales du Nord,
- ↳ le développement d'une offre de service supplémentaire pour les déchets organiques auprès de la grande distribution et de la restauration collective,
- ↳ la promotion de la création de déchèteries dédiées aux professionnels, si le besoin est identifié,
- ↳ l'accompagnement au développement de nouvelles filières de recyclage (nouveaux matériaux issus de déchets),
- ↳ l'appui technique et organisationnel pour la gestion collective des déchets des entreprises, notamment pour les Très Petites Entreprises (TPE) et le secteur agricole,
- ↳ l'instauration de la redevance spéciale, obligatoire depuis le 1er janvier 1993, auprès de tous les producteurs non ménagers, des lors que les déchets de ces producteurs sont collectés dans le cadre du service public.

Les tendances d'évolution aux horizons 2015 et 2020 portent uniquement sur les ordres de grandeur des quantités de DNM non recyclées et reçus en Centre de Valorisation Energétique et en ISDND, ce qui correspondait à 530 000 t de DNM non recyclés en 2007. Le plan recommande la diminution de 17% des DNM éliminés aux horizons 2015 et 2020, soit 440 000 t.

Au regard des préconisations du PEDMA du Nord, la Société DIFRAMA veillera à :

- générer de faibles quantités de déchets ;
- trier ses déchets en amont afin d'assurer une revalorisation maximale.

### **5.1.2 PLAN REGIONAL D'ELIMINATION DES DECHETS DANGEREUX (PREDD)**

Le Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux a pour objectif de coordonner les actions entreprises par les pouvoirs publics et par les acteurs privés pour les dix ans à venir. Ils doivent permettre d'évaluer les stocks, les flux, les filières de gestion des déchets dangereux afin d'aboutir à une adéquation entre les capacités de traitement et les besoins de gestion des déchets dangereux.

L'activité du site ne générera comme déchets dangereux, que des boues des séparateurs d'hydrocarbures et des emballages souillés.

La Société DIFRAMA confiera la gestion de ces types de déchets à un prestataire agréé et à proximité du site.

**PIECE JOINTE N°18**

**AUTORISATION DE DEVERSEMENT DES  
EFFLUENTS - MEL**

AI-FT-002 V3

La Métropole européenne de Lille  
Réseaux et services  
Direction Eau et Assainissement  
Veilles sanitaire et écologique – Assainissement industriel  
1, rue du Ballon CS 50 749  
59 034 Lille cedex  
Tél: 03.20.21.34.55. / Fax : 03.20.21.34.59.

## **Arrêté d'autorisation de déversements d'effluents assimilables domestiques dans un réseau de collecte d'eaux usées urbaines.**

Le Président du Conseil de la Métropole Européenne de Lille;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et en particulier ses articles L 2224-8, L 2224-11, L 2224-12, L 5211-9 et R.2224-6 à 17

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L. 1331-10; L.1331-11 ; L.1331-15, L.1337-2, et R 1331-2

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles R.211-11-1 ; R.211-11-2 , R.211-11-3 (programme de réduction des substances dangereuses dans le milieu aquatique) et les arrêtés des 20 avril 2005, et 30 avril 2005, 21 mars 2007, pris pour leur application;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, et notamment les articles 34 et 35,

Vu le règlement sanitaire départemental,

Vu l'arrêté préfectoral du 06 Mai 2015 fixant des valeurs limites de rejet des eaux résiduaires au réseau d'assainissement au titre du contrôle des ICPE,

Vu la délibération 04 C 0487 du 15 octobre 2004 établissant le Règlement du Service de l'Assainissement,

Vu les délibérations 07 C 0883 du 20/12/2007, 08 C 0437 du 25/09/2008 et 09 C 0720 du 11/12/2009 qui régissent les modalités de facturation des rejets non domestiques

Vu l'arrêté n°14A053 du 20 octobre 2014 accordant délégation du pouvoir de police spéciale « assainissement » à M. LEPRETRE, Vice-président en charge de l'assainissement,

Vu le dossier de demande d'autorisation de déversement d'eaux usées autres que domestiques déposé par la société DIFRAMA et notamment les plans des réseaux intérieurs de collecte des eaux usées domestiques et assimilées, eaux usées non domestiques et eaux pluviales annexés au présent arrêté ;

**ARRETE**



## ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

La société DIFRAMA (n° de SIRET : 342 229 101 00023) ci-après dénommé « l'Établissement », sis rue Degreaux, Parc d'Activité de la Galance à Sallaumines est autorisée, pour son site de Noyelles lès Seclin, rue du Mont de Templemars, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées non domestiques, issues de son activité de fabrication et conditionnement d'huiles de moteur, de liquide de refroidissement et de lave glace, (code APE 4675Z), dans le réseau d'assainissement de la Métropole Européenne de Lille ci-après dénommée « la collectivité », via le branchement et dispositifs de prétraitement et de surveillance décrits en annexe 1 au présent arrêté.

Il n'est pas autorisé à déverser au réseau tout effluent issu d'un process industriel et dont les caractéristiques ne sont pas assimilables à un rejet domestique.

## ARTICLE 2 : CARACTÉRISTIQUES DES EFFLUENTS DÉVERSÉS

### 2.1. Définitions

Les **eaux usées assimilables domestiques** comprennent les eaux usées provenant des cuisines (hors industrielles), buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

Les **eaux pluviales** sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage des jardins et de lavage des voies publiques et privées et des cours d'immeubles ainsi que les eaux de refroidissement, etc.

### 2.2. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, **les eaux usées doivent** :

- a) être neutralisées à un **pH compris entre 5,5 et 8,5**. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5.
- b) **être ramenées** à une température inférieure ou **au plus égale à 30°C**
- c) **être débarrassées des matières flottantes, déposables ou précipitables** susceptibles, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages, de développer des gaz nuisibles tant pour les ouvrages que pour le personnel d'entretien des égouts.
- d) **ne pas contenir** de matières ou de substances susceptibles :
  - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
  - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
  - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
  - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
  - d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement,

Pour la gestion des **eaux pluviales**, l'infiltration sera privilégiée lorsqu'elle n'est pas préjudiciable à la qualité des nappes phréatiques.



## 2.3. Prescriptions particulières

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies par le règlement d'Assainissement.

### ARTICLE 3 : LES CONDITIONS DE SURVEILLANCE DU DÉVERSEMENT

**La Collectivité se réserve la possibilité de procéder à tout moment à des contrôles et à des prélèvements** permettant de vérifier que les rejets dans le réseau d'assainissement public sont conformes aux prescriptions de l'article 2.

### ARTICLE 4 : REJETS ACCIDENTELS - DEGRADATION DU RESEAU PUBLIC

En cas de dysfonctionnement, l'Etablissement est tenu d'en avvertir les services de la Métropole Européenne de Lille. **Les coordonnées des interlocuteurs à prévenir sont les suivantes. Elles peuvent être modifiées par simple courrier de la Métropole Européenne de Lille. Ces modifications sont alors appliquées sans délai par l'Etablissement.**

- Laboratoire de Veille Ecologique  
ndumont@lillemetropole.fr
- Service Assainissement Industriel  
asdissaux@lillemetropole.fr ; jvaneecke@lillemetropole.fr

### ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIÈRES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement est soumis au paiement de la redevance d'assainissement (dont le tarif est fixé par délibération du Conseil de la Métropole).

### ARTICLE 6 : DURÉE DE L'AUTORISATION

**La durée de la présente autorisation est limitée soit par la cessation d'activité, soit par le changement d'activité ou de société ou par le changement des caractéristiques du rejet.**

Dans ces cas, une nouvelle demande d'autorisation doit être effectuée auprès de la Présidence de la Métropole Européenne de Lille.

### ARTICLE 7 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement devra en informer la Présidence de la Métropole Européenne de Lille.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

En cas de non-respect par l'Établissement des dispositions du présent arrêté, celui-ci pourra être suspendu voire abrogé.

## ARTICLE 8 : EXÉCUTION

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire.

L'Établissement DIFRAMA, bénéficiaire, Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Européenne de Lille et tous les agents de la force publique et/ou assermentés sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise aux autorités compétentes.

Fait à LILLE, le **19 SEP. 2016**

Pour le Président de la Métropole  
Européenne de Lille

  
Sébastien LEPRETRE,



Vice-Président, en charge de  
l'assainissement

*Sceau et Signature*



## ANNEXE I – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES : RACCORDEMENT(S) ET DISPOSITIFS DE TRAITEMENT

Les installations intérieures et de raccordement aux réseaux publics de collecte des eaux usées et pluviales de l'Établissement DIFRAMA doivent répondre aux prescriptions suivantes :

### 1.1. Raccordements au réseau public

**Points de prélèvements ou de comptage des eaux de forage, de surface ou de ville / Points de déversement**

Prélèvement d'eau	Comptage (emplacement, type,...)
Eau de ville	D08UI015680

Déversement d'effluents	Rejet des eaux assimilées domestiques situé rue du Pont de Templemars à Noyelles lès Seclin
-------------------------	---

### 1.2. Installations de prétraitement et de récupération

L'Établissement doit identifier les matières et substances générées par son activité et susceptibles d'être rejetées dans le réseau public d'assainissement et, en cas de rejet accidentel dans le réseau public, de présenter un risque pour les agents, les réseaux et/ou la station d'épuration.

L'Établissement doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le respect des prescriptions générales mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et notamment, récupérer ces produits et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement

A cet effet, l'Établissement dispose des installations de prétraitement et de récupération suivants :

✓ Débourbeur séparateur d'hydrocarbures

L'Établissement doit, en cas de dysfonctionnement des installations de prétraitement, prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces matières et substances et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

#### Entretien des installations de prétraitement et de récupération

L'Établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement et de récupération en bon état de fonctionnement.

L'Établissement doit, par ailleurs, s'assurer que les déchets récupérés par les dites installations sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur.

Compte tenu de son activité et des caractéristiques de ses installations, l'Établissement doit en plus des prescriptions imposées par la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (le cas échéant), faire procéder aux entretiens suivants :

Types d'entretien	Installations concernées	Fréquence d'entretien
Vidange	✓ Equipements de séparation des hydrocarbures	Tous les 12 mois

L'Établissement doit tenir à disposition du Service Assainissement les informations ou les certificats correspondants, attestant de l'entretien régulier de ses installations de prétraitement ou de récupération.